

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES DYNAMIQUES IDENTITAIRES DU MOUVEMENT ANARCHISTE GREC
CONTEMPORAIN : ANALYSE DE LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ
COLLECTIVE DU MOUVEMENT DANS LA PÉRIODE 2010-2014

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
INES BENESSAIA

JANVIER 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Le cheminement de ce mémoire est le fruit d'une grande aventure intellectuelle et émotionnelle. Des moments d'incertitudes, quelques moments d'épuisement et de confusion, et plusieurs moments de plaisirs et d'inspiration, seule ou accompagnée.

Comme toute aventure, celle-ci a été transformatrice tant au niveau des apprentissages universitaires qu'au niveau social parce que j'ai fait la connaissance dans mon terrain de plusieurs militant-e-s devenu-e-s désormais des ami-e-s précieuses et précieux. Un merci de tout cœur à toutes les militant-e-s que j'ai rencontré et qui ont si généreusement partagé leur temps et leurs connaissances avec moi.

Je remercie aussi la Chaire de recherche du Canada en Sociologie des conflits sociaux pour son soutien financier qui m'a permis de faire une recherche de terrain de près de 6 mois.

Je suis aussi profondément reconnaissante à toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce mémoire et bien que je ne les mentionnerais pas individuellement, je ne manquerais pas de le faire en personne.

Συντροφικά, πάντα.

« Μην αφήνεις αυτό που σε τρώει να χορτάσει »

Ενάντια σε κάθε μορφή εξουσίας. Για μια αλληλέγγυα και ελεύθερη

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ.....	v
LISTE DES FIGURES.....	vi
Introduction.....	1
Objet de recherche.....	4
Plan du mémoire.....	6
CHAPITRE I.	7
CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....	7
1.1 Cadre théorique.....	7
1.1.1 Articuler les concepts de « culture politique », de « mouvement social » et d' « identité collective ».....	7
1.1.2 Les mouvements anarchistes.....	12
1.1.3 Hypothèses de recherche.....	17
1.2 Méthodologie de recherche.....	22
1.2.1 Collecte et analyse des données.....	25
1.2.2 Éthique de la recherche.....	28
CHAPITRE II.	30
LA CULTURE POLITIQUE DU MOUVEMENT ANTIAUTORITAIRE GREC.....	30
2.1 L'évolution de la culture anarchiste grecque jusqu'en 2008.....	31
2.1.1 Les prémisses du mouvement anarchiste grec.....	31
2.1.2 La période 1970 – 2000.....	32
2.1.3 La période 2000 – 2008.....	38

2.2 Décembre 2008 : Ce qui s'est passé et quel a été son effet dans la construction identitaire du mouvement autonome grec.....	45
2.2.1 Aperçu des événements contestataires de Décembre 2008.....	45
2.2.2 Les effets de « Décembre 2008 » sur le mouvement antiautoritaire.....	48
2.3 Conclusion du chapitre.....	51
CHAPITRE III.	54
L'URGENCE DE RÉAGIR AUX MENACES SOCIALES.....	54
3.1 Une nouvelle menace sociale : la crise économique.....	55
3.1.1 Les impacts sociaux de la crise.....	57
3.2 L'urgence d'agir contre la crise et le gouvernement.....	60
3.3 Une menace sociale qui s'amplifie : « Aube Dorée ».....	71
3.3.1 « Plus jamais ! » : L'assassinat d'un antifasciste grec.....	74
3.3.2 De nouvelles structures antifascistes : entre autonomie et alliances.....	76
3.4 Conclusion du chapitre.....	79
CHAPITRE IV.	81
REFÉFINIR LE "NOUS".....	81
4.1 Le mouvement des « Indignés » en Grèce.....	82
4.1.1 L'effet du « Mouvement des places ».....	86
4.2 Le déploiement des identités minoritaires.....	93
4.3 Conclusion du chapitre.....	98
CONCLUSION.....	101
Retour sur les résultats de recherche.....	103
Retour sur les entretiens.....	107
Ouverture et pistes de réflexions.....	108
BIBLIOGRAPHIE.....	113

RÉSUMÉ

Tout mouvement social ancré dans un cadre spatiotemporel donné développe une identité collective singulière qui participe à l'élaboration d'une culture politique distincte de celle d'autres acteurs politiques. Loin d'être une réalité homogène et immuable, l'identité collective d'un mouvement social change dans le temps et l'espace, dépendamment de l'agentivité des acteurs du mouvement social en question.

Ce mémoire s'intéresse à la culture anarchiste en Grèce et plus précisément à la manière dont l'identité collective du mouvement antiautoritaire grec se transforme entre 2010 et 2014, période marquée par des changements structurels et culturels de grande ampleur jumelée à une répression politique importante à l'égard des personnes issues de l'immigration et des militant-e-s anarchistes. En 2015, il est possible ainsi de constater une diversification de l'agenda politique et des formes organisationnelles militantes de manière à ce qu'il y ait une inclusion significative de personnes et d'enjeux sociaux qui étaient marginaux dans le mouvement anarchiste en 2010.

Cette étude vise ainsi à mettre en lumière les différents processus de travail identitaire entrepris par les militant-e-s antiautoritaires grec-que-s dans la période 2010 – 2014. Il y aurait d'une part un processus de démarcation identitaire à l'égard des « ennemis politiques » nationaux et internationaux (Troïka, gouvernement, militant-e-s fascistes). Parallèlement, l'inclusion de nouveaux acteurs militants dans le mouvement se serait réalisée grâce à une redéfinition des frontières militantes à savoir la catégorisation du « nous » et du « eux ». La démonstration analytique du mémoire s'appuie sur l'étude d'affiches et communiqués publiés par des organisations militantes athéniennes de 2010 à 2014 ainsi que 14 entretiens semi-directifs de militant-e-s.

S'inscrivant dans les débats sur le rôle de l'identité collective dans les mouvements sociaux, l'étude souhaite contribuer à la compréhension des dynamiques de transformation de l'identité collective d'un mouvement social.

MOTS-CLÉS : Mouvements sociaux, culture politique, identité collective, processus de cadrage, processus de diffusion, anarchisme, antiautoritaire, libertaire, Grèce.

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Tableau de comparaison du mouvement antiautoritaire.....	17-18
Figure 3.1	Affiche d'appel à manifester (2012)	66
Figure 4.1	Affiche d' « Assemblées de quartiers ».....	89

INTRODUCTION

Les quatre premières années de crise économique en Grèce, 2010 à 2014, ont été significatives à plusieurs niveaux, notamment des transformations structurelles majeures et des mobilisations contestataires d'envergure. En effet, en l'espace de quatre ans, se succèdent trois gouvernements qui approuvent la restructuration néolibérale du pays prônée par la Troïka, constituée de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fond monétaire international. Cette restructuration comprend un vaste programme de libéralisation du droit du travail, de privatisations, de taxations ainsi que de fortes coupes budgétaires dans le secteur public, notamment dans le domaine de la santé, de la culture et de l'éducation. En conséquence, à mesure que le système de protection sociale grec s'affaiblit, que le coût de la vie augmente, que les revenus des travailleur-euses diminuent et que le chômage explose, 26,6% en 2014 et près de 50% en 2013 auprès des jeunes de moins de 25 ans, la pauvreté et la précarité deviennent des réalités quotidiennes pour une grande partie de la population (Giannitsis et Zografakis, 2015 ; Kapsalis et Kouzis, 2014; Karakioulafis, 2014).

Au cours de cette période, le discours dominant dans l'espace public vise à criminaliser les personnes immigré-e-s et les militant-e-s anti-autoritaires. Il se matérialise par la création en 2012 d'une barrière en fer de 12,5km séparant la Grèce de la Turquie, par des enfermements massifs de migrant-e-s sans papiers dans des camps ainsi que par l'éviction en 2012 et 2013 de squats à Thessalonique et Athènes. De même, le serveur informatique de la plateforme d'information anarchiste « Indymedia Athens » et de la radio autonome « 98.5 » situés dans l'École

Polytechnique d'Athènes est réquisitionné (Croeser et Highfield, 2015), tandis qu'une hausse de la surveillance et de la brutalité policière est observée dans certains quartiers d'Athènes jugés « dangereux », mais aussi dans le cadre de manifestations et d'arrestations impliquant aussi la collaboration avec des militant-e-s d'extrême droite (Cheliotis et Xenakis, 2016 : 287 ; Xenakis, 2012 : 445).

Dans ce contexte politique hostile, le mouvement anarchiste grec semble être particulièrement actif. Depuis le début de la crise, les villes grecques regorgent de graffitis et d'affiches dénonçant le capitalisme, le patriarcat, l'homophobie, l'État, l'Europe, la police et le fascisme. Entre 2010 à 2014, l'implication des militant-e-s antiautoritaires dans le mouvement anti-austérité, ainsi que dans le mouvement des Indignés en 2011, semble avoir été significative (Kanellopoulos et al., 2016 ; Roos et Oikonomakis, 2014). Et les divers événements contestataires entre 2010 et 2012, notamment des grèves et manifestations, ont mobilisé plus de cinq mille participant-e-s, voire cinq cent mille à certaines occasions, dans l'ensemble du pays (Diani et Kousis, 2014 : 143).

De 2010 à 2014, plus d'une dizaine de groupes militants, de projets et d'infrastructures militantes (médias, centres sociaux et squats) voient le jour à Athènes et dans de nombreuses autres villes grecques (Alexopoulos, 2011 ; Hadjimichalis, 2013 ; Kritidis, 2012 ; Peppas, 2016). Par exemple plus de trente-trois nouveaux syndicats à sensibilité anarchiste ont vu le jour dans l'ensemble du pays en 2011 (Kretsos, 2011). À la fin de l'année 2010, les militant-e-s impliqué-e-s dans la publication de la revue « Utopie » (1999 -) s'associent avec d'autres militant-e-s et ami-e-s pour créer « l'Archive Utopique Numérique »¹ qui donne un accès gratuit à la documentation de

¹ www.archive.eutopia.gr

toute forme d'action collective en Grèce. Cette initiative est suivie par la création en 2013 à Athènes, d'un centre social nommé « Atelier Utopique » disposant d'une bibliothèque et des salles pour l'organisation d'événements et discussions militantes. Des nouveaux festivals émergent aussi dans cette période, comme le « Festival Antifasciste des Arts performatifs » organisé chaque année depuis 2012 à Athènes par des militant-e-s impliqué-e-s dans le squat « EMBROS » créé la même année.

En outre, parmi les anciennes et les nouvelles organisations militantes, les enjeux liés à l'écologie ainsi qu'au genre et à l'orientation sexuelle semblent faire l'objet d'une reconnaissance plus importante qu'auparavant et d'une intégration conséquente dans leur agenda politique. En effet, lutter contre le gouvernement, le système capitaliste et fasciste semble s'articuler aussi dans les discours et pratiques militants avec la nécessité de lutter également contre les projets de développement industriel et le système agroalimentaire, mais aussi le patriarcat et l'hétéronormativité. On constate de ce fait que quelques années plus tard en 2018, le réseau « Coordination antifasciste d'Athènes et du Pirée » publie une affiche qui appelle à une manifestation suite à l'assassinat de deux femmes, une à Rhodes et une à Kerkyra, ayant comme slogan principal: « Fascisme, Sexisme, État. Ils tuent. Arrêtons-les » (traduction libre).

Objet de recherche

D'après Maria Bossis, professeure de sécurité internationale à l'Université du Pirée en Grèce, les anarchistes sont désormais perçus comme une alternative politique et ne sont plus marginaux (Maltezou et Babington, 14/08/2013). La chercheuse Christina Alexopoulos (2011 : 83) souligne également : « Très présents dans les luttes citoyennes, les initiatives altermondialistes et la culture alternative, les mouvements contestataires

d'inspiration anarchiste gagnent du terrain dans la Grèce contemporaine et rivalisent quant à leur force de mobilisation et leur degré de radicalisation avec l'extrême gauche. » En ce sens, une récente étude statistique portant sur les valeurs politiques et idéologies dans la Grèce contemporaine démontre que l'idéologie anarchiste bien que marginale dans la société grecque, aurait connu une croissance significative à partir de 2008, notamment auprès de personnes âgées de 35 à 44 ans, qui ont poursuivi une éducation supérieure et possèdent un emploi (Mavri, 10/10/2017).

Dans le cadre de notre recherche nous aimerions mieux cerner ce qui caractérise la culture politique anarchiste dans la période 2010-2014 en Grèce, et plus précisément comment est-ce que son identité collective se transforme.

Il existe une vaste littérature scientifique qui s'intéresse à la construction de l'identité collective d'un mouvement social spécifique, notamment dans sa phase d'émergence ainsi qu'aux conditions sociales facilitant ou non la longévité d'une culture politique dans le temps (voir Polletta et Jasper, 2001). Il semblerait toutefois qu'il y ait une quantité moindre de travaux sur les processus de transformation de l'identité collective d'un mouvement social dans une période donnée (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001 : 56 ; Ancelovici, 2013 ; Taylor et Van Dyke, 2004 ; Whittier, 1995 ; Gamson, 1995) et que ceux-ci sont sensiblement plus réduits en ce qui concerne l'étude de l'identité collective des mouvements autonomes et anarchistes (della Porta et Rucht, 1993 ; Poma et Gravante, 2017 ; Sarrasin, et al. 2012 ; Sarrasin 2014 ; Shantz et Williams, 2013 ; Kitis, 2015 ; Williams, 2009, 2017 ; Fominaya, 2010).

S'il y a des chercheur-e-s qui ont négligé le mouvement anarchiste dans leur étude des événements contestataires et/ou mouvements sociaux grecs dans la période 2010-

2014 (Kaika et Karaliotas, 2014 ; Kavada et Dimitriou, 2017 ; Kotronaki, 2014 ; Leontidou, 2012 ; Psimitis, 2011 ; Sotiropoulou, 2012), d'autres l'ont abordé de manière centrale dans leurs travaux. Alexopoulos (2011), Apoifis (2016), Croeser et Highfield (2015), Pautz et Kominou (2013), Poulimenakos et Dalakoglou (2018), Sapiera et Theodosiadis (2017) et Zaimakis (2015) mettent ainsi en évidence dans leurs recherches l'émulation de la mobilisation anarchiste dans la période 2010-2014, notamment dans la ville d'Athènes, soutenue par une variété d'organisations et de tactiques militantes. Leur attention porte surtout sur la particularité identitaire du mouvement à travers des acteurs et formes d'action témoignant d'une identité politique qui se démarque de celle des autres acteurs politiques (Alexopoulos, 2011 ; Apoifis, 2016 ; Poulimenakos et Dalakoglou 2018 ; Sapiera et Theodosiadis, 2017), et faisant l'usage de tactiques spécifiques dans le cadre de la contestation anti-austérité (Pautz et Kominou, 2013 ; Zaimakis, 2015) et la mobilisation antifasciste (Croeser et Highfield, 2015).

Or, bien que ces études soient précieuses dans notre compréhension de certains aspects de l'identité collective et de la dynamique contestataire du mouvement antiautoritaire grec, elles ne nous permettent pas de saisir quels sont les processus identitaires à l'œuvre entre 2010 et 2014 et comment l'identité collective de ce mouvement change. Nous souhaitons ainsi contribuer avec ce mémoire à enrichir les travaux existants sur la trajectoire des mouvements sociaux, la transformation de leur identité collective, et notamment ceux qui s'intéressent plus spécifiquement aux mouvements sociaux autonomes/anarchistes/libertaires dont l'étude reste marginale.

Plan du mémoire

Nous allons dans un premier chapitre présenter la revue de littérature qui porte sur la culture politique et l'identité collective des mouvements sociaux, puis formuler notre question de recherche en prenant soin de présenter les outils méthodologiques que nous avons choisis pour y répondre, à savoir des entretiens semi-directifs et des publications écrites et visuelles militantes. Dans le deuxième chapitre, nous dressons un portrait idéal-typique de la culture politique du mouvement anarchiste grec depuis son émergence jusqu'en 2010. Dans les deux chapitres suivants, nous développons nos deux hypothèses de recherche qui concernent l'influence de processus de cadrage de l'action collective (Benford et Snow, 2000) relatif à l'identification de menaces externes et le travail de redéfinition des frontières identitaires par certains acteurs du mouvement antiautoritaire. Pour conclure, nous adopterons une réflexion critique sur notre méthodologie, notamment les entretiens, et nous aborderons, à l'aide d'éléments contextuels plus récents, le besoin d'approfondir certaines pistes de recherche qui nous semblent pouvoir améliorer les connaissances liées aux processus de construction identitaire en œuvre dans le mouvement anarchiste grec, mais aussi ceux d'autres mouvements sociaux qui évoluent dans un contexte politique de crise économique et de forte confrontation avec un ou plusieurs adversaires politiques.

CHAPITRE 1

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

L'étude de la transformation de l'identité collective du mouvement anarchiste en Grèce dans la période 2010 à 2014 repose sur certains concepts théoriques qui permettent d'alimenter des pistes de réflexion guidant la méthodologie de recherche. Ceux-ci sont présentés dans la première partie de ce chapitre. La méthodologie de recherche sera ensuite expliquée, en prenant soin de préciser une réflexion éthique sur le terrain de recherche et la posture de recherche adoptée.

1.1 Cadre théorique

1.1.1 Articuler les concepts de « culture politique », de « mouvement social » et « identité collective »

Introduit dans les années 1960 par Almond et Verba, le concept de « culture politique » a été employé pour comparer les systèmes politiques de pays occidentaux jugés démocratiques et notamment démontrer que la légitimité d'un système politique de nature démocratique est inhérente à certaines valeurs et connaissances des citoyennes, concernant les institutions politiques. D'autre part, Almond et Verba ont mis en avant l'idée qu'il existe une « culture civique » et des « sous-cultures », le premier concept désigne les croyances politiques de citoyennes qui adhèrent au système

démocratique libéral et le deuxième les attitudes politiques distinctes de la majorité (1964, cité par Tarrow 1992 : 181 - 182).

Dans la lignée de ces travaux, d'autres chercheurs tels qu'Inglehart (1971, 1977, 1990) et ses collaborateurs (Inghelart et Baker, 2000 ; Inghelart et Welzel, 2005), ont démontré, par le biais de comparaisons statistiques des attitudes politiques, mesurées par des sondages individuels tels que les enquêtes du « World Value Survey », entre des dizaines de pays occidentaux dit démocratiques, comment les valeurs politiques des individus changent sur plusieurs générations, entre les années 1900 et 2000. Leur argument principal consiste à dire que, bien qu'une culture politique nationale soit étroitement dépendante de son histoire politique et que l'adhésion à des valeurs politiques résulte principalement de la socialisation familiale avant l'âge de 18 ans. Les populations de ces pays, dont le développement socio-économique à partir des années 1960 serait relié à la prévalence d'une « économie post-industrielle », partagent une évolution commune de leurs valeurs et normes politiques : contrairement aux générations précédentes, les générations nées après 1960 privilégient l'autonomie et la liberté d'expression individuelle (« valeurs post-matérialistes ») plutôt que la sécurité existentielle (« valeurs matérialistes »).

Cependant, cette approche théorique semble peu appropriée pour déterminer adéquatement la dimension collective et constructive d'une culture politique et soulève quelques problématiques empiriques et épistémiques majeures :

Affirmer l'existence d'une culture politique nationale suppose une homogénéisation de la culture, souvent réfléchi uniquement dans son rapport aux institutions politiques étatiques et à la structure économique (Steinmetz, 1999 : 20), et

procède également à une essentialisation des valeurs individuelles à l'intérieur d'un pays (Bernstein, 1999 : 18 ; Steinmetz, 1999 : 3-5) ou d'une génération politique (Schweisguth, 1999 : 657).

De plus, cette conceptualisation de la culture politique ne prend pas en compte le caractère collectif et dynamique d'une culture politique à savoir l'idiosyncrasie de différents acteurs sociaux et leurs interactions sociales dans un contexte culturel et historique donné. Comme le souligne Tarrow (1992) une culture politique n'est pas le produit d'une représentation et action individuelle immuable, elle est définie et transmise par un ensemble de personnes en l'espace de plusieurs années, en partie, mais pas uniquement de manière consciente et rationnelle. De ce fait, une culture politique s'intériorise, se confronte à d'autres cultures politiques et se reproduit dans le temps par les personnes qui y adhèrent par le biais de symboles et de pratiques idéologiques (Berstein, 1999 ; Morris et Braine, 2001 ; Tarrow 1998).

La culture politique s'avère ainsi fondamentale pour interpréter la régularité, mais aussi les changements de comportements individuels et collectifs dans un contexte spatiotemporel spécifique, notamment en termes de relations sociales et d'action collective.

L'action collective d'un mouvement social est ainsi fortement influencée par l'existence et le partage de symboles et définitions communes de certaines situations sociales structurant une culture politique donnée (Tarrow 1992 : 177). Dans cette présente étude, nous définissons un mouvement social comme un ensemble d'individus, qui s'organisent collectivement, à l'intérieur d'une organisation ou coalition d'organisations, de manière relativement continue dans le temps, pour modifier ou

défendre un ordre social spécifique (Snow et Tan, 2015 : 8 - 9). Cette définition permet de mettre l'accent sur les dimensions synchronique et diachronique de l'activité militante, à savoir le temps court et le temps long de l'existence d'un mouvement social, et dont le champ d'action n'est pas limité à une dimension politique institutionnelle ou extra-institutionnelle (Agrikoliansky et Dufour, 2009).

Toute action collective et mouvement social est donc intrinsèque à un processus historique et culturel, dynamique (Sewell, 2001 ; Tilly, 1978, 1995; Tarrow, 1998). En s'appuyant sur la perspective théorique de la politique du conflit développée par McAdam, Tarrow et Tilly (2001) et en prenant en considération les ajustements théoriques réalisées par Armstrong et Bernstein (2008), permettant une analyse plus approfondie de l'ensemble des dynamiques culturelles qui sous-tendent l'activité d'un mouvement social dans une société donnée, on constate que les mouvements sociaux participent à l'élaboration et la transformation de cultures politiques singulières.

Les militant-e-s d'un mouvement social donné partagent, à un degré variable, une identité collective, c'est-à-dire un ensemble d'histoires, d'émotions, de rituels, de symboles et de valeurs idéologiques et culturelles qui conditionnent des formes spécifiques d'action et d'organisation, de stratégies et de lieux physiques ou symboliques (Clemens 1993 ; Polletta et Jasper, 2001; Sewel, 2001 ; Staggenborg, 1998 ; Whittier 1995).

Force est par ailleurs de souligner qu'au XIXe siècle, Marx, Engels, Durkheim et Weber ont donné au concept d'identité collective une place centrale dans leurs travaux en insistant sur son rôle dans l'émergence d'une conscience individuelle et collective, mais également de la cohésion sociale d'un groupe dont les membres construisent des

liens de solidarité et œuvrent à transformer leurs conditions de vie voire modifier l'organisation sociale dans son ensemble (Hunt et Benford, 2004). Selon Marx et Engels, l'action révolutionnaire n'est possible que lorsque les individus développent une « conscience de classe » définie comme une identification à une collectivité à l'intérieur de laquelle sont partagés des valeurs, intérêts et objectifs communs (*idem*).

La culture politique façonne l'identité collective d'un mouvement social, construite en continu par les acteurs politiques concernés ainsi qu'en interaction avec des alliés et opposants politiques localisés dans le temps et l'espace (Melucci, 1985; Staggenborg, 1998 ; Taylor et Whittier 1995 ; Tilly, 2008). En ce sens, l'identité collective d'un mouvement social est produite et transmise entre activistes dans un contexte géopolitique précis, mais également entre activistes dans le temps en tant que tradition et héritage culturel de militant-e-s d'une période antérieure. L'agentivité des militant-e-s est donc en partie contrainte par l'existence de « savoir-faire » et de représentations pré-établies sans que cela ne signifie pour autant qu'elles et ils ne remettent pas en question et ne modifient pas leur identité collective (Melucci, 1985 ; Fominaya 2010). Faisant l'objet de contestation à l'intérieur et l'extérieur d'une communauté militante, la construction identitaire d'un mouvement social s'opère dès son émergence à son éventuel déclin, orientant en conséquence sa trajectoire et son impact au niveau institutionnel, culturel ou militant (Armstrong et Bernstein, 2008 ; Polletta et Jasper, 2001). L'identité collective dont se dote un mouvement social suppose ainsi la constitution d'un « nous » opposé à « eux », c'est-à-dire des dynamiques d'inclusion et d'exclusion qui évoluent au moyen de processus contestataires internes et externes, à différente échelle (individuelle ou collective) et à temporalité variable (Tarrow 1998 ; Whittier, 1995). Comme le soulignent Tilly et

Tarrow (2007), la transformation d'une identité collective est liée à ces dynamiques d'inclusion et d'exclusion fondées sur la création de frontières identitaires par et entre les militant-e-s d'un mouvement social. Celles-ci affectent les relations sociales entre les militant-e-s d'une même organisation, ou d'une communauté politique, ainsi que celles pouvant exister avec d'autres acteurs politiques, notamment en ce qui a trait à la création ou non d'alliances politiques (Ancelovici, 2013 ; Taylor et Whittier, 1992).

En conséquence, la construction identitaire d'une organisation affiliée à un mouvement social est un processus qui facilite la longévité de l'engagement militant. Elle résulte à la fois de facteurs exogènes liés à l'environnement socio-politique dans lequel se manifeste un mouvement social donné et de facteurs internes liés à une culture politique et à l'agentivité des militant-e-s (Armstrong et Bernstein, 2008 ; Ancelovici, 2013 ; Taylor et Whittier, 1992 ; Whittier, 1995).

Un mouvement social se construit ainsi progressivement dans le temps, influencé par sa culture politique et les choix stratégiques des militant-e-s enraciné-es dans un espace géopolitique singulier. La question qui se pose alors est de comprendre ce qui caractérise ainsi la culture politique anarchiste et les mouvements qui s'y associent.

1.1.2 Les mouvements anarchistes

Similaire à tout mouvement social, un mouvement anarchiste est composé d'une hétérogénéité d'acteurs sociaux, des individus isolés ou des organisations, qui forment une « communauté politique » (Staggenborg, 1998), ou plus précisément une « famille libertaire » (della Porta et Rucht, 1995) partageant une culture politique commune.

Celle-ci correspond à un ensemble de répertoires d'actions et de répertoires organisationnels spécifiques (Clemens, 1993 ; Tilly, 1978, 1995, 2008) issus d'une histoire de contestations sociales, nationales et internationales, associée à l'idéologie anarchiste. Cette dernière faisant référence à une perception du monde où la liberté, la solidarité, l'autonomie et l'égalité sont des valeurs fondamentales et rejettent par conséquent toute forme d'autorité imposée et oppressante pour l'épanouissement personnel et collectif (Amster, 2012 ; Gordon, 2008 ; Shantz et Williams 2013 ; Vodovnik, 2013).

En termes de projet politique, les défenseur-e-s de la pensée anarchiste souhaitent transformer radicalement les individus et les rapports sociaux dans l'ensemble des communautés humaines afin de vivre concrètement des relations d'entraide et d'autonomie, individuelle et collective. Par ce fait ils et elles défendent la suppression de toutes les formes de domination existantes telles que le patriarcat, le racisme, l'impérialisme, le capitalisme et l'État. Leurs stratégies et pratiques d'action se veulent ainsi antiautoritaires et libertaires parce que les processus de l'action politique sont tout aussi essentiels que les réalités sociales qui émergent de celles-ci.

Certain-e-s militant-e-s choisissent de se qualifier d'« antiautoritaires » ou de « libertaires » plutôt que d'« anarchistes ». D'autres refusent de se qualifier d'une quelconque manière parce qu'ils et elles s'engagent plus individuellement ou ponctuellement et ne souhaitent pas forcément être membres d'une organisation anarchiste, ou bien ils et elles préfèrent militer au sein d'organisations non-anarchistes (Shantz et Williams, 2013 : 165- 166). Le refus de s'identifier en tant qu'« anarchiste » répond aussi à une conception politique dans laquelle l'identité politique est susceptible d'entraîner un dogmatisme idéologique (Vodovnik, 2013 : 7). Cela rejoint l'idée

soutenue par certain-e-s anarchistes, affirmé-e-s ou non, que la société anarchiste est un idéal d'organisation sociale et il n'y a donc pas de certitude dans sa réalisation (Ibanez, 2011).

Les individus et organisations qui composent un mouvement anarchiste s'engagent généralement dans un ou plusieurs enjeux politiques associés à des rapports d'oppression. On y retrouve ainsi les enjeux féministes et de genre / étudiants / syndicaux / environnementaux / antifascistes / anticoloniaux / anticapitalistes / anticarcéraux, pour n'en citer que quelques-uns. La priorisation de certains enjeux par des organisations militantes renvoie à l'idée qu'il existe diverses tendances anarchistes, associées à des références historiques (théoricien-ne-s et luttes sociales) et symbolisées entre autres par l'usage de drapeaux noirs, ou bien demi-noirs et une autre couleur variant selon l'affiliation : rouge et noir pour l'anarcho-communisme, mauve et noir pour l'anarchaféminisme, vert et noir pour l'anarcho-écologie, rose et noir pour l'anarchaqueer. Soulignons également qu'il existe des militant-e-s affiliées au courant de l'anarchisme individuel qui, contrairement aux autres tendances, est centré davantage sur des pratiques individuelles d'autodétermination.

Si l'usage de tactiques violentes (exemple : affronter physiquement des policiers) est adopté par certain-e-s militant-e-s et se présente souvent dans l'opinion publique comme le mode d'action emblématique des anarchistes, dans les faits, les militant-e-s ont recourt à une variété de tactiques politiques (Dupuis-Déri 2016 : 71 - 77). Il existe ainsi une divergence entre les adhérent-e-s d'une stratégie insurrectionnelle et d'une stratégie éducatrice, la première étant liés à des formes d'actions axées sur la perturbation et destruction d'institutions oppressives tandis que la deuxième s'appuie

davantage dans des formes d'action orientées dans la socialisation et l'apprentissage individuel et collectif de valeurs et pratiques antiautoritaires (Manfredonia, 2007).

La diversité organisationnelle est un élément qui distingue fortement l'identité collective anarchiste par rapport à celle d'autres mouvements sociaux. En effet les militant-e-s anarchistes promeuvent en partie un engagement individuel par l'adoption et le soutien de pratiques égalitaires, solidaires et autonomes dans la vie quotidienne. Elles et ils mettent également en pratique une organisation collective, sans structure hiérarchique, autonome à l'égard des institutions politiques étatiques et du marché, et fonctionnant selon des principes d'entraide et de démocratie directe d'après lesquels les décisions se prennent en assemblée ou comités par délibération, le plus souvent consensuelle. Un grand nombre de militant-e-s sont organisé-e-s en groupes affinitaires (sans aucune structure formelle), constitués de quelques personnes, généralement pas plus de quinze, qui se connaissent bien et dont l'activité politique peut être ponctuelle. D'autres font partie de groupes plus structurés, sous forme de fédération et dont l'activité a tendance à être plus régulière.

En ce sens, dans une logique de préfiguration politique, les structures autonomes valorisant des rapports sociaux égalitaires et solidaires prétendent incarner la transformation sociale à laquelle les militant-e-s anarchistes aspirent. La création de larges réseaux sociaux solidaires et égalitaires, qui transcendent les frontières nationales, ainsi que de multiples espaces autogérés favorisant la socialisation et l'organisation de divers projets libertaires, permettraient d'expérimenter ici et maintenant, pour toute personne qui le souhaiterait, une vie sociale et politique plus épanouissante.

Ces espaces autogérés prennent le plus souvent la forme de bibliothèques, de théâtres, de cafés et bars, d'éco-communes, de centres sociaux et de squats, et d'interfaces médiatiques. Ces infrastructures, généralement physiques, apparaissent essentielles dans le renforcement d'une cohésion collective et formation de nouvelles identités en raison de l'intensification des liens affectifs et militants (entre des organisations différentes par exemple) liés à des activités d'apprentissage, de concertation stratégique et de recrutement (Polletta, 2002, 2008 ; Sewell, 2001 ; Sarrasin, 2014 ; Shantz et Williams, 2013 ; Taylor, 1989).

Partout dans le monde les mouvements anarchistes font l'objet de surveillance et de répression par les gouvernements (della Porta et Rucht, 1995 ; Dupuis-Déri, 2016). Prenant compte de cette réalité, et développant des pratiques de sécurité afin de se protéger comme l'utilisation d'outils de communication indépendants voire cryptés, les militant-e-s antiautoritaires persévèrent leur engagement à l'élaboration et l'expression d'une éthique libertaire et semblent continuellement inspirer d'autres mouvements sociaux antisystemiques (le mouvement zapatiste, la contestation altermondialiste, le mouvement NO BORDER, le mouvement Occupy et *Indignados* etc.). Force est de constater qu'il existe des liens d'affection, idéologique et parfois personnelle, et des interactions fortes entre ces mouvements orientés dans une perspective de justice sociale (Gordon, 2008 ; Williams, 2017).

1.1.3 Hypothèses de recherche

Au regard des concepts et des travaux portant sur la culture politique et l'identité collective des mouvements sociaux, nous constatons que dans une période de temps plutôt courte (2010-2014), le mouvement anarchiste grec présente des changements dans sa morphologie interne et donc dans les processus identitaires qui participent à l'élaboration de son identité collective. S'inspirant de la grille de comparaison développée par Rachel Sarrasin (2014 : 26) dans son étude de la constitution de la communauté antiautoritaire au Québec entre 2000 et 2010, une estimation de ses changements identitaires peut être faite à l'aide de caractéristiques culturelles précises :

Caractéristiques du mouvement anarchiste en 2010	Caractéristiques du mouvement anarchiste en 2015
Une analyse politique des formes de domination jugées illégitimes qui met l'accent sur l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme, l'antiétatisme et contre le système carcéral.	Une analyse politique des formes de domination jugées illégitimes qui met l'accent aussi contre le patriarcat, contre l'anthropocentrisme et contre l'hétérosexisme.
Des répertoires d'action fondés principalement dans l'organisation de campagnes d'action ponctuelle et de longue durée, des actes de perturbation, des manifestations, des projets alternatifs au	Les répertoires d'action sont similaires.

système dénoncé et de l'éducation populaire.	
Des formes d'organisation inspirées de la démocratie directe et de l'horizontalité des relations sociales appliquées à des groupes d'affinités, locaux et nationaux, et des coalitions ponctuelles.	Des formes d'organisation inspirées de la démocratie directe et de l'horizontalité des relations sociales appliquées à des groupes d'affinités, locaux et nationaux, des coalitions plus permanentes notamment à l'échelle locale.

Figure 1.1

À la fin de l'année 2014, le mouvement antiautoritaire grec emploie diverses tactiques similaires à celles de 2010 (manifestations, éducation populaire, actes de perturbation et projets alternatifs), mais fait preuve d'une plus grande diversité organisationnelle (avec la création de coalitions d'individus et de groupes plus permanents) et narrative (contre le patriarcat, l'anthropocentrisme et l'hétérosexisme).

Attardons-nous ainsi aux manières plausibles pour répondre à notre question de recherche : « Comment est-ce que l'identité collective du mouvement anarchiste se transforme entre 2010 et 2014 ? ».

Les théoriciens du processus politique (McAdam 1982 ; Tarrow 1998 ; Tilly et Tarrow, 2008) ont insisté sur la manière dont les répertoires d'action et la configuration organisationnelle des mouvements sociaux peuvent changer sous l'impulsion de changements structurels majeurs venant modifier la structure des opportunités politiques, tels que l'instabilité des alignements politique ou l'existence de certains

alliés de poids pour les contestataires. D'après la définition de Tilly et Tarrow (2008 : 21) la structure des opportunités politiques renvoie à « l'ensemble des caractéristiques d'un régime ou de ses institutions (par exemple les divisions au sein de la classe dominante) qui, à un moment donné, facilitent ou au contraire entravent l'action collective de certains acteurs politiques ». Ces caractéristiques se présentent ainsi en termes d'opportunités ou de menaces à la mobilisation de certains acteurs politiques. Et la nature de ces opportunités et menaces varie considérablement en fonction des régimes politiques, qui garantissent ou non des droits démocratiques (ibid, : 56).

Entre 2010 et 2014, on observe ainsi :

- Une instabilité politique qui se traduit par une succession de trois gouvernements entre 2010 et 2014 ainsi que l'élection, en 2012, de parlementaires de « Aube Dorée »², un parti nationaliste et xénophobe connu pour leurs agressions sur des militant-e-s d'extrême gauche, personnes trans et homosexuelles et personnes immigrées (Xenakis, 2012).
- De la répression du gouvernement contre des personnes immigré-e-s sans papiers (arrestations et détention dans des camps spécifiques) et des militant-e-s anarchistes (éviction de squats et censure de médias autonomes en 2012-2013).

Cette singularité des opportunités et menaces politiques pourrait-elle alors expliquer la dynamique de construction identitaire du mouvement anarchiste dans la période 2010 - 2014 ?

² « Aube Dorée » est un parti qui existe depuis 1992. Son principal slogan est : « Pour une Grèce qui appartiendra aux Grecs ».

Le cadre d'analyse des opportunités politiques semble peu pertinent dans notre interrogation parce que les opportunités politiques sont considérées comme des facteurs qui permettent l'accès des acteurs contestataires à la structure politique existante, or les mouvements anarchistes cherchent à construire une société sans État et partis politiques. Mais il ne s'agit pas pour le mouvement anarchiste grec d'être considéré comme un acteur légitime auprès du gouvernement ou de construire des alliances avec un parti politique, mais plutôt de créer des collectivités et des espaces décentralisés, externes aux structures institutionnelles, et construits sur des rapports égalitaires. D'autant plus que la répression institutionnelle du mouvement anarchiste est une réalité banalisée.

En effet, la non-reconnaissance de la légitimité des institutions politiques existantes ne signifie pas que celles-ci n'ont pas un effet structurant sur leur mobilisation, en augmentant par exemple les risques liés à la mobilisation (brutalité policière, arrestations, dénigrement du mouvement etc.) et/ou en transformant les alliances politiques, formelles ou informelles. Ainsi par exemple, l'organisation AK (Courant Antiautoritaire) a choisi de s'allier ponctuellement à des organisations marxistes dans le cadre d'actions collectives pour contester les mesures d'austérité qui a eu lieu entre 2010 et 2014 (Kanellopoulos et al. 2016). Cependant comme le souligne Staggenborg (1998 : 190), la perception d'opportunités politique par les militant-e-s d'un mouvement social n'est pas tant déterminante pour la mobilisation que l'engouement suscité par un cycle de protestation et la solidarité entre les membres de la communauté du mouvement social.

La centralité de la solidarité dans la dynamique d'un mouvement social nous amène ainsi à deux concepts qui nous semblent très utiles pour notre étude : la « démarcation identitaire », développé par Taylor et Whittier (1992), et l'« activation »

et « désactivation » de frontières identitaires, développé par Tilly et Tarrow (2007). En s'appuyant sur le concept de « démarcation identitaire » qui renvoie à l'élaboration de frontières identitaires par les acteurs d'un mouvement social (qui constitue le « nous » et qui constitue le « eux ») ainsi que le concept complémentaire d'« activation » et de « désactivation » de frontière identitaire par les acteurs contestataires dans un épisode de contestation donné, il est possible de concevoir l'élargissement de la communauté militante et l'affirmation de nouvelles identités militantes à l'intérieur du mouvement antiautoritaire grec, comme étant le résultat de processus identitaires internes. Ces concepts mettent ainsi en lumière la façon dont les militant-e-s d'un mouvement social s'identifient par rapport aux acteurs politiques non-militants, soit extérieures au mouvement, de manière à circonscrire qui sont les ennemis et qui sont les alliés. Parallèlement, elles et ils doivent s'identifier aussi entre elles et eux en adhérant éventuellement à des organisations différentes – notamment en termes de stratégies – mais en définissant aussi la morphologie d'une communauté unie par une culture politique commune. Les frontières identitaires d'un mouvement sont ainsi symboliques et sont sujettes à « activation » et « désactivation » par les militant-e-s. Elles sont à la fois stratégiques et héritées de la mobilisation et démarcation identitaire de militant-e-s de périodes antérieures.

Nous nous intéresserons ainsi dans le prochain chapitre à la constitution de la culture politique antiautoritaire, en retraçant les principaux acteurs et événements contestataires qui ont influencé la trajectoire du mouvement anarchiste grec depuis son émergence jusqu'en 2010. L'étude de ces acteurs et événements nous permettra alors de mettre en lumière les éléments de continuité identitaire dans la période allant de 2010 à 2014.

Considérant ainsi que la transformation identitaire du mouvement anarchiste grec dans la période 2010 et 2014 devrait être pensée à la fois par rapport à son environnement sociopolitique et aux stratégies militantes, nous examinerons deux hypothèses pour répondre à la question de notre recherche :

La transformation de l'identité collective du mouvement anarchiste grec entre 2010 et 2014 se réalise à travers l'identification de menaces sociales (crise économique et mobilisation fasciste) renforçant le processus de démarcation identitaire. Elle se réalise également par une désactivation et une redéfinition de la frontière identitaire du mouvement, notamment par de nouveaux acteurs internes au mouvement anarchiste.

1.2 Méthodologie de recherche

La recherche a été réalisée dans une démarche qui privilégie la voix et les écrits des militant-e-s antiautoritaire grecs et permet d'établir une comparaison diachronique. En effet pour comprendre la manière dont évolue la culture politique de la communauté antiautoritaire grecque après 2010, il semble nécessaire de cerner précisément quels sont les processus en œuvre dans la transformation de l'identité collective du mouvement antiautoritaire grec dans la période 2010 à 2014.

Pour ce faire, la recension de la littérature scientifique et militante retraçant les dynamiques culturelles du mouvement anarchiste grec a été agrémentée d'une analyse de 1725 affiches et communiqués publiés par des organisations militantes athéniennes sur « Kinimatorama », ainsi que d'entretiens semi-directifs réalisés avec 14 militant-e-s résidant à Athènes durant l'été 2016. Nous avons choisi de circonscrire les données

de recherche à la capitale grecque car, comme le soulignent des études militantes et universitaires (Kritidis, 2012 ; Hadjimichalis, 2013), elle héberge une quantité significative d'organisations et structures anarchistes.

Ces deux méthodes ont été choisies parce qu'elles offrent la possibilité d'appréhender les diverses expériences militantes et pratiques organisationnelles au cœur des dynamiques de transformation de l'identité collective du mouvement anarchiste grec. En effet, les entretiens semi-dirigés offrent des témoignages précieux sur la singularité de l'engagement militant et l'évolution de l'identité collective d'un mouvement social dans le temps, en termes de continuité et de transformation (Staggenborg, 1998 ; Daphi et Zamponi, 2014). Ils permettent d'entrevoir le sens donné à l'engagement individuel et collectif ainsi que les relations sociales entretenues entre les militant-e-s (Blee et Taylor, 2002 ; Davis, 2002 ; Polletta, 1998, 2006). Les récits militants façonnent l'identité collective des mouvements sociaux par un processus de (re)production des frontières interne et externe du mouvement qui sous-tendent les comportements militants. Ce processus influe alors particulièrement sur les liens d'affinité cognitive et émotionnelle entre militant-e-s, ainsi que sur les possibilités d'alliances et de conflits avec des acteurs politiques externes (Davis, 2002 ; Polletta, 2006). Par ailleurs, comme Blee (2012) le souligne, il est important de concevoir le militantisme comme un phénomène durable et dynamique, dont les actions sont intrinsèques aux significations que les militant-e-s leur confèrent, ainsi qu'à leurs interprétations des événements politiques, internes ou externes à la communauté militante.

En tant que productions médiatiques, les affiches et communiqués militants, sont tout autant des formes d'expression que des moyens de diffusion d'idées et de pratiques

à l'intérieur et à l'extérieur d'un mouvement social (Jeppesen, 2010 ; Downing, 2008). En ce sens, l'étude des publications d'une organisation militante dans une période donnée offre la possibilité de circonscrire la narration et le cadrage d'événements réalisés par le groupe militant en question, dans l'objectif d'appréhender plus adéquatement l'évolution des stratégies de contestation et des interprétations des événements contestataires d'un groupe militant dans un contexte sociohistorique donné (Martin, 2010).

En ce qui concerne les militant-e-s rencontré-e-s pour les entretiens - d'une durée de 1h à 1h30 - ils/elles se sont impliqué-e-s dans une ou plusieurs organisations antiautoritaires au courant de la période 2010-2014. Ils/elles étaient âgé-e-s entre 20 et 50 ans, avec une majorité de personnes se situant entre 20 - 40 ans, et occupant un emploi. Parce que les organisations sont parfois de petite taille et pour préserver au mieux l'anonymat des personnes, nous ne citerons pas le nom des organisations concernées mais mentionneront qu'il s'agit d'un squat (2 personnes), de centres sociaux autogérés (3 personnes), d'interfaces médiatiques autogérées (2 personnes), d'« assemblées de quartier » (2 personnes), de syndicats libertaires et de groupes étudiants libertaires (1 personnes), d'une organisation de défense des travailleurs précaires (1 personne), d'une organisation antifasciste (1 personnes) et de cafés autogérés (2 personnes).

Il est également important de souligner que pour ne pas imposer l'usage du terme « anarchiste » à des militant-e-s qui ne se désignent pas comme tels, mais choisissent d'autres qualificatifs tels qu'anti-autoritaire, libertaire ou autonome, le qualificatif « antiautoritaire » sera privilégié en raison de sa connotation plus neutre dans le milieu

militant. Nous tenons aussi à préciser que tous les noms, les slogans et les entretiens ont été traduits par nous-même, pour le besoin de cette étude.

1.2.1 Collecte et analyse des données

La collecte de données a été réalisée durant le printemps et l'été 2016 pour le recrutement et la réalisation des entretiens semi-dirigés, puis au courant de l'année 2017 pour ce qui concerne la compilation et l'analyse des communiqués et affiches d'organisations militantes publiés sur « Kinimatorama » de 2010 à 2014.

Le recrutement s'est fait en grande partie par un échantillonnage des militant-e-s antiautoritaire par « effet boule de neige » qui consiste à sélectionner des personnes référencées par d'autres (connaissances, famille, amis). Couramment employée dans les études qualitatives des mouvements sociaux, cette méthode permet d'une part d'atteindre des populations plus marginales et d'autre part d'observer la nature des réseaux sociaux de la population étudiée (Handcock et Gile, 2011 : 369). En effet, plusieurs chercheur-e-s qui s'intéressent aux mouvements sociaux radicaux et anarchistes soulignent qu'en raison de la répression subie par ces mouvements, les militant-e-s tendent à entretenir une certaine méfiance envers toute personne qui leur est étrangère, d'où une difficulté majeure pour un-e chercheur-e d'entrer en contact avec elles/eux s'ils et elles ne se connaissent pas personnellement (McCurdy et Uldam, 2013).

Ainsi le recrutement s'est fait en partie à travers notre propre réseau social à Athènes, nous permettant de rencontrer ainsi des militant-e-s nous référant à d'autres militant-e-s. Parallèlement, au cours de l'hiver 2016 nous sommes devenus membres d'un réseau affinitaire qui tenait une cuisine collective un jour par semaine dans le « Autonomo steki »³, un centre social situé à Athènes, dans le quartier d'Exárcheia. Mon implication dans la cuisine collective et dans d'autres activités organisées dans le centre m'a permis de rencontrer des militant-e-s intéressé-e-s à participer à cette étude par le biais d'un entretien. Enfin, j'ai aussi contacté personnellement des militant-e-s à travers leurs coordonnées informatiques disponibles sur Internet.

En ce qui concerne les communiqués et affiches publiés dans « Kinimatorama », il est important de préciser qu'il s'agit d'une plateforme de communication virtuelle (www.kinimatorama.net), créée en janvier 2009 en tant que calendrier militant similaire à « Démosphere » en France. C'est-à-dire que toute organisation militante grecque peut utiliser librement cette plateforme, en créant un compte et publiant des communiqués ou des affiches selon une catégorisation d'événements préétablis par les créateurs du site. Il existe 22 catégories, telles que « Café », « Fête », « Théâtre », « Camping », « Assemblée », « Procès », « Manifestation », « Conférence/événement culturel », pour n'en citer que quelques-unes. Un autre élément déterminant dans le choix de ce site est que l'ensemble de ses archives, depuis sa création, a été conservé en ligne. De même, la conception de cette plateforme informatique permet de facilement sélectionner et cibler les lieux, en l'occurrence Athènes pour cette étude, et une ou plusieurs catégories d'événements.

³ Créé en 1998, le « Autonomo steki » (centre social autonome) a changé de nom en juillet 2016, et s'appelle depuis « To Perasma » (Le Passage).

L'échantillonnage des communiqués et affiches militantes a ainsi été réalisé à partir de certains critères permettant de délimiter la quantité et la nature de ces publications :

1) Les communiqués et les affiches doivent être produits par des organisations militantes identifiées en tant qu'anarchistes, antiautoritaires libertaires ou autonomes.

2) Seuls les communiqués et les affiches publiés dans les catégories suivantes ont été inclus dans l'analyse : « Discussion », « Événement culturel », « Manifestation », « Rassemblement » et « Assemblée ». Ces catégories ont été choisies en raison de leur association directe à des pratiques militantes mais nous avons cependant conscience du fait que cela exclut d'autres catégories qui ne sont pas moins importantes pour comprendre le cadrage de l'action collective (tels que « festival » par exemple), mais qui pour des raisons pragmatiques, à savoir notamment le temps disponible pour l'étude, ont été exclues de l'analyse.

Après l'application de ces critères, les 1725 affiches et communiqués confondus, publiés du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014, ont été classés et comptabilisés par année selon trois grandes catégories pour faciliter l'analyse, à savoir « Événement culturel et discussions », « Assemblée », « Rassemblements et manifestation ».

L'analyse des données recueillies dans les entretiens a été faite par un codage manuel des verbatim en repérant et recoupant l'ensemble des éléments de réponses aux questions posées relatives à l'engagement politique et aux activités collectives au cours de la période considérée. Nous avons aussi, selon une logique inductive mis en évidence certains thèmes qui ont émergé des différents récits militants de sorte à ne pas limiter l'interprétation des données uniquement à des catégories préétablies. Les

logiciels d'analyse qualitative tels que Nvivo n'ont pas été choisis pour notre analyse de données parce que leur pertinence est plus grande lorsqu'il s'agit de faire une analyse de discours ou lorsque les données qualitatives sont nombreuses.

1.2.2 Éthique de la recherche

Notre préoccupation éthique porte sur le rapport des chercheur-e-s aux militant-e-s qui constituent leur objet d'étude. Nous tenons notamment à nous distancier des pratiques de certain-e-s universitaires comme Kitis (2015) et Gerodimos (2012) qui au-delà de la qualité de leurs analyses, manifestent des jugements de valeur par l'énonciation dans leurs travaux de présupposés théoriques et d'interprétations réductrices du mouvement anarchiste grec⁴. Ce n'est donc pas sans raison que plusieurs militant-e-s anarchistes se méfient et parfois méprisent les chercheurs et approches universitaires (Shantz et Williams, 2013 : 169-170).

Consciente de cette réalité que nous avons également expérimenté⁵, nous avons mis en avant notre posture de sympathisante à l'idéologie antiautoritaire, notre implication militante à Athènes et notre affinité aux réseaux libertaires à Montréal. Nous avons aussi explicité notre démarche académique de recherche et expliqué notre

⁴ Ainsi dans son étude de la communauté antiautoritaire grecque Kitis (2015 : 25) affirme que celle-ci « n'est pas une organisation politique organisée ni un mouvement politique cohérent et efficace en raison de sa tendance sectaire »⁴. Dans l'étude des émeutes de 2008 en Grèce, Gerodimos (2012 : 12) assimile la rhétorique anarchiste à une volonté de destruction totale.

⁵ Nous avons eu une discussion sur ce sujet avec une militante qui hésitait à faire un entretien en raison de la nature académique de cette recherche, mais elle a finalement accepté.

préoccupation éthique quant à une élaboration de recherche respectueuse à l'égard de la communauté militante. À savoir protéger la confidentialité des personnes, les prénoms employés sont fictifs, et la divulgation d'aucune donnée opérationnelle qui serait compromettante aux yeux des autorités publiques. Et trouver des manières d'établir des rapports plus égalitaires, comme le font d'autres chercheur-e-s engagé-e-s tels que Khasnabish (2014) ou Sarrasin (2014). Ainsi nous prévoyons créer une version plus synthétique de mémoire, traduite en grec évidemment, en libre accès sur internet et organiser des discussions sur ce thème en Grèce ou ailleurs. Ce travail souhaite être utile à la communauté universitaire qui s'intéresse aux cultures politiques des mouvements sociaux ainsi qu'à la communauté militante, grecque et internationale. La solidarité et le partage ainsi que la réflexion critique animent ainsi cette recherche dans son ensemble.

Mccurdy et Uldam (2013) soulignent qu'être sympathisante ou militante aide à « avoir accès à un milieu », et n'empêche aucunement d'adopter une distanciation critique face à notre problématique de recherche. Cette distanciation critique renvoie à la capacité de trouver un équilibre entre une réflexivité plus affective et une réflexivité plus analytique. Ayant vécu à Athènes la majeure partie de notre vie et ayant une partie de notre entourage proche qui vit en Grèce, notre attachement émotionnel et politique avec notre terrain de recherche et avec les militant-e-s rencontré-e-s est un fait indéniable. Il y a cependant eu une période de distanciation et de réflexion analytique plus intensive après la réalisation des entretiens, à notre retour à Montréal en juillet 2016.

CHAPITRE 2

LA CULTURE POLITIQUE DU MOUVEMENT ANARCHISTE GREC

Si le mouvement antiautoritaire grec présente des similarités culturelles avec les mouvements antiautoritaires dans d'autres espaces géographiques, il présente également des éléments culturels singuliers résultant d'une construction identitaire relative à certaines expériences politiques et culturelles qui façonnent les interactions militantes, aussi bien entre les acteurs politiques internes qu'externes au mouvement.

Ces expériences alimentent à travers le temps la construction d'une identité collective composée de discours et de pratiques libertaires, de structures organisationnelles et de symboles, qui sont en partie liés aux stratégies militantes privilégiées à l'intérieur de certains événements contestataires ou autrement dit des séquences d'« actions contestataires » incluant plusieurs acteurs sociaux (McAdam, Tarrow, Tilly, 2001). D'autre part, ces expériences participent à la constitution de frontières symboliques par les militant-e-s qui reposent sur la constitution de rituels, d'institutions et de relations sociales spécifiques à une communauté militante (Taylor et Whittier, 1992).

L'identité collective des militant-e-s antiautoritaires durant la période 2010 - 2014 est donc indissociable à des répertoires d'action et d'organisation collective spécifiques, à savoir des manières concrètes de contester et de s'organiser, transmises par les générations militantes précédentes (Tilly, 1995, 2008 ; Clemens, 1993). Dans ce chapitre, il s'agit ainsi de dresser un portrait de la culture antiautoritaire grecque telle qu'elle s'est

constituée depuis les années 1970 jusqu'en 2010. Le chapitre se divise en deux parties : l'émergence du mouvement antiautoritaire jusqu'à décembre 2008 et la période de décembre 2008 à 2010. Ce découpage analytique repose sur un constat empirique de la nécessité d'appréhender de façon isolée les événements qui ont eu lieu en décembre 2008 en raison de leurs impacts à court et moyen terme sur la morphologie militante des années 2010 - 2014.

2. 1 L'évolution de la culture anarchiste grecque jusqu'en 2008

2.1.1 Les prémisses du mouvement anarchiste grec

C'est au XIXe siècle que les premières archives écrites du mouvement anarchiste sont recensées. En résonance avec le militantisme anarchiste et socialiste international, particulièrement massif en Europe du Sud et Europe de l'Est, des militant-e-s s'organisent dans les classes ouvrières par le biais d'activités syndicales (Alexopoulos, 2011).

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, marquée par l'occupation de l'armée italienne et allemande et une dictature militaire pro-royaliste de 1936 à 1944, s'amorce de 1946 à 1949 une guerre civile qui oppose les conservateurs au pouvoir, aidés par les gouvernements britannique et américain, et les résistant-e-s de gauche, notamment les communistes. Ces années sont marquées par une répression systématique des citoyen-ne-s jugé-e-s « dangereuses/eux » de par leur affiliation politique. À l'interdiction du Parti communiste KKE, se sont ajoutés le recours à la torture, l'organisation de procès politiques, la mise en place d'un certificat de civisme obligeant les individus ciblés à déclarer leurs convictions sociales ou à faire acte de

repentance, ainsi que la déportation de milliers de socialistes et communistes sur des îles désertes, forcés de vivre dans des camps de travail (Panourgia, 2009 : 39 - 124).

La période qui s'écoule de 1946 à 1967, se caractérise par l'établissement de deux gouvernements de droite et l'assassinat de plusieurs militant-e-s de gauche, comme celui de Lambrakis en 1963, député socialiste à la tête d'une organisation pacifiste, par « X » une organisation anticomuniste et monarchiste. Dans la même période, un large mouvement socialiste se manifeste et s'articule sur la nécessité des droits démocratiques et d'une indépendance nationale vis-à-vis de la politique américaine.

2.1.2 La période 1970 - 2000

C'est à partir des années 1970 que le mouvement antiautoritaire contemporain procède au développement d'une identité collective distincte dans l'espace politique grec par le choix de pratiques d'action directe, souvent de type insurrectionnel et des structures organisationnelles sans hiérarchie et sans intermédiaire. Celles-ci sont à l'origine d'une multitude d'espaces et d'infrastructures de communication autonomes permettant de diffuser les idées et les pratiques des militant-e-s auprès de l'ensemble de la communauté militante et les potentiel-les sympathisant-e-s.

Quelques groupes militants se créent dans le cadre de la résistance contre la dictature des colonels établie en 1967, lesquels réinstaurent les camps de travail et la torture des opposant-e-s politiques. Hormis les journaux militants qui circulent, une maison d'édition, la « Bibliothèque internationale », est créé en 1972 par des militant-

e-s qui publient, illégalement, des œuvres traduites de théoricien-ne-s radicaux (Bakounine, Kropotkine, Luxembourg, Debord, etc.). La contestation de l'appareil étatique de la dictature, à savoir notamment l'État, la police et la milice militaire, ainsi que l'impérialisme symbolisé par le soutien des États-Unis au régime des colonels, se cristallise le 17 novembre 1973 avec l'occupation de l'École Polytechnique d'Athènes. Initiée par des étudiant-e-s, auxquels se joignent des lycéen-ne-s et habitant-e-s, « La Grèce des Grecs chrétiens » prônée par les colonels est décriée par d'autres slogans tels que « La Grèce des Grecs torturés », « Pain – Éducation – Liberté », ou encore « Pour en finir avec l'État, Pour en finir avec le Capital, Pour en finir avec l'Autorité » (Panourgia, 2009 : 143). La police et l'armée sont envoyées pour mettre un terme à cette insurrection, en utilisant des tanks, causant une vingtaine de morts et une centaine de blessé-e-s. Un an plus tard, la dictature prend fin avec la crise chypriote.

Le 17 novembre 1973 devient ainsi un symbole du « devoir de résistance à l'autorité » (Kalyvas, 2010), notamment pour les militant-e-s de gauche qui organisent une manifestation commémorative chaque année. Le 17 novembre est aussi institutionnalisé en jour de deuil et de commémoration nationale par le premier gouvernement socialiste (1981-1989). De plus, les étudiant-e-s bénéficient légalement jusqu'en 2010 d'un droit d'asile dans les espaces universitaires.

Soulignons aussi qu'à partir des années 1980 émergent des organisations d'idéologie marxiste qui prônent la justice sociale à travers des tactiques de guérilla urbaine, surtout à Athènes.

En 1977 circule un tract anarchiste intitulée : « Nous sommes les romantiques, les provocateurs et les enragés » (Antonopoulos, *Lifo*, 28-03-2013). Influencé-e-s par

les courants de pensée et mouvements radicaux européens comme le situationnisme français et les mouvements autonomistes italien et allemand, les anarchistes grecs investissent la scène politique et culturelle nationale par la création de lieux physiques (squats, bibliothèques, librairies, bars), de productions artistiques (zines, musique, poèmes) et de médias de contre-information (radios, revues, journaux).

À Athènes, dans le quartier d'Exárcheia, voient le jour les premières librairies et bibliothèques anarchistes. Plusieurs artistes vont aussi se démarquer dans la musique rock et punk, ainsi que dans la littérature telle que la poète et actrice se revendiquant anarchiste et féministe Katherina Gogou (1941-1993), dont certains des poèmes ont été traduits en anglais et ont été mis en musique par plusieurs artistes dans les années 2000.

L'un des premiers squats se crée aussi à Exárcheia en 1981, puis dans les années qui suivent d'autres sont créés dans d'autres quartiers et d'autres villes, notamment à Thessalonique. À Athènes, les squats *Villa Amalias* et *Lela Karagianni 37*, situés dans des bâtiments publics abandonnés dans deux quartiers du centre-ville, sont emblématiques dans la communauté militante. C'est au squat *Villa Amalias*, créé en 1990 et dans lequel résident une dizaine de personnes, qu'ont lieu les plus grandes fêtes et concerts punk en Grèce, mettant en scène des groupes locaux et internationaux, jusque dans les années 2000. À travers les discours et la musique punk et rock non commerciale, plusieurs militant-e-s expriment leur opposition à la famille traditionnelle, la religion, le patriarcat et le service militaire obligatoire pour les hommes - plusieurs militant-e-s sont et/ou soutiennent les objecteurs de conscience, qui ne sont pas légalement reconnus jusqu'en 1997.

Sur le plan organisationnel, un projet de création d'une fédération anarchiste est énoncé en 1986 lors d'un rassemblement anarchiste national à Patras, auquel sont conviés également des militant-e-s venant de Chypre, Italie et Allemagne. Celui-ci n'aboutit pas. Toutefois, quelques militant-e-s choisissent en 1987, suite à un autre rassemblement anarchiste national à Athènes, de former une « Union des anarchistes » qui privilégie une stratégie insurrectionnelle, mais dont la durée de vie est courte (Souzas, 2014 : 81-82). La majorité des groupes militants dans l'ensemble de ces années reste de nature affinitaire.

En ce qui concerne les actions collectives du mouvement anarchiste, le rejet de la société capitaliste et de l'État se manifeste tant dans la propagande écrite et orale que dans l'organisation d'activités publiques gratuites (camping libre, concerts, discussions, etc.) et la participation aux mouvements étudiants et aux mouvements syndicaux du secteur éducatif. En effet, la présence des militant-e-s anarchistes dans les mouvements étudiants et syndicaux, qui ont lieu en 1979 puis durant la période 1990-1998, semble être particulièrement significative et se manifeste principalement dans la pratique d'occupation de pavillons universitaires (Giovanopoulos et Dalakoglou, 2011 : 100 ; Souzas, 2014 : 60 - 74). En 1991, la grève des enseignant-e-s d'écoles, qui revendiquent de meilleures conditions de travail et du financement supplémentaire dans le système éducatif, est largement soutenue également par les élèves et les étudiant-e-s d'université dans l'ensemble du pays. La majorité des universités sont occupées par les étudiant-e-s et pour la première fois près de 2000 lycées sont occupés par les élèves pendant près d'un mois (Giovanopoulos et Dalakoglou, 2011 : 100 ; Schwarz et al. 2010 : 25).

Or, c'est principalement la critique de l'institution policière et de sa violence ainsi que celle du système carcéral qui distingue l'identité collective anarchiste des autres acteurs politiques aux idéologies plus familières, notamment les organisations communistes et socialistes. La critique de la police s'exprime avec intensité dès 1985, avec une manifestation « contre le terrorisme policier » peu de temps après la manifestation du 1er Mai. Déclarée interdite par les autorités policières, des arrestations ainsi que l'occupation du département de Chimie de l'École Polytechnique d'Athènes ont lieu. L'une des principales revendications de cette occupation, qui dure cinq jours, est la libération des personnes arrêtées. D'autres ont lieu en solidarité dans d'autres universités d'Athènes et d'autres villes. À cela s'ajoute quelques mois plus tard l'incident tragique du 17 novembre 1985 : dans la nuit de la manifestation commémorative du 17 novembre 1973, Mihalis Kaltezas, âgé de 15 ans, est tué par un policier à Athènes. Suite à sa mort, une émeute et une nouvelle occupation de cinq jours du département de chimie à l'École Polytechnique d'Athènes se sont produites. Lorsqu'en 1990, le policier responsable de la mort de Kaltezas est innocenté, une manifestation s'organise et l'École Polytechnique d'Athènes est occupée à nouveau par des militant-e-s (Souzas, 2014 : 77 - 128).

La dénonciation du système carcéral prend la forme de campagnes de mobilisation spécifiques pour soutenir notamment les demandes des prisonni-ers/ères dits politiques. C'est le cas au courant de l'automne 1990, de l'organisation par plusieurs organisations antiautoritaires, en association avec le « Réseau pour les droits politiques et sociaux », de rassemblements et de manifestations en moto devant les prisons de différentes villes grecques pour dénoncer le système carcéral (DIKTYO, 2009 : 84). Aussi depuis la

prison, les militant-e-s anarchistes revendiquent des meilleures conditions de détention, voire dans certains cas leur libération, surtout par le biais de grèves de la faim.

De plus, l'antifascisme occupe une place considérable dans la construction identitaire du mouvement. Plusieurs épisodes contestataires attestent de la prévalence de pratiques solidaires avec les personnes visées par des individus et organisations racistes, la confrontation régulière, directe, avec ceux-ci ainsi que l'alliance temporaire avec d'autres militant-e-s antifascistes hors du mouvement anarchiste. Citons par exemple l'événement du 3 décembre 1984 à Athènes, au cours duquel des milliers d'anarchistes se rassemblent aux côtés de centaines de militant-e-s d'extrême gauche, et attaquent à coup de cocktails Molotov et de pierres l'hôtel Hilton dans lequel avait lieu un colloque de partis d'extrême droite européens (Kostopoulos, 07/05/2017). Aussi, le 12 novembre 1985 au centre-ville d'Athènes, une centaine de militant-e-s antiautoritaires manifestent devant les bureaux du parti d'extrême droite « Epen » (Union Nationale Politique) pour dénoncer l'agression au couteau, par des militants de l'« Epen », de trois militants turcs qui distribuaient des brochures contre la dictature d'Evren. Le jour suivant, en réponse, des militants de l'« Epen » brûlent la librairie anarchiste « Presse libre » (Kostopoulos, 19/11/2017).

Enfin, le 17 novembre 1995 a lieu un autre épisode contestataire déterminant dans la trajectoire du mouvement antiautoritaire grec, en raison de la nature massive de sa mobilisation et de la forte répression subie par ses principaux opposants politiques, à savoir le gouvernement et les groupes d'extrême droite. Il s'agit de l'occupation de l'École Polytechnique d'Athènes après la manifestation commémorative du 17 novembre, accompagnée de nombreuses barricades de rue, la mise à feu d'un drapeau grec et des violentes confrontations avec la police anti-émeute et des membres du parti

néonazi « Aube Dorée »⁶. Près de trois mille personnes ont participé à l'occupation et 500 personnes ont été arrêtées, une première dans l'histoire du mouvement (Alexopoulos, 2011 : 86).

Dans la période 1970 à 1990, le « NOUS » du mouvement anarchiste semble ainsi particulièrement articulé sur l'identité étudiante et l'identité de classe. La prépondérance de l'identité étudiante semble également appuyée par une estimation démographique de la communauté antiautoritaire grecque des années 1980 et 1990, qui se compose majoritairement d'hommes âgés entre 15 et 30 ans (Kitis, 2015 : 21 - 24).

2.1.3 La période 2000 – 2008

Durant les années 2000, la persistance des inégalités sociales et le dévoilement par les médias de nombreux scandales financiers et écologiques impliquant la classe politique parlementaire dans des affaires de corruption accentuent le sentiment d'indignation et la méfiance à l'égard des institutions politique (Xenakis et Cheliotis, 2016 : 148). Le mouvement anarchiste se diversifie grandement avec la création de nouveaux groupes militants à la fois à l'intérieur d'espaces militants existants, mais aussi dans de nouvelles infrastructures mises en place telles que des squats et centres sociaux autogérés, des maisons d'édition, des médias autonomes.

⁶ « Aube Dorée » est créé en 1980.

En 2001 des militant-e-s créent la plateforme de communication et d'information *Indymedia* à Thessalonique et à Athènes. La promotion de cette interface en tant que moyen de libérer et d'autogérer l'information, présente également dans d'autres pays, se réalise en 2002 à Athènes, par l'organisation d'un événement de deux jours dans un des pavillons de l'École Polytechnique. Si l'usage d'Internet par les organisations antiautoritaires grecques prend de plus en plus d'ampleur dans les années 2000, et notamment à partir de 2008, les revues et les journaux continuent d'être des interfaces médiatiques populaires.

De 2000 à 2008, le mouvement anarchiste connaît un essor considérable, avec la création de nombreux squats et de centres sociaux autogérés dans plusieurs villes grecques, dont certaines semblaient auparavant dépourvues d'organisations anarchistes, comme à Hrakleio en Crète avec l'occupation par des militant-e-s d'un hôpital abandonné pour en faire un squat culturel nommé « Evangelismos ». Certains locaux universitaires deviennent également des squats. À Athènes, la création de quelques centres sociaux autogérés et de squats s'ajoutent à ceux qui existent. Loin d'agir de manière isolée, des projets collaboratifs se réalisent comme en 2002 avec l'initiative du « Centre Autonome », créé en 1999 à Exárcheia, qui organise un événement de discussions et d'échanges d'expériences sur les « Espaces et luttes sociales autogérées pour une solidarité de classe et contre le pouvoir » sur la colline Exárcheia. À cette occasion une brochure de trente-deux pages, écrite par des militant-e-s de six centres sociaux et squats athéniens y compris le « Centre Autonome », est distribuée gratuitement.

Dans cette même période, la critique du capitalisme et de l'État s'articule principalement dans trois types de campagnes de mobilisations.

La première, en continuité avec la génération militante précédente, se rapporte au mouvement syndical et au mouvement étudiant. De 1990 à 2003, les syndicats, autant du secteur public que du secteur privé, effectuent un nombre conséquent de grèves générales, de manifestations et d'occupations pour dénoncer les restructurations néolibérales de l'État (Dalakoglou et Giovanopoulos, 2011 : 98-101 ; Kritidis, 2014 : 77-80). En 2003, un nouvel acteur émerge au sein du mouvement anarchiste avec la création de « ESE » (Union syndicale libertaire). Indépendante de tout parti politique, ESE s'organise en assemblées selon le principe de démocratie directe, par branches professionnelles, et par villes (initialement Thessalonique et Athènes). Inspirée de l'anarchosyndicalisme, elle se prononce pour l'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des travail-leurs/euses et la solidarité avec les luttes sociales anticapitalistes et antifascistes (*Site officiel*). D'autre part, en 2006 et 2007, un mouvement étudiant se déploie en opposition à un projet de loi de réforme néolibérale de l'éducation supérieure et la dissolution de l'article 16 de la constitution, stipulant que l'éducation publique supérieure doit être gratuite. Le mouvement étudiant se caractérise par un nombre considérable de manifestations, de grèves et d'occupations de bâtiments universitaires et scolaires, auxquelles de nombr-euses/eux militant-e-s anarchistes participent (Giovanopoulos et Dalakoglou, 2011 : 110).

La deuxième campagne de mobilisation est axée sur l'appropriation et la défense de l'espace public menacé par des politiques d'urbanisme, mais aussi la défense des droits de la personne menacés par les nouvelles technologies génétiques et leur potentiel de contrôle social. C'est le cas en 2004, des rassemblements, des manifestations, des banderoles, des affiches et brochures créées par diverses organisations antiautoritaires, notamment à Athènes et à Thessalonique, afin de

dénoncer les projets d'urbanisme visant à gentrifier le centre-ville et les conditions de travail des ouvriers employés dans la construction des infrastructures sportives et lieux d'hébergements pour la tenue des Jeux olympiques d'Athènes. À cet effet, « l'initiative anarchiste contre l'Olympiade » est une coalition formée pour cette campagne qui est à l'origine du slogan : « Que les Jeux olympiques meurent dans le pays où ils sont nés ». Aussi, les militant-e-s antiautoritaires ont initié dans l'année 2006-2007 une campagne pour la « libre circulation » appelant à la gratuité des transports en commun, poursuivie dans les années suivantes et durant laquelle des rassemblements, la distribution de tracts et la destruction de guichets de métro ont été réalisés.

En ce qui concerne la mobilisation liée aux droits de la personne, en 2006 un collectif de diverses organisations antiautoritaires d'Athènes écrit et distribue une brochure dans divers milieux militants afin d'appeler à la résistance et à l'action contre la biotechnologie, perçue comme un instrument de domination et de propagande des gouvernements, de l'Union européenne, des médias et des environnementalistes. En 2008, ce collectif se transforme en une organisation plus large dite « Réseau libertaire de résistance contre la biotechnologie du pouvoir » à l'origine de plusieurs activités d'information sur le sujet dans les années qui suivent.

La troisième campagne se rapporte à la dénonciation des politiques répressives étroitement liées au système carcéral. À partir de 2001, le gouvernement procède à une application plus intensive de la loi anti-terroriste à travers l'arrestation de personnes incriminées pour appartenance à une organisation terroriste. Cela provoque un outrage moral auprès des militant-e-s antiautoritaires qui dénoncent alors la possibilité d'arrestation de toute personne jugée suspecte en dépit de la faiblesse des preuves retenues à son encontre. Une coalition nouvelle se crée, la « Réunion Contre le

Terrorisme d'État ». Celle-ci produit diverses affiches et brochures et organise des rassemblements et des manifestations à ce sujet. Qualifiant les anarchistes de « personnes cagoulées », en lien avec la tenue vestimentaire de certain-e-s, et « d'ennemis du régime démocratique, de l'ordre et de la sécurité des citoyens », le gouvernement de droite renforce la surveillance et les arrestations, notamment à Exárcheia (Rizospastis, 17/05/2005). En 2007, après qu'un anarchiste incarcéré ait été agressé par un gardien, des émeutes ont lieu dans plusieurs prisons de Grèce. Aussitôt, des organisations antiautoritaires effectuent des manifestations en solidarité, entre autres devant les prisons. En novembre 2008, pour forcer les autorités politiques à réformer le système pénal, près de 800 prisonni-ers-ères à travers la Grèce font une grève de la faim et parviennent à obtenir certaines de leurs revendications (Schwarz et al. 2010 : 28).

Enfin, dans les années 2000, plusieurs réseaux militants se forment et/ou se renforcent dans une perspective internationale. Ainsi, en 2000 à Prague un certain nombre d'anarchistes grecs participent au black Bloc de la manifestation contre la rencontre du FMI (Fonds Monétaire International) (Schwarz et al. 2010 : 27) et en 2001, un contingent grec est identifié dans les manifestations contre la rencontre du G8 à Gênes, en Italie (Vradis et Dalakoglou, 2009). De nombreux militants antiautoritaires participent aux manifestations pour dénoncer l'intervention militaire des États-Unis et ses alliés en Irak, rassemblant de milliers de personnes dans les rues de différentes villes grecques, le 15 février 2003. En juin de la même année, un black bloc d'environ 3000 personnes et un contingent de 5000 militant-e-s antiautoritaires ont été observés dans le cadre d'une des manifestations organisées contre la tenue du sommet européen à Thessalonique (Vradis et Dalakoglou, 2009). En solidarité avec les mouvements

populaires insurrectionnels en Argentine et au Mexique, notamment le mouvement zapatiste, plusieurs événements d'information et groupes de solidarité sont également créés dans les années 2000 (Varkolis, 2012 : 72).

La mobilisation antifasciste se maintient durant les années 2000, occasionnellement par le biais de collaborations informelles entre des groupes anarchistes et autres organisations impliquées dans les campagnes de soutien aux populations Rom, immigrées et réfugiées. En effet, les agressions et les discours xénophobes semblent se multiplier dans l'espace public en lien avec l'augmentation du nombre d'immigrant-e-s venu-e-s vivre en Grèce depuis les années 1990 et le passage de plusieurs personnes en situation irrégulière (Psarras, 2014 ; McDonough et Tsourdi, 2012). Chaque année depuis 1996, un festival antiraciste à lieu à Athènes, sur trois jours, au printemps ou début de l'été, puis entre 2000 et 2007, des festivals similaires s'organisent également dans d'autres villes avec la participation d'organisations antiautoritaires (DIKTYO, 2009 : 146 - 150). Ces festivals sont aussi l'occasion pour des militant-e-s antiautoritaires de vendre ou de distribuer du matériel militant (t-shirts, livres, brochures, etc.). Il y a par ailleurs une continuité dans l'affrontement direct, souvent physique, avec des militant-e-s de groupes affiliés à une idéologie raciste et fasciste comme « Aube Dorée ». Citons par exemple l'événement qui s'est produit en février 2008, au cours duquel une manifestation organisée par « Aube Dorée » et qui réunissant environ 60 membres est perturbée par 400 militant-e-s antifascistes (Schwarz et al. 2010 : 28).

Par ailleurs, l'organisation AK (« Courant Antiautoritaire ») est un nouvel acteur politique qui émerge dans le mouvement antiautoritaire. Initialement créé en 2002 à Thessalonique en vue de préparer des mobilisations dans le cadre de la campagne

contre le Sommet européen de 2003, les militant-e-s décident ensuite de créer un large réseau militant panhellénique, prenant des décisions selon le principe de démocratie directe à l'intérieur d'assemblées nationales et locales. Exprimant la volonté de rompre avec des attitudes militantes antérieures, AK affirme vouloir réfléchir à des manières de « synthétiser la théorie et les pratiques antiautoritaires afin d'améliorer leur résonance dans la société » (*Site officiel AK*). À Athènes, dans le quartier d'Exárcheia, les militant-e-s AK participent à la création du centre social « Nosotros » en 2005.

En résumé, de 2000 à 2008, le mouvement antiautoritaire grec connaît une croissance organisationnelle considérable non seulement à Athènes et Thessalonique, mais dans plusieurs autres villes. Beaucoup d'efforts de coordination et de renforcement de liens sociaux entre les différents groupes militants en Grèce et à l'international semblent se faire de sorte que les frontières identitaires du mouvement anarchiste sont redéfinies davantage dans des enjeux anticapitalistes et anti-impérialistes globaux.

À l'identité étudiante et l'identité de classe qui prévalaient dans le mouvement antiautoritaire, s'ajoute l'identité cosmopolite à l'intérieur de laquelle l'antifascisme occupe une place importante. La multiplication des squats, la création de centres sociaux autogérés et davantage de médias autonomes, mais aussi de projets culturels publics - dans les squats et centres sociaux - contribuent aussi à développer non seulement une identité oppositionnelle et critique, notamment vis-à-vis du gouvernement, mais également une identité propositionnelle et éducative (Bernstein, 2008) qui semble plus significative que dans les années 1970 à 1990. Il est aussi important de mentionner que dans les années 2000 émerge une catégorie de militant-e-s qui adoptent les pratiques antiautoritaires, mais refusent l'appartenance à une

idéologie fixe (Giovanopoulos et Dalakoglou, 2011 : 110). Cela s'observe aussi dans plusieurs mouvements anarchistes dans le monde (Gordon, 2008).

2.2 Décembre 2008 : Ce qui s'est passé et quel a été son effet dans la construction identitaire du mouvement autonome grec

2.2.1 Aperçu des événements contestataires de Décembre 2008

Le 6 décembre 2008, dans le cadre d'une altercation de rue entre des jeunes et des policiers à Exárcheia, un policier tue avec son arme à feu Alexis Grigoropoulos, un adolescent de 15 ans. La nouvelle circule vite : une manifestation et des attaques de postes de police s'en suivent le soir même dans le quartier. Le lendemain de grandes manifestations organisées principalement par des lycéen-nes et des étudiant-e-s ont lieu dans l'ensemble du pays. Durant les deux semaines après la mort du lycéen des manifestations se sont produites au quotidien, dans plusieurs villes du pays, impliquant surtout des jeunes, toute classe sociale confondue (Sakellaropoulos, 2012 : 342 - 343). Jusqu'en janvier 2009 se produisent de nombreuses manifestations et confrontations avec la police, mais également des actions de perturbation dans les radios et télévisions publiques, lors d'une représentation de théâtre, des sittings devant le parlement, des centaines d'occupations d'universités et de lycées, quelques occupations de mairies, ainsi qu'une occupation à Athènes des bureaux centraux de la « Confédération

syndicale de la fonction publique » (GSEE) par une soixantaine de travail-leurs-euses, étudiant-e-s et chô-m-eurs-euses.

Dans la majorité des occupations qui ont eu lieu sont tenues des assemblées générales, au sein desquelles les décisions se prenaient horizontalement (Psimitis, 2011 : 123) et qui ont produit des communiqués. Ainsi, à l'assemblée de l'occupation de la GSEE, des textes collectifs ont été produits sur la violence subie au travail en raison des conditions de travail difficiles, de l'absence de sécurité sociale, de faibles salaires, du chômage et de la précarité, mais également pour la défense de collectifs de résistance et l'autogestion. Beaucoup de jeunes issus de l'immigration participent également aux mobilisations (Schwarz et al. 2010 : 150 - 151). Le « Centre des migrants Albanais » produit ainsi un tract intitulé « Ces jours sont aussi les nôtres », dans lequel est affirmé leur solidarité au mouvement d'insurrection et une critique du système juridique et de la brutalité policière, responsable de la mort de plusieurs migrant-e-s et réfugié-e-s.

Un grand nombre d'anarchistes à travers tout le pays s'implique dans l'organisation de ces mobilisations (Kanellopoulos, 2012 ; Sotiris, 2010). Selon l'étude de Papanikolopoulos (2016 : 42), entre le 6 et le 31 décembre 2008, soixante et une actions de mobilisation sont initiées uniquement par des groupes antiautoritaires à Athènes.

Par ailleurs, dans la nuit du 23 décembre, Kostantina Kuneva, une militante syndicaliste d'origine bulgare qui travaille dans le service d'entretien ménager du réseau ferroviaire national, est attaquée à l'acide près de chez elle par des personnes présumées être liées à son employeur, après avoir reçu des lettres de menaces de mort pour son activité syndicale. Plusieurs rassemblements et manifestations de solidarité

sont organisés par des organisations antiautoritaires, organisations syndicales et organisations marxistes en décembre 2008, puis durant l'année 2009. Des militant-e-s anarchistes en soutien à Kuneva vont aussi perpétrer une attaque à la bombe d'une station de train située à Kifissia en 2009, un quartier aisé d'Athènes, et vont occuper dans la même année certaines universités (Schwarz et al. 2010 : 215).

Il est aussi significatif de mentionner qu'une des occupations les plus emblématique aux yeux des militant-e-s antiautoritaires, est celle de la mairie d'Agios Dimitrios, un quartier d'Athènes, qui a réuni jusqu'à 300 personnes à sa première assemblée générale, fonctionnant de manière horizontale et désirant en faire un centre de résistance collective et de contre-information (Schwarz et al. 2010 : 218). Cette occupation a d'ailleurs été initiée et soutenue par des anarchistes locaux comme l'a souligné Iraklis en entretien.

La destruction matérielle (vitrines de magasins, supermarchés, banques, guichets de métro, etc.) au courant de décembre 2008 est particulièrement élevée (Papanikolopoulos, 2016 : 44). Le gouvernement, appuyé par plusieurs médias conventionnels et partis politiques, critique les protestataires « violents », « cagoulés » (Psimitis, 2011 : 118-119). À cela, une grande partie des militant-e-s anarchistes ont en partie répondu par des tracts et des slogans qui présentent un antagonisme social caractérisé par un « Nous », « peuple innocent », « esclaves » désignant les jeunes, étudiant-e-s, immigré-e-s, travail-leurs-euses et chô-m-eurs-euses, exigeant la justice populaire face aux actions subies par « Eux », « criminels » et « corrompus » associés aux politiciens/ennes, syndicats, policiers, journalistes (Gerodimos, 2012).

Ainsi durant les événements de décembre 2008, à la dénonciation de la police, des journalistes et du « gouvernement d'assassins » par les militant-e-s antiautoritaires, s'ajoute une critique du capitalisme et du syndicalisme conventionnel et une réaffirmation de l'opposition au racisme et aux médias conventionnels.

2.2.2 Les effets de « Décembre 2008 » dans le mouvement antiautoritaire grec

Le traumatisme lié à la mort d'un adolescent par la police a été ressenti de diverses manières par les personnes qui ont participé aux émeutes et autres actions collectives durant cet épisode contestataire. À ce sujet, un des slogans anarchistes de cette période est assez illustratif de l'attitude militante : « L'action remplace les larmes ».

À Exárcheia, à l'initiative de la communauté militante, une plaque commémorative expliquant ce qui s'est produit avec une photo de Alexis Grigoropoulos est fixée sur le mur de l'endroit précis où il a été tué. Plusieurs fleurs et bougies sont aussi posées devant la plaque. Et une manifestation commémorative a lieu le 6 décembre de l'année suivante, et celles d'après, avec le slogan « On n'oublie pas, On ne pardonne pas ».

Les événements qui se sont produits en décembre 2008, ont été perçus comme une « expérience transformatrice » (McAdam , 1986 ; Sewell 1996 ; Staggenborg, 1993), pour les personnes qui s'y sont impliquées. En effet, à la lumière des différents récits militants recueillis dans le cadre des entretiens menés pour cette étude,

beaucoup de jeunes personnes, au lycée ou à l'université, connaissent en cette période leur première expérience militante et tissent des liens avec des militant-e-s autonomes, qui de leur côté renforcent et élargissent les alliances affinitaires. Tous les récits concordent sur le fait que « Décembre 2008 » a été un moment de socialisation déterminante dans leur trajectoire militante.

Pour Xrisanthi⁷, militante depuis les années 2000 dans plusieurs organisations, si beaucoup de pratiques d'action directe et des actions plus violentes ont été largement présentes durant les occupations étudiantes de 2006-2007 auxquelles elle a participé (l'occupation de son département a duré sept mois), elle considère que :

En 2008 ce qui était nouveau c'est qu'une grande partie de la société a embrassé des pratiques qu'avant elle dénigrait.

Fragkiskos⁸, militant dans une organisation à Exárcheia, précise ces pratiques :

Décembre n'a pas eu la durée espérée, mais est resté très vivant dans l'esprit interne du mouvement et a créé un nouvel ADN parce que plusieurs nouvelles personnes sont arrivées dans le mouvement, ont enrichi et participé à la création de structures et d'assemblées, et Décembre a donc montré que tout est possible.

Cette idée de possibilité renvoie aussi à celle de création mentionnée par Grigoris⁹, militant syndicaliste et impliqué dans le fonctionnement d'un centre social autogéré à Exárcheia, lorsqu'il affirme qu'après 2008 :

Le milieu se dote d'une plus grande créativité, c'est-à-dire le fait de dire « ici et maintenant on crée et on construit nos propres infrastructures et contre-structures ». Et on met en pratique notre imaginaire pour ça.

⁷ Entretien réalisé en Juillet 2016, à Athènes.

⁸ Entretien réalisé en Juin 2016, à Athènes.

⁹ Entretien réalisé en Juin 2016, à Athènes.

Décembre 2008 a été le commencement de l'engagement politique de quatre militant-e-s antiautoritaires avec lesquels nous avons réalisé des entretiens. Parmi ces personnes, Kostantina était au lycée à ce moment-là, tandis que Ektoras, Iasonas, et Stelios, la trentaine, disposaient d'un emploi stable. Cette « expérience transformatrice » s'avère donc déterminante dans le phénomène d'émulation et d'agrandissement de la communauté militante dans les années suivantes. Jusqu'en 2010, plus d'une dizaine d'initiatives et d'organisations militantes se créent à travers tout le pays (Kitis, 2015 ; Kritidis, 2012 ; Hadjimihalis, 2013 ; Psimitis, 2011). De nouveaux centres autogérés, squats et médias autonomes se forment dans les grandes et moyennes villes (Kritidis, 2012 ; Papanikolopoulos, 2016). Ainsi, dans la ville de près de 80 000 habitant-e-s d'Agrinio, riche d'une tradition anarchosyndicaliste, un nouveau centre social autogéré et deux radios autogérées sont créés par l'intermédiaire d'une mobilisation intergénérationnelle (Schwarz et al. 2010 : 260 - 270).

Parallèlement à l'utilisation plus prononcée des communications en ligne et d'*Indymedia Athens* (Papanikolopoulos, 2016 : 94), se créent de nouvelles plateformes de contre-information et de sites utilisés par les organisations militantes pour diffuser leur matériel et leurs activités, voire leur mode de fonctionnement lorsqu'il s'agit de squats et de centres autogérés (horaires, groupes hébergés, etc..). Des nouvelles revues et journaux sont aussi créés, tels que le journal « APATRIS », créé en 2008 en Crète, et diffusé au niveau national. De plus, aux groupes de guérilla urbaine existants en Grèce, s'ajoute un nouveau groupe qui se déclare « anarchiste révolutionnaire ». Il s'agit de la « Conspiration des Cellules de Feu », auteur de plusieurs communiqués en ligne, sur *Indymedia Athens*, et de colis piégés envoyés jusqu'en 2012 à des personnalités politiques et économiques nationales et européennes.

La réappropriation de l'espace public par la population et la sauvegarde des espaces verts se manifeste à Athènes avec la création de janvier à septembre 2009 de dix espaces autogérés publics et à caractère écologiste (Kallianos, 2013). Ainsi que la même année à Athènes, la constitution d'une « Assemblée de quartier » à Pagkrati, quartier proche du centre-ville, avec l'implication de militant-e-s antiautoritaires, de manière à ce que l'organisation et les décisions collectives soient réalisées en autogestion, sans hiérarchie formelle et sans intermédiaire.

On constate également l'émergence d'un plus grand nombre d'organisations féministes autonomes, associées de près au mouvement anarchiste (Eleutherios, 2013). Le sexisme militant commence à être dénoncé de manière plus prononcée à l'intérieur du mouvement antiautoritaire. Par exemple des discussions, des communiqués et des affiches critiquent les comportements sexistes subis lors des mobilisations de décembre 2008 (Schwarz et al. 2010 : 248). Il semblerait par ailleurs qu'il y ait un plus grand nombre de militantes par rapport aux générations précédentes, mais cela reste à confirmer car il n'y a pas à notre connaissance de données disponibles sur ce sujet.

2.3 Conclusion du chapitre

La culture anarchiste grecque a perduré dans le temps à travers la constitution par une grande diversité d'organisations militantes et d'individus d'une identité collective distincte dans le paysage politique grec. Dans la lignée des idéaux et des pratiques anarchistes à travers le monde, l'anarchisme en Grèce critique et cherche à mettre un

terme au capitalisme, au nationalisme, au racisme et à l'État (notamment la police et le gouvernement), et de manière plus prononcée après 2008, aux médias conventionnels, à l'hétéronormativité et au patriarcat, par le biais d'une diversité de structures organisationnelles. Parmi celles-ci, on retrouve des bibliothèques, des librairies, des squats, des centres sociaux autogérés et diverses interfaces médiatiques, mais aussi, dans une certaine mesure les universités.

Le mouvement antiautoritaire grec est très hétéroclite dans sa composition organisationnelle, notamment après 2008, avec d'une part des groupes se proclamant révolutionnaires et adeptes de la « guérilla urbaine », qui attaquent des personnalités publiques et des lieux symboliques (banques, bourse), et d'autre part des individus ou des groupes qui se proclament antiautoritaires ou libertaires et qui privilégient les activités éducatives et la formation d'alliances sociales permanentes ou ponctuelles avec d'autres organisations militantes autonomes (Apoifis, 2016 ; Xenakis, 2012). Une distinction apparaît ainsi dans le mouvement entre « anarchistes nihilistes » et « anarchistes sociaux ». Ces deux tendances identitaires s'opposent principalement sur le choix des tactiques ainsi que sur l'identification des frontières identitaires militantes. Les premiers, privilégient davantage un répertoire d'action insurrectionnel impliquant des organisations « fermées » dans l'espace public, c'est-à-dire plus clandestines et plus autonomes dans leur mobilisation. Les deuxièmes privilégient un répertoire d'action plus flexible et diversifié impliquant des organisations plus « ouvertes » dans l'espace public : le recrutement et la coopération avec d'autres groupes militants sont des éléments essentiels de leur mobilisation.

Au-delà des différents objets de luttes à l'origine d'initiatives parfois fragmentées, ainsi que des tensions et des conflits internes concernant les choix

tactiques, les différents acteurs qui composent le mouvement anarchiste partagent une mémoire militante et, dans une certaine mesure, une perspective politique commune qui s'articule dans la nécessité d'atteindre l'autodétermination individuelle et collective soutenues par des rapports sociaux égalitaires. Les enjeux qui semblent rallier également les différentes identités militantes sont les luttes des classes (en Grèce et ailleurs dans le monde), les luttes étudiantes et les luttes antifascistes ainsi que le symbolisme des espaces autogérés sous forme de squats et centres sociaux autogérés.

De ce fait, la construction de l'identité collective du mouvement anarchiste s'articule principalement dans une double logique de rejet des instances étatiques, capitalistes, racistes, et après 2008, patriarcales, ainsi que de promotion de divers projets et infrastructures culturelles alternatives, favorisant la socialisation militante, le recrutement de nouvelles personnes, la création d'autres organisations et structures radicales orientées dans les luttes locales, nationales ou internationales.

CHAPITRE 3

L'URGENCE DE RÉAGIR AUX MENACES SOCIALES

Comme c'est le cas de tout mouvement social, la trajectoire du mouvement antiautoritaire grec et la manière dont son identité collective est négociée entre les différents acteurs politiques qui composent le mouvement sont interdépendantes des choix stratégiques, ainsi que de sa culture politique et de son environnement sociopolitique.

De 2010 à 2014 ont eu lieu divers événements et incidents politiques, interprétés comme des menaces sociales par les militant-e-s, engendrant la création de nouvelles initiatives et structures organisationnelles et alimentant une contestation polymorphe. Un événement politique ne représente pas une menace sociale en soi, mais il est toujours pensé subjectivement et culturellement en tant qu'opportunité ou menace par des acteurs sociaux. L'identification d'un problème social et d'acteurs sociaux « ennemis » ou « alliés » repose ainsi sur un travail cognitif et émotionnel d'organisations militantes (Benford et Snow, 2000 ; Goodwin, 2012). Le cadrage désigne le processus relevant du travail cognitif d'un groupe militant pour inciter ses membres à se mobiliser et recruter de nouveaux membres dans une perspective donnée (Benford et Snow, 2000), en fonction de choix stratégiques et de répertoires d'action et d'organisations culturelles (1996 ; Tilly, 1995, 2008).

Ce chapitre porte ainsi sur le cadrage militant de menaces sociales associées à ces événements ainsi qu'à la réactualisation de la « solidarité » en tant que cadre d'action

collective et valeur antiautoritaire fédératrice. Le chapitre est divisé en deux sections analytiques : la première section se penche sur l'articulation de la crise économique comme menace sociale et son impact dans le mouvement antiautoritaire, alors que la deuxième s'intéresse au cadrage militant du « fascisme » comme une autre menace sociale impliquant le gouvernement et les partis d'extrême droite et qui participe à modifier l'identité collective du mouvement.

3.1 *Une nouvelle menace sociale : la crise économique*

La crise grecque est l'une des crises économiques les plus importantes de l'histoire du pays, mais aussi de l'Union européenne. Avant de présenter ses conséquences sociales, il nous semble essentiel de résumer brièvement les principaux aspects et les acteurs politiques impliqués dans la crise, de 2009 à 2014.

Le déclenchement de la crise économique se fait en décembre 2009, lorsque le Premier ministre socialiste Papandreou - élu en octobre de la même année - annonce la mise en place d'un plan de redressement économique en raison d'un déficit public trop élevé (12,7% du PIB). Ce plan, approuvé par la Commission européenne, concerne le système de taxation et la restructuration du secteur public.

En 2010, le gouvernement signe un « Mémoire de compréhension », un accord financier pour une aide de 110 milliards d'euros par la Troïka, constituée du Fond monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne, en contrepartie de la mise en application d'un plan d'austérité drastique censé aider la Grèce à réduire son déficit de 30 milliards d'euros en trois ans, avec comme objectif de le ramener à moins de 3% du PIB en 2014. Un plan d'austérité

est adopté par le gouvernement en juin 2011, prévoyant plusieurs compressions budgétaires dans le secteur public, une hausse fiscale et la création de nouvelles taxes ainsi qu'un vaste programme de privatisations de 50 milliards d'euros.

D'octobre 2011 à novembre 2012 se succèdent deux autres gouvernements, un gouvernement de transition puis un gouvernement élu (voir l'Annexe A pour plus de détails) qui poursuivent les mesures d'austérité. En février 2012, un autre « Mémoire de compréhension » est signé, impliquant uniquement la Banque centrale européenne et la Commission européenne, pour l'accord d'un prêt de 100 milliards d'euros. Ces réformes sont votées dans un climat très conflictuel entre les partis politiques qui soutiennent l'adoption des mesures d'austérité et ceux qui s'y opposent.

À travers des négociations difficiles entre les créanciers et l'État grec, mais également à l'intérieur de l'appareil étatique caractérisé par une forte polarisation politique, une « discipline budgétaire » étroitement surveillée par la Commission européenne a été mise en place pour remédier à la crise économique. Analogue aux programmes d'ajustement structurel mis en place par le FMI en Amérique latine et en Afrique dans les années 1980 et 1990, la « thérapie de choc » européenne a mis la Grèce en « souveraineté limitée » (Kouvelakis, 2013 : 55).

L'ajustement fiscal entrepris par la Grèce en une période si courte n'a jusqu'à présent jamais été tenté dans un pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui n'empêche pas la Troïka et ses partisans d'estimer que les gouvernements grecs doivent en faire davantage et plus rapidement s'ils souhaitent éviter la faillite et demeurer dans la zone euro (Skaperdas, 2015 : 770-760). Comme le remarquent Diani et Kousis (2014), la crise grecque n'est pas isolée,

mais elle se rattache tant à la crise financière globale de 2008 qu'à une crise régionale concernant l'éventualité pour un pays de quitter la zone euro.

Certaines autorités financières grecques et européennes ont persuadé l'opinion publique que le problème de la dette grecque est lié à des dépenses publiques trop élevées alors qu'il s'agit d'une dette privée des banques qui a été « nationalisée » (Bantekas et Vivien, 2016 : 559). De même, plus de la moitié de l'aide financière donnée au pays a été destinée uniquement au remboursement de la dette. La crise grecque met ainsi en lumière de nombreux enjeux socio-politiques à l'échelle nationale et européenne. Certain-e-s chercheur-e-s la comparent à celle des années trente en Europe et aux États-Unis et la surnomment « La Grande récession » (Aslanidis, 2016).

3.1.1 Les impacts sociaux de la crise économique

La population grecque a ainsi connu depuis 2010 une hausse du coût de la vie à travers l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 19% en 2008 à 23% en 2011, une réduction du salaire minimum de 22% (et 32% pour les moins de 25 ans), une augmentation brutale du taux de chômage de 7,3% en 2007 à 26,6% en 2014 (en particulier chez les jeunes, près de 50% en 2013), et une augmentation des emplois précaires (temporaires ou à temps partiel) de 30,3% entre 2008 et 2014 (Giannitsis et Zografakis, 2015 : 37-38 ; Matsaganis et Leventi, 2014).

Outre la pauvreté des personnes au chômage ne disposant que d'une faible allocation (Kapsalis et Kouzis, 2014 : 164), on observe une explosion du chômage de

longue durée¹⁰ passant de 4,2% en 2007 à 19,5% en 2014 (Eurostat, 2015, 2017). De surcroît, l'appauvrissement notable des classes moyennes dû à la perte de revenus a favorisé une hausse des départs à la retraite (Karamessini et Giakoumatos, 2016 : 260).

En 2014, il a ainsi été estimé que le taux de désespoir était significativement élevé auprès d'individus issus de l'immigration vivant en Grèce, âgés de moins de 44 ans, ayant un niveau d'éducation faible (jusqu'au niveau secondaire) et travaillant à temps partiel ou étant économiquement inactifs (Giannitsis et Zografakis, 2015 : 116). Les jeunes de 15 - 25 ans sont également particulièrement affecté-e-s par le chômage, dont le taux est parmi les plus élevés de l'Union européenne – il est estimé à 53,1 % en 2014 (Bell et Blanchflower, 2015).

Ces données reflètent un processus de reconfiguration majeure du droit du travail et du système de relations professionnelles grecques, selon une doctrine économique mise en place dans plusieurs pays européens à partir des années 2000, d'après laquelle il faudrait améliorer la compétitivité du marché du travail par la baisse des coûts salariaux unitaires (Kapsalis et Kouzis, 2014 : 157-158). En ce sens, conjointement avec la décentralisation du système de négociation collective et le durcissement des modalités d'arbitrage en faveur des employeurs, notamment dans le secteur privé, plusieurs mesures de flexibilité du travail ont été adoptées telles que la réduction du coût de travail à temps partiel, ou l'assouplissement des procédures de licenciements et de leurs coûts (Karakioulafis, 2013 ; 2014 ; Kapsalis et Kouzis, 2014).

¹⁰ Le chômage de longue durée désigne le chômage de 12 mois et plus. Selon les données les plus récentes de l'OCDE (2020), la Grèce figure parmi les pays avec les taux les plus élevés de personnes en chômage de longue durée. Voir : www.data.oecd.org/fr/unemp/taux-de-chomage-de-longue-duree.htm

Le secteur public a été l'objet d'une réduction successive des salaires allant jusqu'à 40%, d'un réajustement du nombre de jours de congé payés, d'une augmentation du temps de travail, d'un gel des embauches, ainsi que de licenciements d'employés et la suppression de certains organismes publics pour répondre au « devoir de restriction des dépenses publiques » exigé par la Troïka (Karakioulafis, 2013, 2014). Il a également été prévu dans les accords de privatiser progressivement les entreprises publiques (énergie, eau, ports et aéroports, transports publics, etc.).

Le système de santé, qui était déjà sujet à de nombreux problèmes structurels avant la crise, s'est fortement détérioré avec les coupes budgétaires, les restrictions d'accès aux services de santé et la dérégulation des services de santé privés. Cela a engendré une dégradation notoire de la santé publique, une croissance des infections VIH et une forte hausse des suicides ainsi que des troubles de santé mentale dans l'ensemble de la population (Kentikelenis et al. 2014 ; Kosadinos et Martin, 2017).

Un nouveau système de taxation a été mis en place entre 2010 et 2013, comprenant l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée, l'instauration de taxes spéciales sur plusieurs produits de consommation tels que l'essence, l'alcool et le tabac, la création de nouvelles taxes sur la propriété et les revenus supérieur à 12 000 euros par an, l'abolition de plusieurs exemptions fiscales, ainsi que la baisse des retraites de 15% pour celles qui sont inférieures à 500 euros par mois et 44% pour les retraites supérieures à 3000 euros par mois (Giannitsis et Zografakis, 2015 ; Petmesidou, 2013). Ces dispositifs contribuent, en grande partie, à une hausse brutale de la pauvreté relative et de l'extrême pauvreté (Burgi, 2017 : 84).

La crise a donc affecté de multiples manières la vie quotidienne de l'ensemble de la population vivant en Grèce, et plus particulièrement les femmes et les personnes issues de l'immigration. Ainsi subvenir adéquatement à ses besoins et à ceux de ses proches devient une préoccupation majeure, pensée individuellement, mais aussi collectivement comme nous le verrons dans la prochaine section.

3.2 L'urgence d'agir contre la crise et le gouvernement

Une crise économique, par la déprivation matérielle qu'elle génère dans une population, ne suscite pas automatiquement une contestation sociale, mais transforme les perceptions de l'environnement politique et éventuellement la manière de contester des acteurs sociaux (Ancelovici, 2015 ; Giugni et Grasso, 2016). Si certaines personnes vivent ainsi la crise principalement à travers des sentiments de désespoir et de résignation, d'autres s'indignent et s'insurgent contre le gouvernement et les instances internationales.

La légitimité des réformes d'austérité est contestée par de nombreux acteurs politiques en Grèce, des organisations institutionnelles et des organisations militantes, ainsi que par le Comité européen des droits sociaux et le Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail concernant les violations des libertés collectives (Provokas, 2013 : 7). Cela est d'autant plus notoire lorsqu'en 2013 et 2014, le gouvernement fait l'usage de décrets législatifs d'exception, prévus en cas de guerre

ou d'urgence sociale, pour réquisitionner des travail-leurs-euses en grève à savoir les employé-e-s du métro d'Athènes en janvier, les marins en février, les enseignant-e-s des écoles secondaires en mai et les employé-e-s de la société d'électricité nationale.

La juxtaposition d'événements critiques que constitue la crise économique et humaine a suscité un réel choc et un outrage moral important (Jasper, 1995). Cet outrage moral s'est traduit sur le plan institutionnel par la création de nouveaux partis politiques et la montée en popularité de petits partis opposés aux mesures d'austérité tels que « SYRIZA » et « Aube Dorée ». Le premier, créé en 2004 en tant que fédération d'euro-communistes et de membres de groupes d'extrême gauche, devient le principal parti d'opposition suite aux élections de 2012, puis forme un gouvernement de coalition en 2015. Le deuxième, formé dans les années 1990, parvient à siéger pour la première fois au parlement suite aux élections de 2012, avec 6,9% de voix remportées. Les deux partis traditionnellement au pouvoir, à savoir le parti socialiste « PASOK » et le parti conservateur « Nouvelle Démocratie », qui bénéficiaient conjointement de 85% des votes aux élections tenues entre 1977 et 2009, obtiennent conjointement 32% des votes aux élections de 2012 (Vasilopoulou et Halikiopoulou, 2013 : 524-527). De manière similaire aux autres pays d'Europe durement frappés par la crise, c'est-à-dire l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, la perte de souveraineté politique et une profonde rupture avec le système institutionnel en Grèce se sont exprimées par une baisse significative du niveau de confiance envers les politicien-ne-s et les partis politiques parlementaires (Ancelovici, 2015).

Au niveau de la contestation sociale, l'outrage moral a été exprimé par l'intensité d'un mouvement anti-austérité, auquel plusieurs groupes anarchistes ont participé (Kanellopoulos et al. 2016 ; Diani et Kousis, 2014 ; Pautz et Kominou, 2013).

Dénonçant le gouvernement et la Troïka, voire dans le cas de certaines organisations le néolibéralisme et l'Union européenne, ce mouvement anti-austérité se caractérise par une quantité considérable de grèves et de manifestations à l'échelle nationale sous l'impulsion de syndicats (les grandes centrales et les syndicats de base), de partis politiques, notamment de gauche (parlementaires et extra-parlementaires) et d'organisations militantes anarchistes (Kanellopoulos et al. 2016 ; Kretsos et Vogiatzoglou, 2015).

Durant la période 2010 - 2014, plusieurs occupations d'entreprises privées et de bâtiments ministériels, avec d'éventuelles confrontations avec la police, sont réalisées par des travail-leurs-euses exigeant la réembauche d'employé-e-s licencié-e-s ou le paiement des salarié-e-s (Kotronaki, 2014 : 188 ; Nazioka, 2014 : 287). Arborant des pancartes sur lesquelles étaient inscrits les slogans « On ne doit rien, On ne vend rien, On ne paie rien ! » et « On ne paiera pas pour leur crise ! », plusieurs actions contestataires en affinité avec des partis de gauche et des organisations marxistes, ont été menées entre 2011 et 2013, telles que des occupations de postes de péage et le réapprovisionnement en électricité de ménages qui n'en avaient plus faute de pouvoir payer leurs factures. La colère à l'encontre de la politique parlementaire grecque s'exprime aussi par une confrontation plus directe : diverses agressions de personnalités politiques ont été reportées entre 2010 et 2013, et un nombre élevé de désirs d'agression a été révélé dans un sondage réalisé en 2011 dans lequel 28,6% des répondants se disaient prêts à attaquer des politiciens avec du yaourt et des œufs, 16.1 % se disaient prêts à battre des politiciens et 12,5% prêts à incendier les véhicules de parlementaires et de ministres (Cheliotis et Xenakis, 2016 : 148).

Il est intéressant de se demander alors comment le mouvement antiautoritaire grec interprète précisément cette crise. Les récits et les publications militantes recueillies pour cette étude convergent vers l'idée que la crise économique est perçue comme une menace politique provenant du système capitaliste et des instances politiques nationales et internationales (gouvernement, Troïka) à laquelle il est urgent de réagir.

Cette urgence est exprimée par Fragiskos¹¹, militant dans une organisation basée à Exárcheia, qui affirme que :

Si maintenant avec la crise, telle que structurée depuis 2008-2009, et telle que mise en forme au pays, nous ne parvenons pas à nous mobiliser davantage politiquement et de manière plus dévouée et déterminée... ça ne se passera jamais !

Dans le même sens, Kostantina¹², militante dans un syndicat libertaire, affirme l'importance de la crise économique comme conjoncture politique :

En prenant en considération les paradoxes et dissonances que n'importe quel milieu politique peut avoir, et plus particulièrement dans le milieu a/a¹³, ce que j'ai observé c'est qu'il se passe vraiment beaucoup de choses. Il y a beaucoup de matériel et d'actions qui sont réalisées, et...je ne sais pas personnellement... si cela ce serait produit si le prétexte de la crise économique n'existait pas.

Cette perception d'urgence et de nécessité de militer davantage n'est pas exprimée de manière explicite dans l'ensemble des entretiens réalisés dans le cadre de cette étude. Elle demeure néanmoins tangible par le fait que la majorité des militant-e-s ont dit avoir intensifié leur implication militante en choisissant dans ces années-là d'intégrer des

¹¹ Entretien réalisé en Juillet 2016, à Athènes.

¹² Entretien réalisé en Juillet 2016, à Athènes.

¹³ Le terme « a/a » est un couramment utilisé par les militant-e-s antiautoritaire pour dire anarchiste/antiautoritaire.

organisations militantes existantes ou de participer à la création de groupes militants ou de structures militantes, comme des médias autonomes.

Tel que mentionné précédemment, plusieurs organisations antiautoritaires s'impliquent dans les mobilisations anti-austérité. De 2008 à 2012, divers groupes antiautoritaires à travers le pays distribuent dans la rue des denrées de base prises illégalement dans les grandes chaînes de distribution. Ils justifient leurs actions dans des communiqués et des vidéos affichés sur internet, affirmant leur opposition active à la société de consommation capitaliste et aux politiques d'austérité (Pautz et Kominou, 2012). En 2010 particulièrement, des groupes anarchistes, notamment la « Conspiration des Cellules de Feu », envoient des colis piégés à des ambassades et des personnalités politiques grecques et internationales, et revendiquent leurs actes en écrivant des communiqués publiés en ligne (Kassimeris, 2016).

Certain-e-s militant-e-s participent informellement à des occupations et des rassemblements organisés par la « communauté antagoniste »¹⁴ et des groupes anarchistes participent aux manifestations liées aux grèves générales avec des cortèges distincts. De plus, comme Kostantina¹⁵ mentionne en entretien, des alliances politiques inédites se sont produites entre des mouvements étudiants antiautoritaires et des grévistes dans le secteur de l'entretien à l'Université d'Athènes.

Les communiqués et affiches militantes publiés à Athènes de 2010 à 2014, dans « Kinimatorama » révèlent aussi l'organisation de :

¹⁴ Ce terme désigne la communauté d'extrême gauche grecque composée principalement d'organisations marxistes et socialistes valorisant la désobéissance civile face au gouvernement et la justice sociale.

¹⁵ Entretien réalisé en Juin 2016, à Athènes.

1) Plus d'une dizaine de discussions-débats publics, dans les centres sociaux autogérés et les squats, sur la question de la crise économique et des résistances locales ainsi que sur le rôle des espaces autogérés.

2) Plus d'une dizaine de rassemblements et de manifestations en solidarité avec des grévistes en particulier (par exemple, les travailleur-euses de la section athénienne de l'usine d'acier Halyvourgiki en 2011 et les employé-e-s du métro en 2013) et en soutien aux grèves dans leur ensemble, avec une insistance sur la notion de résistance et de la solidarité comme « arme ».

3) L'organisation plus sporadique de manifestations locales pour dénoncer la crise économique.

Citons à titre d'exemple cette affiche réalisée par quatre organisations antiautoritaires pour promouvoir une manifestation dans un quartier au sud d'Athènes, organisée le 17 mars 2012 :



CONTRE LE SYSTÈME DE CRISE ET LA FAILLITE DE LA SOCIÉTÉ / MANIFESTATION DANS NOS QUARTIERS

(Titre)

POUR LA RIPOSTE SOCIALE ET DE CLASSE. POUR L'ANARCHIE ET LE COMMUNISME

(Slogan principal)

Figure 3.1

Le contenu textuel de l'affiche est divisé en deux parties principales : du côté gauche, on retrouve un argumentaire critique des différentes oppressions sociales et de la peur et l'individualisme qui en découle et, du côté droit, il s'agit d'un manifeste au sujet de l'organisation sociale souhaitée :

« Continuer à construire un monde d'égalité, de solidarité et de dignité à travers la création dans chaque quartier de contre-institutions opposées à celles de l'État, des projets autogérés, des assemblées populaires, des syndicats de base, des centres de travailleurs autonomes, des manifestations et grèves combatives, des luttes autonomes, afin d'intensifier l'organisation politique et la conscientisation de classe ».

La crise est donc interprétée par le mouvement antiautoritaire comme une menace sociale qui résulte de la perte progressive de droits et acquis sociaux profitant au

ystème capitaliste, avec le soutien des dirigeants politiques et économiques nationaux et internationaux. Face à l'insécurité généralisée liée notamment au chômage et à la résignation possible devant une situation pensée comme inévitable (Kriesi, 2014 : 302), la crise suscite également beaucoup de sentiment d'injustice et de colère. Il s'agit donc pour les militant-e-s antiautoritaires de canaliser ces émotions et surmonter l'insécurité sociale en organisant diverses actions collectives et créant de nouvelles structures autogérées axées sur l'entraide.

Cette valorisation de l'entraide semble toutefois ne pas être uniquement liée à la crise économique, mais aussi à un incident tragique survenu en 2010, communément appelé « Marfin » par les militant-e-s anarchistes. Le 5 mai 2010 à Athènes, a lieu l'une des manifestations anti-austérité les plus massives sur le plan national, et qui proclamée journée de grève générale, a rassemblé près de 200 000 personnes dans les rues. Au cours de cette mobilisation une succursale de la banque Marfin est incendiée, causant la mort de trois employé-e-s. La responsabilité de l'incident est attribuée à des anarchistes par le gouvernement, en dépit de la non-identification des responsables (Boukalas, 2011).

Cet incident a comme effet de réduire la sympathie d'une partie de la population à leurs égards, mais aussi de diviser davantage le mouvement lui-même sur la question de la violence (Alexopoulos, 2011 : 88). En effet, « Marfin » s'apparente à une crise identitaire au sein du mouvement anarchiste. Alors qu'il semble y avoir un accord sur la responsabilité première du propriétaire de la succursale de la banque Marfin, qui avait menacé de licenciement toute personne qui participerait à la grève et dont l'établissement n'était pas conforme aux normes contre les incendies, le processus d'autocritique amorcé par certain-e-s militant-e-s antiautoritaires ne semble pas faire

consensus. Selon les communiqués publiés dans « Kinimatorama », des groupes militants organisent des manifestations en hommage aux morts de Marfin et décident de se positionner publiquement, à travers des discussions et des communiqués en ligne, sur leur site ou les plateformes de communication comme « Indymedia », contre la fétichisation de la violence armée de ceux qui s'identifient à la tendance « individualiste-nihiliste », et en faveur d'une réflexion plus approfondie sur la responsabilité politique des organisations militantes (Boukalas, 2011 : 284 - 292).

Xrisanthi¹⁶, militante depuis les années 2000 dans diverses initiatives anarchistes, soulève également le caractère critique de l'affaire « Marfin » pour le mouvement antiautoritaire dans ses relations extérieures :

Le fait est que Marfin était un point tournant pour deux raisons : la première c'est que le regard de la société a changé, comme ça avait changé en 2008 concernant ce que signifie être anarchiste, le mot n'était plus une insulte, avec Marfin ça a changé de nouveau. Je crois... L'autre raison c'est que ça a ouvert une grande discussion à l'intérieur du milieu anarchiste, qui a eu des répercussions, ça produit des changements dans les mentalités, la culture, ce qui est permis... bref dans un balancement équilibré.

(...) Le changement c'était, je vais le dire de la manière la plus diplomatique pour que tu comprennes, qu'il y a des gens qui soutiennent, ont une logique violente, ont une vision plus nihiliste disons, mais qui indépendamment si elle est efficace ou non, ça c'est n'est pas moi qui vais en juger, chaque action peut être jugée individuellement, met en danger, mettait et met en danger des camarades et d'autres vies humaines. La vérité c'est, et ça j'ai beaucoup apprécié que le milieu n'ait pas fait ça, que nous ne sommes pas certains que c'est de la provocation externe. C'est pour ça que les textes militants n'ont pas parlé de provocation. La solution facile était de dire, c'est certain que c'est de la provocation, et ça en est peut-être. Mais on ne peut pas exclure l'idée que ça ne l'est pas. Ça ne veut pas dire que quelqu'un voulait tuer. Mais il y avait des gens qui ont la logique de « Et alors ? Ils nous détruisent, tous les jours ils nous détruisent la vie, c'est eux qui tuent, c'est qui... Il y a juste 2 ou 3 morts », ou bien «

¹⁶ Entretien réalisé en Juillet 2016, à Athènes.

c'était des briseurs de grève, ils étaient dedans... ». Ils mettent en danger beaucoup de monde...ils mettent en danger leurs propres camarades. Et en tout cas pour des gens avec une différente logique, c'est très problématique à plein de niveaux... Tu essayes de construire quelque chose avec la société, et ça s'écroule...

Ainsi, « Marfin » a été un traumatisme important pour l'ensemble de la population mais aussi pour le mouvement antiautoritaire en raison de la controverse sur le sens de cet événement et de l'usage d'une tactique violente (incendier un bâtiment dans lequel il y a des personnes). Une controverse qui affecte les relations sociales militantes avec l'ensemble de la société, en termes de légitimité et de sympathie. « Marfin » accentue donc la tension préexistante entre les organisations militantes de tendance « nihiliste » et celles de tendance « sociale » (voir aussi chapitre 2) et met en lumière la manière dont les groupes militants établissent des cadrages différents en termes de « pronostiques de problèmes » (Snow et Benford, 2000). Elle renvoie alors à une interrogation des groupes militants sur les tactiques et les stratégies appropriées et/ou prioritaires pour soutenir la mobilisation militante et le recrutement de nouvelles personnes afin de s'opposer efficacement aux formes d'oppression générées par la crise économique et construire une société libertaire.

En conséquence ce que les propos de Xrisanthi révèlent c'est le travail de démarcation que des militant-e-s antiautoritaires réalisent vis-à-vis d'autres militant-e-s antiautoritaires de manière à ce que la critique se transforme en exclusion de militant-e-s jugé-e-s « problématiques » pour le mouvement et la société dans son ensemble. Il y a ainsi une difficile conciliation entre les défenseur-e-s d'une « identité propositionnelle » par rapport aux défenseur-e-s d'une identité « oppositionnelle » (Bernstein, 2008).

Les organisations militantes affiliées à la tendance « sociale » semblent se développer particulièrement entre 2010 et 2014, en démontrant un attachement pour la création d'initiatives solidaires et autogérées, capables d'impliquer le plus grand nombre de personnes possible, notamment les populations les plus démunies. Ainsi, au cours de ces années, en parallèle aux diverses structures solidaires relevant de institutions politiques différentes, soit le gouvernement, les partis politiques et l'Église, s'ajoute la création de nouvelles structures militantes telles que des cliniques de santé autogérées et des cuisines collectives dans des centres sociaux et squats, anciens et nouvellement créés. Citons par exemple comment à Exárcheia, un des espaces du squat « K*VOX », créé en 2010, est attribuée en 2012 à la formation d'une clinique de santé autogérée « ADYE » offrant gratuitement plusieurs services de consultation médicale.

En conséquence, comme le démontrent également plusieurs études sur les mouvements anti-austérité européens (Ancelovici, 2015 ; Fominaya 2017 ; Morlino et Raniolo, 2017), la crise économique est un incitatif crucial à la mobilisation mais n'explique pas la mobilisation en soi. La crise a amplifié des tendances politiques latentes inhérentes aux différents contextes politiques nationaux. Pour le mouvement antiautoritaire grec, l'amplification de ses activités et de sa morphologie organisationnelle axée sur la solidarité et l'entraide en tant que traits identitaires et objectifs relève en partie de la crise économique cadrée comme une menace sociale, ainsi que de la crise interne associée à l'affaire « Marfin » qui cristallise davantage le débat des militant-e-s anarchistes au sujet des contours de la frontière identitaire du mouvement.

3.3 Une menace sociale qui s'amplifie : « Aube Dorée »

Les agressions physiques de groupes nationalistes et xénophobes envers des personnes immigrantes, des personnes lesbiennes, gais, bissexuelles, trans et queer (LGBTQ) et des personnes impliquées dans des groupes antifascistes sont courantes depuis les années 1990. À l'échelle nationale, quantité de squats et de centres sociaux autogérés sont la cible de bris matériels et les habitants/usagers/membres subissent des agressions physiques. Pour les personnes immigrantes, les agressions se multiplient depuis 2011, faisant écho aussi au slogan sur les affiches électorales du parti néonazi « Aube Dorée » (XA) en prévision des élections législatives de 2012 : « Je vote Aube Dorée pour que la région ne se salisse pas ». Ces agressions prennent plusieurs formes telles qu'être bousculé violemment dans les files d'attentes des soupes populaires, se faire agresser physiquement dans le cadre de ratonnades de quartiers, se faire intimider psychologiquement et physiquement dans le cadre d'un emploi salarié pour accepter des salaires plus bas, se faire vandaliser les locaux de son entreprise... À ces agressions s'ajoutent aussi les rassemblements de membres de XA pour revendiquer le droit exclusif de présence sur des places publiques, comme ce fut le cas de la place de Aghios Pandeleimonas, dans un quartier proche du centre-ville d'Athènes où résident un grand nombre de personnes immigrantes.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés parle de « dimensions inquiétantes » à propos des actes racistes en Grèce, tandis que le réseau Racist Violence Recording Network a recensé 63 agressions à caractère raciste en trois mois (octobre à décembre 2011) dans les seules villes d'Athènes et de Patras (Provokas, 2013 : 7). Il est intéressant de noter que ces agressions ne sont par ailleurs pas relayées dans les

médias dominants (Dalakoglou, 2013 : 115). À cette répression s'ajoute une autre en 2012 provenant du nouveau gouvernement élu, à travers une nouvelle opération policière appelée « Xenios Zeus », ce qui signifie Zeus dieu de l'hospitalité, et visant à identifier les personnes sans papiers du centre-ville d'Athènes au moyen de descentes policières et arrestations massives dans des camps de détention, sous prétexte que ces personnes seraient susceptibles de transmettre des maladies infectieuses (Amnesty International, 2013).

Outre le soutien à « Aube Dorée » et à son idéologie par des membres de l'Église orthodoxe et de l'armée, celui de membres de la police, notamment de la police anti-émeute, a été souvent observé lors de manifestations, et cela depuis plusieurs décennies (Psarras, 2014 : 125). Il convient également de se rappeler que les personnes immigrantes subissent régulièrement de la torture par la police grecque (Amnesty International, Rapport annuel 2013).

Le racisme et le fascisme¹⁷ incarnés par des organisations comme XA sont, depuis les générations militantes passées, considérés comme des menaces sociales. Et l'amplification des agressions racistes réactualise ce cadrage et donc la nécessité pour les militant-e-s antiautoritaires et autres militants antifascistes de faire preuve d'une mobilisation plus importante. À la tactique familière de la manifestation en moto dans les rues de quartiers multiculturels et de manifestations à pied avec distribution de tracts et de contre-rassemblés, les anarchistes effectuent aussi des « patrouilles » à pied dans les rues et places publiques pour identifier et forcer à partir les militant-e-s d'Aube Dorée, souvent reconnaissables à leur tenue vestimentaire (t-shirt noir, avec le symbole

¹⁷ Le fascisme désigne un système politique autoritaire et nationaliste. Un tel régime politique a été instauré en Italie et en Allemagne dans les années 1930 jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945.

du méandre, pantalon souvent militaire et bottes). À Athènes, les militant-e-s du squat *Villa Amalias* sont ainsi reconnus dans le milieu militant pour leurs patrouilles à la place Victoria. Dans un de leurs communiqués datant du 13 mai 2011, en réponse à l'attaque par la police et des groupes xénophobes de leur squat et d'autres squats du quartier, ils et elles affirment ainsi : « Nous savons aussi que ce qui manque ce n'est pas "plus de police" (il y en a toujours trop...), l'exigence d'ordre et de sécurité, ni bien sûr la propagande raciste et la violence fasciste. Ce qui manque c'est le courage du contact humain et de l'association avec ce qui est différent, le respect mutuel et la dignité, les tentatives de contre-culture, de coexistence (substantielle, et non pas paratétatique), d'auto-organisation, qui peuvent guérir de nombreuses blessures dans nos quartiers multiculturels de prolétaires. »

Or, la menace de « fascisation » de la société - terme utilisé par les militant-e-s antifascistes - semble prendre une dimension plus grande lorsqu'un assassinat se produit. L'exemple du meurtre de Saxzat Loukman est révélateur. Le 18 janvier 2013 à Athènes, deux militants de XA poignardent sept fois et tuent ce jeune d'origine pakistanaise, alors qu'il se rendait à vélo à son travail, un marché en plein air du quartier de Petralona où il est employé pour transporter des fruits. En réaction à cet assassinat et à celui de Babacar Ndiaye, mort le 1er février 2013 suite à une poursuite policière, plusieurs associations communautaires et groupes antiautoritaires organisent, le 12 février 2013, un rassemblement d'information ainsi qu'une manifestation le 14 février à Thisseio, un quartier d'Athènes proche de celui où Loukman a été assassiné. Depuis, des militant-e-s antiautoritaires associés à « Antipneia », un squat de Petralona, organisent chaque année une manifestation antifasciste à son hommage et, de façon plus générale, pour dénoncer le racisme.

3.3.1 « Plus jamais ! » : L'assassinat d'un antifasciste grec

Or, l'assassinat de Loukman n'est pas un cas isolé. En effet, quelques mois plus tard, le 18 septembre 2013, Pavlos Fyssas est assassiné à Athènes par un militant de XA, après que lui et ses ami-e-s aient été pourchassé-e-s par une vingtaine de militants de XA à la sortie d'un match de foot de l'Olympiakos. Fyssas était un ouvrier de chantier naval et rappeur antifasciste, du nom de « Killah P », originaire de Keratsini, une petite banlieue ouvrière du sud-ouest d'Athènes.

L'outrage moral de la communauté antifasciste s'exprime fortement: des dizaines de rassemblements et de manifestations antifascistes, souvent massives (plus d'une centaine de personnes), ont lieu dans les semaines qui suivent sa mort et tout au long de l'année 2014, à Athènes et dans plusieurs autres villes grecques. En 2014, un mémorial sur lequel est gravé le haut du corps de Fyssas tenant un micro, ainsi qu'un texte décrivant son assassinat, est installé à Keratsini. En 2013 et 2014, d'après les communiqués et les affiches publiées dans « Kinimatorama », les organisations militantes antiautoritaires d'Athènes organisent ainsi :

- 1) Plus d'une dizaine de discussions publiques, dans des squats et des centres sociaux autogérés, sur le racisme, le nationalisme et le fascisme, ou encore sur des cas spécifiques de racisme, comme la discussion dans un pavillon de l'École Polytechnique concernant l'expulsion de familles Roms à Halandri, quartier nord d'Athènes, en juin 2014, et sur le moyen de les soutenir.
- 2) Des dizaines de rassemblements devant différents bureaux de XA, des centres de détentions et des tribunaux à l'occasion des procès de membres de XA.

- 3) Plus d'une dizaine de manifestations qui ciblent notamment « le fascisme », « la police » et « l'État ». Certaines affiches mentionnent explicitement « XA », mais aussi « FRONTEX »¹⁸, « les camps de détentions » et « les médias de masse ».

La volonté de diffuser la pensée antifasciste et d'éduquer les plus jeunes personnes prend aussi la forme d'une brochure intitulée « 24 + 1 raisons pour lesquelles je n'aime pas Aube Dorée » qui est distribuée dans les écoles par « l'Alliance antifasciste Athènes - Pirée », créée en début de l'année 2013.

Certaines manifestations anarchistes expriment ainsi dans leur matériel de communication que la manifestation est antifasciste, anticapitaliste et antiétatique, ce qui les différencie des manifestations uniquement antifascistes organisées par des organisations marxistes ou socialistes. Il y a ainsi une désactivation partielle des frontières militantes dans le cadre de certaines actions collectives d'envergures comme participer aux manifestations ou à la création de matériel « antifasciste », ce qui permet au mouvement antiautoritaire d'accentuer sa visibilité et éventuelle résonance publique.

En 2014, la tolérance vis-à-vis de XA atteint ses limites également au niveau institutionnel puisque le gouvernement procède à l'arrestation de 69 membres de XA, dont des cadres, et entame des poursuites judiciaires à leur rencontre pour *appartenance*

¹⁸ FRONTEX désigne l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, créé en 2004 pour aider les États membres de l'Union Européenne et les pays associés à l'espace Schengen à protéger les frontières extérieures de l'espace de libre circulation de l'Union Européenne.

à une organisation criminelle¹⁹. Mais si l'impunité politique de XA semble ainsi s'affaiblir, son militantisme et celui d'autres organisations fascistes persistent.

3.3.2 De nouvelles structures antifascistes : entre autonomie et alliances

Après 2013, la lutte antifasciste se retrouve ainsi au centre de l'agenda militant du mouvement antiautoritaire et ne se cantonne pas uniquement à l'intérieur d'espaces et organisations militantes préexistantes. Si depuis 2010 l'activité de sections antifascistes autonomes, basées dans des quartiers et des écoles d'Athènes dites « Autonome Antifa », se poursuit par le biais de graffitis, affiches, brochures et revues, l'urgence de la mobilisation antifasciste, ainsi que la valorisation de l'action collective et solidaire se matérialisent par la création de nouvelles alliances antifascistes.

On observe notamment une émergence d'alliances antifascistes de quartier qui impliquent des groupes anarchistes, comme par exemple « L'initiative antifasciste du Nord » (d'Athènes) ou bien « Antifascistes des quartiers du centre d'Athènes » (décliné en grec au féminin et au masculin). Enfin, une alliance différente se met en place avec la création en juin 2014 de l'organisation athénienne « O.R.M.A », acronyme pour « Organisation d'antifascisme combatif ». Cette organisation qui utilise le logo antifasciste international, c'est-à-dire le drapeau rouge et noir, souhaite contribuer à la lutte des classes et à la révolution sociale à travers la coordination d'actions

¹⁹ En 2019, le nombre de membres de XA incarcérés augmente à mesure que ces procès avancent.

antifascistes dans tous les aspects de la vie sociale, tels que les milieux d'étude et de travail. Pour cela, elle appelle à la concertation de personnes affiliées ou non à une organisation politique à l'intérieur d'une même structure organisationnelle et cherche aussi à relayer les activités antifascistes qui s'effectuent à l'échelle nationale (Site officiel).

Toutefois, si certaines alliances parviennent à se maintenir dans le temps, comme c'est le cas des « Antifascistes des quartiers du centre d'Athènes », d'autres rencontrent des difficultés de cohésion identitaire. Xaris²⁰, membre d'un groupe autonome et participant à l'élaboration d'une revue anarcho-chrétienne, mentionne ainsi que :

En 2013-2014, il y avait un appel à former à Gini, dans l'École polytechnique, il y en avait aussi à VOX dans le but de créer un groupe élargi, un front antifasciste uni. (...) Mais le front s'est dissout. Il y avait plusieurs forces centrifuges, c'est-à-dire qu'il y avait généralement une mésentente sur l'Action... Certaines voulaient quelque chose de plus militant, d'autres étaient plus conservatrices, et il y avait certains qui prenaient un rôle d'avant-garde et ça ne plaisait pas à d'autres, donc ça s'est terminé. Mais de ce groupe a surgit OR.M.A, le groupe d'antifascisme combatif.

Le désaccord au sujet de tactiques et de stratégies d'action est à l'origine de conflits profonds dans un groupe militant et mènent parfois à sa disparition, sans que cela signifie pour autant que l'activité de ces militant-e-s cesse, puisqu'il arrive fréquemment que des militant-e-s s'investissent dans d'autres structures militantes, comme l'indiquent les propos de Xaris.

Au-delà des alliances formelles, comme le mentionnent plusieurs militant-e-s lors des entretiens, l'entraide des groupes anarchistes, notamment lors d'attaques de membres de XA, est très présente et les liens que les antifascistes de quartiers tissent

²⁰ Entretien réalisé en Juin 2016, à Athènes.

au quotidien avec les habitant-e-s de ces quartiers sont aussi très significatifs dans la lutte contre la présence fasciste. La cristallisation de l'antifascisme dans les quartiers prend également une autre forme organisationnelle à partir de 2013 avec la création de clubs de football autogérés par leurs membres. Opposés à la commercialisation du sport et rejetant toute forme de discrimination sociale, ces clubs se définissent comme antifascistes, et organisent régulièrement des tournois qui réunissent la communauté militante et des personnes issues de l'immigration. À Athènes, ces clubs se coordonnent aussi par le biais de la « Ligue Antifasciste » qui organise des tournois de football, mais aussi de basketball.

La menace antifasciste et la crise sont ainsi des conjonctures critiques qui amènent les militant-e-s antiautoritaires à se questionner sur la manière de déterminer le « nous » (militant-e-s antiautoritaires) et qui sont leurs alliés (personnes désireuses à s'impliquer dans un collectif ou une structure militante ainsi que les personnes immigrantes), mais également les stratégies à adopter pour défendre leur projet de société cosmopolite et solidaire face à « eux » (l'État, la police, les fascistes) dont les attaques sont ressenties avec une forte intensité. Cette démarcation identitaire repose principalement sur l'effort de création plus important d'espaces de socialisation et de luttes locales (au niveau des quartiers) mais aussi de coordination de diverses actions publiques entre plusieurs groupes et personnes non-affiliées à des groupes militants.

3.3 Conclusion du chapitre

Le mouvement antiautoritaire grec connaît, entre 2010 et 2014, une vitalité contestataire et organisationnelle fortement reliée à la crise économique et la mobilisation raciste et fasciste qui sont identifiées comme étant des menaces sociales contre lesquelles il est un devoir de combattre, pour une société plus libre et solidaire. D'autant plus que ces deux menaces sont aussi responsables de pertes d'acquis sociaux et de décès, et sont ressenties comme des outrages moraux.

Malgré les fortes divisions internes qui existent dans le mouvement antiautoritaire, et qui se sont accentuées avec les événements de « Marfin » en 2010, la lutte contre les mesures d'austérité et la lutte antifasciste ont eu un effet de mobilisation articulée sur les notions de « solidarité » et de « justice » à l'échelle nationale, mais aussi très locale, c'est-à-dire au sein même des quartiers. Certaines alliances nouvelles ont été créées dans le cadre de manifestations ponctuelles ou de création d'organisations politiques. L'urgence de la lutte antifasciste conduit plusieurs-e-s militant-e-s antiautoritaire à opérer une « désactivation de frontière militante » (Tilly et Tarrow, 2007) pour inclure davantage de militant-e-s, affilié-e-s ou non à d'autres organisations antiautoritaires ainsi que des personnes non militantes, généralement issues de l'immigration. Cette inclusion conduit alors à une redéfinition des relations internes et externes du mouvement antiautoritaire reposant sur un besoin de multiplication des alliances et espaces militants pour s'opposer efficacement à la menace fasciste et construire une société solidaire. Or, il convient de se demander si la création de nouvelles organisations et structures militantes, autonomes et souvent disposées à faire des

alliances sociales avec des personnes non-militantes, d'autres organisations antiautoritaires voire aussi d'autres organisations d'extrême gauche, ainsi que la prévalence d'une action directe et locale, sont uniquement le résultat d'un cadrage militant sur l'urgence d'agir face aux menaces sociales que sont la crise et le fascisme. C'est cette interrogation qui nous mène, au chapitre suivant, à étudier, d'une part, l'effet du mouvement des « Indignés » grecs sur l'identité collective du mouvement antiautoritaire et, d'autre part, le développement d'organisations militantes et de campagnes de mobilisation sur les enjeux d'écologie et de féminisme radical orientés dans une perspective à la fois nationale et locale.

CHAPITRE 4

REDÉFINIR LE « NOUS »

En 2011, en résonance avec le mouvement des « Indignados » (Espagne), au « Printemps arabe » (Tunisie, Égypte) et « Occupy » (États-Unis, Canada, Angleterre), un mouvement contestataire similaire s'est produit en Grèce, de mai à août. Des places publiques ont été occupées dans plusieurs villes grecques, sous l'impulsion de milliers de personnes opposées aux politiques d'austérité du gouvernement.

Certain-e-s chercheur-es qui se sont intéressés à ce mouvement ne font aucune référence aux anarchistes (Kaika et Karaliotas, 2014 ; Kavada et Dimitriou, 2017 ; Kotronaki, 2014 ; Leontidou, 2012). Cependant, comme le soulignent d'autres recherches ainsi que l'analyse des données récoltées lors de cette étude, la réalité empirique est autre. On assiste également à une plus grande visibilité publique des organisations antiautoritaires qui s'identifient comme exclusivement « antisécistes » ou « féministes » à travers un travail de diffusion idéologique, notamment au moyen d'interfaces médiatiques (sites, graffitis, brochures, etc.) et d'éducation populaire à l'occasion de discussions ouvertes au public.

En ce sens, l'implication des anarchistes dans le mouvement des Indignés et la mobilisation de ces organisations sur des enjeux différents nous amène à penser qu'un changement s'opère dans la conceptualisation identitaire du mouvement antiautoritaire, notamment à partir de 2011. Ce chapitre amène ainsi à vérifier notre deuxième hypothèse de recherche à savoir la transformation de l'identité collective du

mouvement antiautoritaire par un processus de désactivation et de redéfinition des frontières identitaires.

La première section de ce chapitre porte sur une description du mouvement des « Indignés » grecs dans son ensemble, sur la manière dont les groupes anarchistes s’y sont impliqués et sur l’effet de cet événement contestataire sur l’identité collective du mouvement. La deuxième section porte sur la construction identitaire des organisations anarchistes qui se mobilisent exclusivement sur des enjeux écologiques ou féministes radicales.

4.1. Le mouvement des « Indignés » à Athènes

Entre le 18 et le 25 mai 2011, un groupe de militant-e-s antiautoritaires espagnols et grecs campent devant l’ambassade d’Espagne, puis organise des assemblées extérieures sur une place publique devant la station de métro Thisseio, située au centre-ville, en soutien à la mobilisation des « Indignados » en Espagne. Un de ces militant-e-s crée alors le site « Real-democracy.gr » qui connaît une utilisation très importante dans les mois suivants (Kavada et Dimitriou, 2017).

Le 25 mai 2011, des milliers de personnes se réunissent à Syndagma, la place centrale à Athènes, à la suite d’un appel Facebook d’un militant affilié au groupe qui s’est mobilisé en solidarité avec les « Indignados » et qui évoque la nécessité pour les « Citoyens indignés » de se réunir « spontanément, sans parti politique, sans groupe ou idéologie » (Aslanidis et Marantzidis 2016 : 313 - 314). D’autres appels similaires se font sur les réseaux sociaux, énonçant aussi la volonté d’une protestation pacifique

(Kaika et Karaliotis, 2014 : 5). Jour après jour, une occupation caractérisée par l'installation de tentes, la création de comités et d'assemblées générales se met en place. Par ailleurs, des rassemblements similaires ont lieu dans plusieurs autres villes grecques dès le 25 mai. À Syndagma, jusqu'à 3000 personnes ont été observées dans les semaines qui ont suivi le début de l'occupation de cette place (Kritidis, 2012 : 88).

À la fin du mois de mai, l'« Assemblée du Peuple de la place Syndagma » décide de former des comités de travail, appelés « Assemblées thématiques », chargés d'élaborer des propositions concrètes qui doivent ensuite être débattues en Assemblée générale à tous les jours. Les décisions sont prises au niveau des assemblées générales et au niveau des comités selon le principe de démocratie directe, donc par délibération horizontale. Les « assemblées thématiques » en question s'articulent sur une pluralité de sujets tels que l'environnement, l'éducation, l'économie et un comité pour la démocratie directe. Des journées de plénières thématiques sont aussi organisées en juin, notamment sur la dette économique et sur les moyens d'échanges et de commerce alternatifs à l'aide d'organisation collective. De plus, à des fins de coordination, des « groupes techniques » sont créés (par exemple un « Centre de premiers soins », « Multimédia-Pressé », « Secrétariat », etc.) et quelques concerts et projections de films sont aussi organisés.

Ce moment coïncide avec l'annonce du gouvernement de l'adoption de nouvelles mesures d'austérité. Les protestataires dénoncent l'austérité, le gouvernement et la démocratie représentative, comme c'est le cas des « Indignados » espagnols. L'usage récurrent du mot « peuple » ainsi que la valorisation de la démocratie directe et de l'organisation collective sont omniprésents dans les discours et les slogans, comme « Prenons nos vies en mains ».

Le contrôle de la communication et de l'information est un autre élément majeur dans la construction identitaire du mouvement. En effet, l'équipe multimédia filme les assemblées générales et les transmet en ligne, imprime et distribue les résolutions (Kavada et Dimitriou, 2017). Initialement, seul le site « Real-democracy.org » sert de plateforme de communication et d'échanges. Puis, suite à un conflit interne des militant-e-s gérant le site, un nouveau site émerge : « Amesi-dimokratia.org » (signifiant « démocratie directe »).

Si l'identité formelle, véhiculée publiquement, est celle d'un « Peuple indépendant des partis et d'idéologies politiques », dans les faits, certain-e-s militant-e-s sont issu-e-s du milieu militant autonome et communiste, institutionnel (membres de partis politiques) et non-institutionnel (anarchistes et organisations communistes radicales). Leur présence a fortement influencé l'adoption d'une position antifasciste qui s'oppose à la mobilisation qui a lieu en haut de la place Syntagma, en face du parlement grec. Pour les personnes qui se mobilisent sur la place principale, cette mobilisation regroupe des personnes affiliées à des groupes nationalistes qui militent avec des slogans, bannières et drapeaux grecs à l'appui (Kaika et Karaliotis, 2014).

Parmi les événements qui ont marqué la trajectoire du mouvement, il y a le rassemblement de milliers de personnes sur la place Syntagma et dans les rues adjacentes à la place le 28 et 29 juin 2011, à l'occasion d'une grève générale à laquelle participent plusieurs « Indignés ». Ce rassemblement est violemment réprimé par la police qui fait une utilisation massive de gaz lacrymogène et de bombes assourdissantes. Près de 270 personnes sont blessées durant les deux jours et 14 autres sont arrêtées (Kotronaki, 2014). L'occupation de Syntagma se poursuit, avec une

présence numérique amoindrie, jusqu'au 30 juillet, jour où la police procède à une évacuation de la place.

Notons qu'à Athènes la pratique de l'assemblée générale organisée selon les principes de démocratie directe, sur une place publique, s'est progressivement étendue dans près de quarante quartiers (Bresta, 2011 : 93), à partir du mois de mai, ce que les militant-e-s antiautoritaires ont appelé « Le mouvement des places ». Celui-ci s'est manifesté dans un effort d'action locale et d'action nationale, ou du moins d'une certaine coordination des différents acteurs qui le composent, à travers l'organisation de rencontres de diverses « assemblées populaires » en juillet, puis en septembre 2011, durant lesquelles s'est réalisé un échange d'expériences et la formation d'une interface commune de communication, notamment par courriel.

Plusieurs « assemblées populaires » de quartiers créent des affiches et publient des communiqués par le biais de leur propre interface numérique (blog ou site). Un certain nombre de militant-e-s antiautoritaires ont choisi de s'y impliquer, à Syndagma et dans leurs quartiers, et c'est le cas de la majorité des militant-e-s avec qui nous sommes entretenu-e-s. Ainsi, parmi les communiqués publiés sur « Kinimatorama » durant cette période, il y a quelques appels à la mobilisation dans une « assemblée générale » donnée²¹.

Les entretiens révèlent que les militant-e-s impliqué-e-s dans des « assemblées populaires » ont participé régulièrement aux réunions, à l'organisation d'actions

²¹ Exemple :

« Prochaine rencontre de l'assemblée ouverte des habitant-e-s de Ilioupoli, samedi 29 mai, 18h, devant la cantine du parc D. Kintis. On fait revivre nos quartiers avec notre présence dans les rues, les places et les parcs au moyen de luttes sociales locales et de classe, à travers l'autogestion et la solidarité ».

contestataires, voire aux rencontres nationales des « assemblées populaires ». Certain-e-s anarchistes n'ont pas participé activement à ce mouvement contestataire, mais se tenaient prêt-e-s à l'aider si nécessaire, comme Xrisanthi qui le soutenait moralement même si elle n'était pas entièrement d'accord avec certains aspects du mouvement, notamment son absence de stratégie politique claire.

Pour Iasonas²², militant dans une des plus anciennes assemblées de quartier d'Athènes, la continuité d'une certaine identité organisationnelle avec des mouvements antérieurs est particulièrement importante :

Le premier jour où les gens se sont retrouvés là-bas (Syndagma), plusieurs personnes différentes se sont dit « qu'est-ce qu'on fait maintenant » et ils ont dit le mot magique « Assemblée générale ». Ce mot n'est pas apparu ce jour-là, c'est un mot qui a été diffusé, qui est employé politiquement à Athènes et ailleurs depuis plusieurs années.

Un autre point important à relever est que plusieurs militant-e-s antiautoritaires évitent le terme « Indignés » et préfèrent s'identifier au « Mouvement des places », parce que le premier a été employé par des militant-e-s aux affinités nationalistes et xénophobes dans le cadre de divers rassemblements. Cela met en évidence la nécessité pour les militant-e-s antiautoritaires de choisir un terme qui se différencie de celui de leurs opposants politiques afin qu'elles et ils puissent s'identifier entièrement tout en créant de la même façon un marqueur identitaire également reconnaissable pour les personnes extérieures à ce mouvement.

²² Entretien réalisé en Juillet 2016, à Athènes.

4.1.1 L'effet du « Mouvement des places » sur l'identité collective antiautoritaire

Le « Mouvement des places » et celui qui s'est produit à Syntagma constituent des « événements transformateurs » (McAdam, 1986) par la création de nouvelles identités politiques ainsi que l'amplification de la culture antiautoritaire. Par exemple, parmi les militant-e-s qui ont participé aux entretiens, deux d'entre elles/eux amorcent leur expérience militante antiautoritaire à la suite de leur participation à Syntagma. Vaggelis²³ affirme ainsi que :

Pour moi, c'était un moment clé parce que ça m'a montré ce qu'on peut faire avec une organisation horizontale. (...) En général, 2011 a permis la création d'opportunités pour les personnes qui n'avaient pas d'implication dans les communs de s'impliquer, de chercher des groupes, de participer à des projets, de créer de nouvelles choses, avec à l'esprit l'impératif que c'est le moment de changer les choses autour de nous.

Par ailleurs, Vaggelis se lie d'amitié avec des membres de l'organisation « AK », choisit de travailler à temps partiel et à son propre compte, et participe à la création en 2012 de « OmniaTV », une web-télévision en ligne autogérée qui met l'accent sur les luttes sociales grecques et internationales, et particulièrement les luttes antifascistes et anti-impérialistes. En 2012 et 2013, les membres de « OmniaTV » filment un des premiers reportages sur la lutte des villages de Ierissos et Megali Panagia, en Chalcidique, contre le projet de la multinationale Eldorado Gold d'installer des mines d'or dans la région Skouries.

²³ Entretien réalisé en Juin 2016, à Athènes.

Ektoras²⁴ choisit lui, aux alentours de 2012, d'entrer en contact avec l'organisation « Autonome Antifa » et s'implique dans plusieurs projets collectifs autogérés dans le cadre des médias autonomes. Étant de plus en plus critique dans son milieu de travail, c'est-à-dire en tant que journaliste dans un grand journal hebdomadaire, il est licencié en 2014. Après une période de réflexion et de dépression, il décide en 2015 de s'impliquer dans la création d'un café autogéré au centre-ville d'Athènes.

En conséquence, le « Mouvement des places » et celui des « Indignés » à Syntagma a eu un effet de radicalisation auprès des personnes qui y ont participé, notamment celles qui, comme Vaggelis et Ektoras, avaient auparavant une affinité politique de gauche. Les militant-e-s antiautoritaires actives et actifs dans les « Assemblées de quartier » semblent partager l'idée qu'il y a eu une émulation importante dans leurs assemblées, entre autres avec l'arrivée de beaucoup de nouvelles personnes sans expérience militante. Orestis²⁵, militant dans un squat, souligne ainsi l'importance du contact de ces personnes avec les militant-e-s anarchistes pour que celles-ci aient une représentation sans stéréotypes d'un-e anarchiste. Leana, militante dans plusieurs initiatives écologistes antiautoritaires et cofondatrice d'un centre social autogéré à la fin de l'année 2010, mentionne que dans son « Assemblée de quartier », une majorité de personnes étaient issues du milieu antiautoritaire. Fragiskos²⁶, militant dans des groupes anarchistes à Exárcheia et actif à Syntagma en 2011, explique l'importance de l'organisation en assemblée horizontale :

L'outil de l'assemblée est très important parce que nous avons appris à écouter, à parler, et être productifs dans ce qu'on fait, pas dans le sens capitaliste de production,

²⁴ Entretien réalisé en juillet 2016, à Athènes.

²⁵ Entretien réalisé en juillet 2016, à Athènes.

²⁶ Entretien réalisé en juin 2016, à Athènes.

mais comme résultat. Production comme relation, c'est-à-dire approfondir les choses, approfondir nos relations, se connaître mieux et les autres, se faire confiance et pouvoir collaborer.

Pour celles/ceux qui ont participé et qui militaient dans des groupes antiautoritaires, le « Mouvement des places » a permis de diffuser plus largement les principes d'autogestion collective et d'intensifier les affinités personnelles et politiques grâce aux assemblées ouvertes. De plus, les militant-e-s antiautoritaires évoquent la présence d'une forte solidarité affective entre les « assemblées populaires », les centres sociaux autogérés, les squats et les centres de santé autogérés. Cette entraide prend aussi la forme d'une mobilisation massive, en 2012 et 2013, suite à l'éviction de trois squats athéniens, à savoir « Villa Amalias », « Lela Karagianni » et « Skaramangka », et d'un squat à Thessalonique, le « Delta »²⁷. D'après les communiqués et les affiches publiés dans « Kinimatorama », plus d'une dizaine de manifestations et de rassemblements se réalisent dans les rues d'Athènes, avec la participation active de plusieurs « assemblées populaires » qui créent et publient des affiches de soutien aux squats et à l'ensemble des lieux autogérés telles que :

²⁷ En 2014, parmi ces squats, seul « Lela Karagianni » est parvenu à maintenir son existence à travers une réoccupation du bâtiment sans l'intervention des autorités politiques.

**ΣΑΒΒΑΤΟ
16/02
11.00π.μ.
ΑΛΙΣΣΟΣ ΠΑΓΚΡΑΤΙΟΥ**
Ελευσίαν και Σπ. Μερκούρη

- Αυτονομη Συνέλευση Βυρώνων
- Αυτοδιοργανωμένοι Κοινωνικοί Χώροι Βίλα Ζωγράφου
- ΜΕΤΩΣΣ και Μεταρρυθμίτη ηχη καλλιέργειας της συνειδήσεως μας
- ΜΕΡΑΤΕΣ Αυτοδιοργανωμένοι Κοινωνικοί Χώροι
- Πρωτοβουλία κατοίκων Καισαριανής
- Συνέλευση Πλασών Παγκρατίου
- Συνέλευση για άρδεις ενάντια στα λαράκια Βυρώνων, Καισαριανής Παγκρατίου, Ζωγράφου
- Συνέλευση κατοίκων Βυρώνων, Καισαριανής, Παγκρατίου

ΠΟΡΕΙΑ ΑΛΛΗΛΕΓΓΥΗΣ ΣΤΙΣ ΚΑΤΑΛΗΨΕΙΣ ΚΑΙ ΤΟΥΣ ΑΥΤΟΟΡΓΑΝΩΜΕΝΟΥΣ ΧΩΡΟΥΣ
ΣΤΙΣ ΓΕΙΤΟΝΙΕΣ ΜΑΣ
ΠΑΓΚΡΑΤΙ / ΒΥΡΩΝΑ / ΚΑΙΣΑΡΙΑΝΗ / ΙΛΙΣΙΑ / ΖΩΓΡΑΦΟΥ

Δεν θα καταστρέψουν αυτό που δεν μπόρεσαν ποτέ να αντιληφθούν.

MANIFESTATION DANS NOS
QUARTIERS PAGRATI/ VYRONA/
KAIRARIANI /ILISIA/ ZOGRAFOU

SOLIDARITÉ AUX SQUATS ET
LIEUX AUTOGÉRÉS

(En haut à droite il y a une
énumération des différentes
assemblées et collectifs de ces cinq
quartiers)

Samedi 16/02, 11h. Parc de Pagrati.

*Ils ne vont pas réprimer ce qu'ils
n'ont jamais pu comprendre.*

Figure 4.1

À la fin de l'année 2014, certaines « assemblées populaires » disparaissent tandis que d'autres poursuivent leurs activités, parmi lesquelles un grand nombre d'actions antifascistes, et cela malgré une chute démographique des participant-e-s comme le mentionnent les militant-e-s antiautoritaires impliqué-e-s dans ces structures.

De surcroît, plusieurs militant-e-s soulignent l'importance d'élargir l'autogestion et les réseaux de solidarité dans le milieu du travail avec la création d'un nombre significatif de coopératives de travail dans le domaine de la restauration, qui maintiennent des liens étroits avec les luttes syndicales et antiautoritaires. Pour la majorité de ces coopératives, une des priorités est aussi de valoriser des produits locaux et internationaux au profit d'autres communautés de lutte (par exemple, le café

zapatiste), mais aussi d'offrir des espaces physiques pour l'organisation de rencontres politiques ou de soirées musicales servant à récolter de l'argent pour des projets solidaires.

En 2012, une structure pour renforcer le réseau d'entraide des coopératives voit le jour : le « Réseau des projets autogérés d'Athènes ». Celui-ci est créé pour renforcer le soutien mutuel entre les coopératives membres et offrir un soutien à d'autres nouveaux projets similaires, mais aussi pour participer au mouvement d'économie sociale et solidaire ainsi qu'au mouvement d'autogestion salariale. Il soutient aussi activement l'usine autogérée BIO.ME, dans la région de Thessalonique, devenue un symbole national de l'autogestion et de la production coopérative. Celle-ci, inspirée par le mouvement d'autogestion des usines en Argentine (Roos et Oikonomakis, 2014), se met à fonctionner en 2013 au moyen de l'occupation de 55 employé-e-s suite à la fermeture officielle de l'usine de fabrication de matériaux de construction en 2011.²⁸

Parallèlement à cette effervescence de l'autogestion salariale, plusieurs nouveaux syndicats de base participent à l'intensification d'une opposition aux autorités patronales et gouvernementales à travers des manifestations, des grèves et des actions de sabotage appuyées par « ESE » (Union Syndicale libertaire) et « Rosinante » (Initiative anarcho-syndicaliste), créé en 2012.

En résumé, à partir de 2011 l'identité des travailleur-euses autonomes et la politique de quartier en démocratie directe semblent ainsi devenir plus significative dans le mouvement antiautoritaire.

²⁸ BIO.ME fonctionne selon le principe de délibération horizontale et fabrique des produits d'entretien naturels.

Le « Mouvement des places » et celui des « Indignés » à Syndagma s'inscrivent donc dans la continuité des luttes anarchistes des années 2000, mais ils se distinguent cependant par l'effort plus important d'une partie du mouvement antiautoritaire à déployer une identité collective qui puisse simultanément critiquer et éduquer une audience externe : c'est-à-dire confronter des valeurs et des pratiques de la culture dominante tout en proposant des valeurs et des pratiques différentes (Bernstein, 2008 : 281). La délibération en assemblée n'est pas une simple forme d'organisation employée par les militant-e-s anarchistes; c'est aussi une tactique identitaire qui s'apprend et qui est à la source de créativité et de réinterprétation de l'action collective (Wood, 2012)²⁹. La création de nouveaux rapports sociaux qui s'opposent à l'individualisme et aux rapports marchands et hiérarchiques est présentée par les militant-e-s antiautoritaires comme étant souhaitable et possible au moyen de l'autogestion, l'entraide et l'organisation collective, et cela dans l'ensemble des sphères de la vie sociale et privée. « Lutter et délibérer ensemble » n'est pas un slogan abstrait visant à inciter les personnes à se mobiliser et diminuer la peur de l'insécurité sociale et le fatalisme causé par la crise économique; c'est une éthique de vie qui se construit dans l'immédiat, « ici et maintenant ». Le « Mouvement des places » a été donc pour les militant-e-s antiautoritaires une initiative fortement soutenue au moyen d'une désactivation partielle des frontières militantes dans l'objectif de tisser des nouvelles alliances et recruter des militant-e-s.

Comme le soulignent McAdam et Rucht (1993 : 68), la combinaison d'une diffusion de tactiques et d'idées à travers l'attribution d'une similarité identitaire (un peuple solidaire) et la définition commune d'un problème (la politique institutionnelle)

²⁹ Notons que la délibération en assemblée n'est cependant pas l'unique forme de délibération promue par les anarchistes.

entre des personnes ou des groupes militants distincts, favorise l'existence d'une cohésion sociale et idéologique plus importante entre eux. Tel qu'énoncé précédemment, les médias autonomes et les médias sociaux ont été très utilisés pour partager des valeurs et rendre visibles les pratiques de ce mouvement. Et, comme en Espagne chez les « Indignados », une des préoccupations politiques centrale du « Mouvement des places » est d'occuper un espace public et inclure le plus possible des personnes avec une faible ou aucune expérience militante dans l'élaboration de pratiques de démocratie délibérative (Fominaya, 2015), mais en excluant toutefois les personnes racistes. En effet le recrutement militant, ou du moins la formation de liens d'amitié ou de sympathie, semble avoir été réalisé de manière significative, notamment auprès de personnes qui ont plus de trente ans - comme c'est le cas des deux militant-e-s avec qui nous nous sommes entretenu-e-s. La base militante s'est ainsi élargie à la suite de ce mouvement social et a donné une impulsion plus grande à l'organisation militante autonome à l'échelle des quartiers et à la construction de « communautés de luttes » locales ainsi qu'à des projets autogérés, notamment les coopératives et les médias autonomes.

L'antifascisme de quartier constitue ainsi un exemple de communauté de lutte qui prend de l'ampleur dans cette période. Par exemple, en juin 2012, « l'Assemblée de la place Victoria », située dans un quartier du centre-ville particulièrement affecté par les agressions racistes, organise une « Fête de la résistance et de la solidarité » sur cette place. Par ailleurs, la mobilisation contre la pauvreté et l'isolement prend la forme de la mise en place de cuisines collectives gratuites par un nombre croissant de squats et de centres sociaux autogérés, ainsi que des assemblées de quartiers, lesquelles

organisent aussi des activités culturelles et festives, telles que des discussions, des pièces de théâtre, des concerts, etc.³⁰

Le « Mouvement des Places » révèle également la continuité de la démarcation identitaire réalisée par les militant-e-s antiautoritaires pour se différencier des autres acteurs politiques, à travers la valorisation de l'apprentissage politique, de l'entraide et la critique des relations sociales oppressives qui découlent de la mise en pratique de formes d'organisation plus égalitaires et autonomes dans des espaces publics.

4.2 Le déploiement des identités minoritaires

Le mouvement antiautoritaire grec se caractérise par une prévalence de l'identité de classe, celle des « prolétaires » et « exploité-e-s », à l'échelle nationale et internationale (par exemple les zapatistes, les militant-e-s kurdes, etc.) (voir le chapitre 2). Toutefois, bien que l'écologie et le féminisme radical fassent partie de l'agenda politique de certaines organisations militantes avant 2010, ces identités semblent être déployées de manière plus significative durant la période 2010 à 2014.

Avant de poursuivre, il nous semble important de préciser que « l'écologie radicale » et le « féminisme radical » sont des théories et pratiques militantes qui articulent les enjeux environnementaux ou féministes dans une perspective de transformation sociale radicale n'impliquant pas la politique institutionnelle. Elles critiquent et veulent

³⁰ Notons cependant que certaines assemblées de quartiers disparaissent à la fin de l'année 2014 tandis que d'autres poursuivent leurs activités.

abolir les inégalités écologiques et inégalités de genres générées par les rapports sociaux capitalistes, impérialistes et patriarcales, afin de construire une société qui permette l'épanouissement de tous les êtres vivants, indépendamment de leurs différences biologiques.

En ce qui a trait à l'écologie radicale, plusieurs groupes antiautoritaires, à Athènes et dans d'autres villes, organisent à partir de 2012 des manifestations en soutien aux luttes environnementales en lien avec des projets de développement capitaliste comme l'exploitation minière à Skouries dans la région de Thessalie, ainsi que le projet de construction d'un barrage hydroélectrique sur l'Achéloüs à Vovousa, dans la région de l'Épire. En se référant aux communiqués et affiches publiés sur « Kinimatorama », on constate que des groupes antispécistes tels que « Action Antispéciste », qui utilise le symbole international anarchiste du courant de l'anarcho-écologie (c'est-à-dire le drapeau noir et vert), organisent annuellement, depuis 2010, des manifestations contre l'industrie de la fourrure devant des magasins de fourrure au centre-ville. « Action Antispéciste » organise aussi en 2011 un rassemblement contre l'entreprise pharmaceutique « AstraZeneca », qui fait des expériences sur des animaux. Des discussions publiques dans les centres sociaux autogérés et les squats sont également organisées sur une variété de thèmes touchant à l'écologie radicale, comme le pillage de montagnes emblématiques d'Athènes, telles que Parnitha et Ymittos, par des projets immobiliers et routiers ; la décroissance et les luttes antiautoritaires ; les éco-communautés ; l'industrie de la fourrure ; l'écologie politique ; la marchandisation des parcs ; la notion de nature et d'anarchie ; l'industrie et la consommation de viande ; les structures autonomes et solidaires dans l'agriculture en Grèce ; et le mouvement écologique antiautoritaire aux États-Unis. À certaines occasions, des discussions sont

organisées avec des militant-e-s de groupes similaires à l'international, tels que le groupe états-uniens « EARTH FIRST ! ».

Par ailleurs, la valorisation de l'agriculture urbaine devient particulièrement populaire dans ces années avec la création de jardins collectifs par de nombreux squats et de centres sociaux autogérés à Athènes et ailleurs. Dans la lignée de cette pratique, le squat « Jardin Botanique », créé en 2009 dans la banlieue nord-ouest d'Athènes, promeut l'autosuffisance alimentaire et la préservation des semences traditionnelles, à travers, entre autres, des discussions publiques et l'organisation d'ateliers thématiques sur l'alimentation. Il organise même un événement, en février 2013, lié à l'apprentissage sur la culture de semences traditionnelles, intitulé : « Viens connaître un squat de l'intérieur ! Ne crois pas les infos télévisées ».

En ce qui concerne le féminisme radical, on constate que de plus en plus de groupes militants travaillent à rendre davantage visibles la présence des militantes et les enjeux féministes et de genres durant la période de 2010 à 2014. Ainsi, bien que la féminisation des qualificatifs « anarchistes », « antiautoritaire » et « camarades » à l'oral et à l'écrit se pratique avant 2010, elle semble être adoptée par un plus grand nombre de groupes antiautoritaires après 2010, même si cela peut être aussi lié au fait que de nouvelles organisations d'affinité féministe sont créées à ce moment-là.

D'après les communiqués et affiches publiés sur « Kinimatorama », les groupes militants antiautoritaires d'Athènes organisent, en 2011, un rassemblement contre les conditions de détention dans les prisons de femmes, en 2012, un rassemblement contre l'homo- et trans- phobie et, en 2014, un rassemblement contre l'homophobie à Pagkrati, un quartier proche du centre-ville, en réponse à l'attaque d'un couple homosexuel. Plusieurs discussions publiques dans les centres sociaux autogérés et les squats sont

également organisées : « Hommage à Katerina Gogou » ; « Les femmes et le travail » ; « La violence genrée » ; « Le sexe, la peur et l'espace public » ; « Les femmes dans la Résistance » ; « Louise Michel et la commune de Paris » ; « La répression de toute forme : racisme et sexisme » ; « La loi et les femmes séropositives » ; « La sexualité et le genre » ; « La transsexualité ».

De plus, de nouveaux groupes informels et organisations féministes autonomes émergent, ce que démontre la création en 2012 à Athènes de *Bra-stards* et *Gender asphyxia*, des groupes militants constitués dans l'objectif de lutter contre le racisme et les rapports de pouvoir qui oppriment les femmes et les personnes trans et homosexuelles. On peut également observer au même moment la création de « Migada » (signifiant Métisse), une organisation inspirée de l'ouvriérisme italien et active notamment à Exárcheia qui publie une revue mensuelle et organise de manière récurrente des débats-discussions en lien avec le féminisme, la lutte des classes et l'antifascisme.

En 2011, *Gender asphyxia* crée une affiche qui dénonce la culture du viol, avec le slogan : « Les violeurs ne sont pas une race spéciale, ce sont des hommes du quotidien ! Armons-nous contre le machisme diffus, prenons la rue ! » et, en 2014, une affiche en solidarité avec une femme qui a tué son conjoint violent. En 2014, *Bra-stards* publie et distribue dans plusieurs squats et centres sociaux autogérés une brochure expliquant leur militantisme et leurs expériences de vie intitulée « Réflexions et vécus dans le patriarcat ».

Par ailleurs, des groupes exclusivement queer comme *Nosotras* ou *Queericulum Vitae*, créés en 2009, graffent et publient régulièrement des affiches qui dénoncent le

racisme et l'homophobie avec des slogans tels que : « Pas de tolérance pour les racistes et les homophobes, écrasons-les ! » (Eleftheriadis, 2013 : 1046). Ils sont aussi à l'origine d'événements festifs, artistiques et politiques à travers la création du Queer Festival, dont l'édition de 2010 a été organisée sur trois jours dans deux squats et un centre social autogéré à Athènes, et celle de 2014 a été organisée sur quatre jours dans le squat « EMBROS ».

La dénonciation d'agressions sexuelles et de la culture du viol ainsi que la dénonciation du racisme constituent les deux campagnes de mobilisation qui fédèrent de nombreux groupes féministes et queer radicaux, notamment en 2012 suite à la répression de femmes séropositives par le gouvernement et la police. Ces dernières ont été arrêtées, dépistées sans leur consentement et accusées d'être étrangères et dangereuses pour la santé publique (Burgi, 2017 : 104).

Au-delà des réseaux existants avec les militant-e-s anarchistes internationaux qui se mobilisent sur les enjeux d'écologie radicale et les enjeux de féminisme et de genre, à partir de 2010, ces « identités minoritaires » semblent obtenir une reconnaissance plus significative à l'intérieur du mouvement antiautoritaire. Cela restructure alors certaines organisations militantes par l'inclusion de ces enjeux dans l'agenda militant et transforme également le paysage organisationnel militant à travers la formation de nouveaux groupes et structures militantes exclusivement liées à ces identités. Cette effervescence organisationnelle ne se limite toutefois pas à l'année 2014 et continue dans les années qui suivent avec par exemple la création, en 2016, de Cyclopi, un squat explicitement féministe et queer et à l'origine du Queer Feminist Spring Festival. Ce festival, qui s'est produit sur quatre jours en avril 2017, à Athènes, est constitué d'ateliers théoriques sur l'histoire et les théories queer et féministes en Grèce et ailleurs,

d'ateliers pratiques en lien avec des activités artistiques subversives (zines, documentaires, etc.) et des discussions au sujet de l'intersectionnalité des luttes incluant les enjeux de genre, l'anticapitalisme et l'antifascisme.

Ainsi, les féministes/queer et écologistes radicaux impliqué-e-s dans des organisations antiautoritaires à Athènes procèdent à un déploiement identitaire dans l'ensemble de l'espace public allant de pair avec la construction d'identités critiques par rapport à celles qui sont hégémoniques dans la société et le mouvement anarchiste grec, par le biais d'un travail d'éducation populaire au sein même et à l'extérieur de la communauté militante. Cette éducation populaire consiste notamment à valoriser des narrations militantes axées sur les expériences d'oppression vécues par les personnes qui ne s'identifient pas en tant qu'homme ou personne hétérosexuelle, et celles qui mettent en lumière la domination des êtres vivants non-humains, afin de redéfinir les frontières militantes du « nous » et élargir la signification du cadre d'action collective de « solidarité » et celui de « l'autonomie individuelle et collective » par une inclusion plus significative de ces acteurs politiques.

4.3 Conclusion de chapitre

Le mouvement anarchiste se caractérise par deux dynamiques parallèles, mais non exclusives, de diffusion de la culture antiautoritaire entre 2010 et 2014 sous-tendues par un travail de désactivation et de redéfinition de la frontière identitaire du mouvement. D'une part, il y a la diffusion des pratiques d'autogestion collective et de la démocratie délibérative auprès de personnes peu ou pas politisées, à travers les «

assemblées populaires ». D'autre part, il y a la diffusion (directe et indirecte) des discours et des pratiques d'identités collectives préexistantes dans le mouvement antiautoritaire mais marginales, celles du féminisme et de l'écologie radicale, auprès de personnes peu ou pas politisées, mais aussi auprès des militant-e-s anarchiste.

Ces diffusions se réalisent simultanément par des organisations préexistantes ainsi que des organisations nouvellement formées qui sont souvent rattachées à des squats et des centres sociaux autogérés, préexistant ou non. L'usage de médias autonomes est considérable dans la reconnaissance de ces identités politiques, l'espace public, notamment la rue, semble être aussi fondamental dans ces processus de diffusion et de redéfinition de l'identité collective du mouvement anarchiste. Ils sont à la fois des lieux, physiques ou virtuels, pour la contestation et des enjeux en soi de revendication (Sewell, 2001) à savoir d'appropriation. En continuité avec le répertoire d'action antiautoritaire d'avant 2010, les militant-e-s antiautoritaires attribuent à la rue et aux « places publiques » une valeur utilitaire, en tant que ressource physique permettant l'organisation de mobilisations de visibilité publique et en tant que tactique de recrutement et renforcement des réseaux affinitaires entre les militant-e-s et sympathisant-e-s. Ils et elles lui attribuent également une signification symbolique qui semble être amplifiée après 2011 par les émotions partagées dans ces lieux et le développement d'un plus grand sentiment d'appartenance.

Plusieurs militant-e-s qui ont participé à nos entretiens font écho à l'apprentissage de l'autonomie collective au quotidien et à l'importance croissante des enjeux écologistes et féministes, parallèlement aux préoccupations et stratégies de lutte contre le fascisme et le capitalisme, inhérentes aux identités politiques majoritaires du mouvement antiautoritaire jusqu'en 2010. Aussi, les groupes antiautoritaires qui

s'organisent principalement autour de ces enjeux, accentuent leur travail de critique et d'éducation populaire, souvent en collaboration avec d'autres organisations aux affinités politiques similaires, en insistant sur des activités publiques d'information et des actions collectives dans la rue. De ce fait, la frontière identitaire du mouvement antiautoritaire est redéfinie par l'inclusion plus significative d'identités et de problématiques sociales sous-estimées au sein de et hors de la communauté militante.

Toutefois, dans le cadre du « Mouvement des places » auquel de nombreuses/eux militant-e-es libertaires ont été impliqué-e-s en 2011, la frontière identitaire semble avoir été « désactivée » (Tarrow et Tilly, 2007) par plusieurs militant-e-s dans le cadre de leur mobilisation. C'est-à-dire qu'une partie significative d'entre elles et eux n'ont pas affirmé explicitement leur identité politique pour mettre plutôt l'accent sur le partage et l'expérimentation de pratiques antiautoritaire au quotidien sur une place publique, dans une logique de plus grande inclusion sociale de personnes, à l'exception de celles ayant des discours et comportements racistes. En ce sens, pour le mouvement antiautoritaire, le « Mouvement des places » a été un moment stratégique pour le recrutement de nouvelles et nouveaux militant-e-s et pour l'élargissement des affinités militantes à travers, entre autres, la création de nouvelles organisations alliées telles que les « assemblées populaires ».

CONCLUSION

Un mouvement social émerge dans un contexte spatio-temporel précis et évolue dans le temps et l'espace. Ancré dans une culture politique singulière à partir de laquelle se construit une identité collective partagée par les militant-e-s, celle-ci se transforme en fonction de la dynamique contestataire du mouvement social (l'interaction des militant-e-s, de leurs allié-e-s et opposant-e-s) influencée par les changements structurels majeurs (guerre, crise, etc.) et l'agentivité des militant-e-s (tactiques et stratégies de mobilisation).

Ainsi, dans le temps d'existence d'un mouvement social, sa culture politique et son identité collective ne constituent pas une réalité statique, mais davantage un processus central dans sa structure organisationnelle et ses formes d'action (Melucci, 1989; Staggenborg, 1998 ; Taylor et Whittier 1995 ; Tarrow, 1992 ; Polletta, 2002 ; Sarrasin, 2014). De ce fait la mobilisation d'un mouvement social est susceptible de changer aussi bien dans un espace géographique et temporel précis, que sur le long terme, résultant de facteurs externes (transformations macro-structurelles et culturelles de l'environnement sociopolitique) et internes au mouvement social (transformations organisationnelles et culturelles de groupes et structures militantes).

De ce fait, pour saisir comment la culture politique d'un mouvement social se transforme en l'espace de plusieurs années, il semble nécessaire de s'intéresser au processus de construction de son identité collective par les militant-e-s, dans une période socio-historique donnée, tout en tenant compte des temporalités antérieures de

son émergence et de son développement (Sarrasin, 2014). La littérature scientifique est abondante en ce qui a trait à l'analyse de l'identité collective des mouvements sociaux dans une période donnée, mais elle est plus limitée en ce qui concerne celle des mouvements autonomes/ anarchistes/antiautoritaires (della Porta et Rucht, 1995 ; Kitis, 2015 ; Sarrasin et al. 2012 ; Sarrasin, 2014 ; Williams, 2017 ; Wood, 2012).

Partant de ces constats, ce mémoire souhaite s'est penché sur le cas du mouvement antiautoritaire grec contemporain, et précisément sur la transformation de son identité collective dans la période 2010 à 2014, comparativement à sa morphologie militante d'avant 2010 : période marquée par des changements structurels et culturels de grande ampleur (la crise économique et le renforcement des discours et pratiques racistes et homophobes dans l'espace public). Nous avons fait l'hypothèse que la diversification des organisations militantes et l'inclusion plus significative de problématiques liées à l'écologie et au féminisme radical qui caractérise le mouvement anarchiste grec dans cette période est étroitement liée à une construction identitaire qui se réalise à travers deux processus. Le premier étant un processus de démarcation de son identité collective par rapport aux autres acteurs politiques (État, partis politiques, personnes véhiculant une idéologie raciste et homophobe) qui implique une mobilisation spécifique liée à la crise économique et la mobilisation fasciste. Le deuxième étant un processus de désactivation et redéfinition de la frontière identitaire du mouvement, dans le cadre de certains épisodes contestataires comme le Mouvement des Indignés en 2011 ainsi que dans la valorisation dans divers espaces organisationnels d'enjeux féministes et écologistes.

Retour sur les résultats de recherche

Grâce aux entretiens réalisés auprès de quatorze militant-e-s antiautoritaires et un large corpus de communiqués et d'affiches publiés dans la plateforme d'information « Kinimatorama », nous avons collecté des données précieuses dans la compréhension des dynamiques identitaires du mouvement antiautoritaire grec entre 2010 et 2014 . Il est également important de souligner que nous avons aussi fait de l'observation participante dans un collectif antiautoritaire grec (cuisine collective dans un centre social autogéré), ainsi que dans le cadre d'autres activités militantes (assemblées dans un squat et un centre social autogéré dans le cadre de question relative à la cuisine collective, manifestation en soutien aux réfugié.e.s, festival antiraciste). Si la période de réalisation de cette observation participante est postérieure à la période étudiée au sein de cette recherche, elle a été néanmoins nécessaire dans notre possibilité de rencontrer des militant-e-s et établir des liens de confiance au-delà des personnes contactées à travers notre réseau social.

Au cours de cette étude, nous avons tenté de montrer comment l'identité collective du mouvement anarchiste grec s'est transformée au cours de la période 2010 – 2014. Cette transformation est notamment survenue par le biais de processus parallèles de démarcation identitaire et de redéfinition identitaire fondée sur un travail de cadrage des menaces sociales extérieures ; de débats internes dans le cas de Marfin ; de diffusion, notamment relationnel, des valeurs et des pratiques relevant de l'autogestion et de solidarité, au niveau local (quartier) et national ; mais aussi de reconnaissance de

relations d'oppressions qui ne relèvent pas exclusivement des structures d'inégalités économiques et ethniques.

En effet, la mobilisation des militant-e-s s'est cristallisée dans une confrontation politique vis-à-vis des acteurs politiques estimés responsables de la paupérisation et précarisation liée à la crise économique (notamment les gouvernements grecs, les partis politiques et institutions européennes). Ainsi que de ceux estimés responsables de la répression physique et morale de personnes homosexuelles, immigré-e-s et militant-e-s de gauche/antiautoritaires, à savoir les gouvernements, la police, les membres d' « Aube Dorée » et toute autre organisation raciste. Malgré l'existence de fractions et de tensions internes, notamment au sujet des tactiques concernant le lien des militant-e-s avec les personnes extérieures à la communauté militante, nous avons argumenté sur la prévalence d'alliances, formelles et informelles entre groupes militants et personnes non-militantes qui résultent d'un cadrage de la « crise » et du « fascisme » en tant que menaces sociales dont l'urgence nécessite une convergence des luttes.

Parallèlement à la création de structures d'entraide comme les cliniques de santé autogérées et aux mobilisations pour dénoncer la crise et le fascisme, un travail de diffusion de pratiques et idées antiautoritaires, notamment l'autogestion et la démocratie délibérative, s'est effectué dans une échelle plus locale dans le cadre du « Mouvement des places » à Syntagma et dans plusieurs autres quartiers d'Athènes en 2011 par des militant-e-s antiautoritaire. Cela a contribué à une radicalisation et un recrutement de nouvelles personnes à l'intérieur d'organisations et infrastructures préexistantes, mais aussi nouvelles comme des médias autonomes ou les « Assemblées populaires » dont plusieurs sont toujours en activité aujourd'hui en 2019. Bien que celles-ci ne soient pas explicitement antiautoritaire, leur forme d'organisation

horizontale et autogérée est d'inspiration anarchiste et ce sont des espaces qui s'identifient aux infrastructures antiautoritaires tels que les squats et les centres sociaux autogérés.

Par ailleurs, cette étude a mis en évidence l'affirmation identitaire des groupes militants qui se mobilisent essentiellement sur les enjeux de genre et d'écologie radicale, enjeux qui ont fait l'objet d'une diffusion directe et indirecte (médias autonomes, notamment affiches, revues et brochures, mais aussi sites) plus significative à l'intérieur et l'extérieur de la communauté militante. Ainsi, des groupes militants nouvellement créés ou rattachés à des organisations préexistantes ont travaillé à redéfinir les frontières du mouvement antiautoritaire grec dans l'objectif d'approfondir l'analyse théorique et les pratiques militantes à travers la reconnaissance et dénonciation des différentes formes d'oppression et de leur caractère intersectionnel.

En empruntant la notion de démarcation identitaire développée par Verta Taylor et Nancy Whittier (1992), on constate alors que la frontière identitaire du mouvement antiautoritaire grec est énoncée de manière explicite dans la mobilisation d'un « NOUS » hétéroclite contre « EUX » : le gouvernement et la Troïka, les entreprises capitalistes à l'origine de projets de développement, l'industrie agroalimentaire et les autres industries liées à la maltraitance animale, ainsi que tous les acteurs politiques qui valorisent des rapports sociaux racistes, sexistes et homophobes. Le « NOUS » semblerait ainsi désigner l'ensemble des personnes et organisations qui critiquent et s'opposent à la fois à tout acteur politique porteur de l'idéologie fasciste et capitaliste ainsi qu'au système de domination patriarcal et hétéronormatif. La frontière identitaire est cependant désactivée par les militant-e-s qui se sont impliqué-e-s dans le « Mouvement des places » en 2011, car elles et ils ont privilégié l'expérimentation

politique et l'éducation populaire à l'autogestion et à la démocratie délibérative. Cette désactivation répondrait ainsi à une stratégie militante de développement d'identités radicales, facilitant l'apprentissage politique et le recrutement militant. Celle-ci est fortement rattachée à la tendance « sociale » du mouvement anarchiste qui semble s'être amplifiée après l'incident de « Marfin » et en réponse à la crise économique.

En conséquence, dans le cadre d'un environnement socio-politique particulièrement hostile entre 2010 et 2014, l'identité collective et la culture politique du mouvement antiautoritaire grec ont connu des transformations significatives au niveau organisationnel et idéologique, impliquant une expression identitaire plus diversifiée dans ses enjeux de mobilisation, plus attentive à l'action directe locale (identité de quartier) et à la création de coalitions et coordinations plus formelles, ainsi qu'à l'inclusion de personnes extérieures au mouvement, peu ou pas politisées. En 2014, l'identité de classe et l'identité cosmopolite demeurent majoritaires dans l'agenda politique de la communauté militante, mais elles tendent à converger avec d'autres identités comme l'identité de quartier et l'affirmation du genre et de la pluralité des identités sexuelles, en redéfinissant de la sorte l'articulation des frontières identitaires du mouvement antiautoritaire et son processus de conciliation identitaire entre les différentes tactiques et stratégies politiques valorisées par les militant-e-s.

L'élargissement démographique et organisationnel de la communauté anarchiste entre 2010 et 2014 s'est donc traduit par une transformation de sa culture politique à travers un travail militant de reproduction culturelle (symboles, répertoires d'action et d'organisation), ainsi que de création de nouveaux « imaginaires et récits collectifs » (Polletta, 1998).

Retour sur les entretiens

Les données de recherche sont influencées par la nature des entretiens réalisés. Et nous reconnaissons ainsi l'existence d'un certain biais dans la représentation démographique des militant-e-s. En effet, les entretiens n'impliquent qu'une seule personne ayant fait partie de la génération militante des années 1990 et seulement deux personnes qui s'identifient en tant que femmes. Nous avons toutefois eu des discussions informelles avec des personnes de la plus ancienne génération militante et des militantes, mais aucune d'entre elles n'ont souhaité nous accorder un entretien.

Étant donné que cette étude ne portait pas sur une comparaison en tant que telle entre les générations militantes des années 1990 et 2000 (voir les travaux de Whittier 1995 sur les cohortes militantes féministes), nous pensons que ce biais démographique générationnel n'a pas été trop déterminant. C'est néanmoins un aspect important à souligner puisqu'il semblerait qu'il y ait des tensions générationnelles dans le mouvement antiautoritaire qui se manifestent dans le cadre de mobilisations féministes radicales ou dans les débats sur l'usage et définition de la violence dans le répertoire d'action militant.

En ce qui concerne la sous-représentation des militantes et l'absence des militant-e-s queer, il s'agit d'un biais plus important qui résulte de la particularité de nos rencontres et de notre réseau militant en tant que membre du collectif de cuisine collective dans le centre social autogéré « Autonomo steki ». Il apparaît important de reconnaître l'existence de la contingence liée au hasard des rencontres et le recrutement par effet « boule de neige », le refus de réaliser un entretien par certaines personnes

ainsi que la difficulté de parvenir à concrétiser un entretien avec une militante queer en raison de sa faible disponibilité. Consciente de cette faiblesse, nous espérons remédier à cela dans des recherches futures sur ce sujet, notamment par une plus grande implication au sein des collectifs féministes antiautoritaires.

D'autre part, il y a une surreprésentation de personnes qui ont fait des études avancées en partie en raison de l'échantillonnage à travers notre réseau social et le recrutement par effet « boule de neige ». Ce biais nous apparaît peu déterminant parce qu'il est probable que la majorité des militant-e-s antiautoritaires soient des personnes détenant une formation supérieure (université ou institut technologique), ce qui expliquerait la forte identité étudiante présente dans le mouvement antiautoritaire grec depuis sa création. L'étude statistique de Mavris sur les idéologies politiques contemporaines en Grèce (2017) semble aussi conforter cette hypothèse mais elle nécessiterait d'être étudiée plus en profondeur.

Ouverture et pistes de réflexion

Dans les années qui suivent, la dynamique de contestation anarchiste maintient son effervescence organisationnelle notamment dans des projets de coordination et de création d'infrastructures, orientées dans une perspective internationale.

Ainsi, quelques collectifs antiautoritaires grecs organisent en 2015, une Campagne anarchiste de solidarité dite « Three Bridges » (Trois Ponts), en coopération avec l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA-IAF), pour mettre en place une « Rencontre anarchiste méditerranéenne » en Grèce. Celle-ci a eu lieu du 9 au 19 octobre

2015 qui impliqua plusieurs débats et discussions, dans des squats et dans des locaux universitaires³¹, ainsi que des manifestations dans différentes villes (Athènes, Thessalonique, Patras, Larissa, Rethymnon, Héraklion et Chania) ont été organisés.

Dans la même période, suite à l'appel à la création d'une fédération anarchiste par différents collectifs, une nouvelle organisation se crée : l'Organisation Politique Anarchiste composée de quatre groupes basés dans différentes villes. À l'origine d'un journal intitulé « Terre et Liberté » et d'un site web comme c'est le cas de la majorité des groupes militants grecs, ces militant-e-s font la promotion de l'anarchie et du communisme libertaire.

Si dans les années 2000 la Grèce accueille plusieurs centaines de réfugié-e-s en provenance notamment des régions d'Afrique (Congo, Sénégal, Cameroun, Egypte,...) et d'Asie centrale (Iran, Afghanistan, Irak, Turquie,...), entre 2015 et 2019, elle accueille des milliers de réfugié-e-s en provenance surtout de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, lesquels transitent vers d'autres pays européens. Face à cette crise humanitaire un large mouvement de solidarité émerge à partir de 2015, qui se caractérise à Athènes et d'autres villes grecques par la création de camps d'hébergement d'urgence par l'État ainsi que des « campement sauvage » dans des parcs publics. Au sein de ce mouvement, de nombreux groupes militants anarchistes mettent en place des structures de solidarité, à savoir la création de nouveaux squats dédiés aux réfugié-e-s. À l'intérieur de ces squats, des unités de support et de soutien médical ainsi que des espaces de jeux sont mis sur pieds. Dans certains cas, et nous en avons été témoin en tant que membre d'un collectif de cuisine collective en 2016, des réseaux d'entraide se sont formés ralliant des membres issus de différents centres

³¹ Ces événements incluent aussi la distribution de matériel militant et vente de livres antiautoritaires.

autogérés et squats en matière d'alimentation, c'est-à-dire garantir l'approvisionnement quotidien de repas équilibrés aux réfugié-e-s vivant dans les squats ne disposant pas d'infrastructures permettant de cuisiner. D'autre part, des militant-e-s impliqué-e-s dans les enjeux d'oppression lié au genre mettent en place des réseaux d'entraide autogérés pour les réfugié-e-s trans et homosexuelles.

En 2016, au moment où nous réalisons la collecte de données à Athènes, certain-e-s militant-e-s m'ont parlé du phénomène d'épuisement militant et de pessimisme en lien entre autres avec la capacité de poursuivre « efficacement » les mobilisations à l'encontre du gouvernement et du fascisme ainsi que les activités des diverses structures créés dans les années précédentes. En effet, entre 2016 et 2019, se maintiennent les mobilisations en solidarité avec les « prisonniers politiques » et les procès de militant-e-s dont une des accusations communes concerne l'affinité avec le groupe armé « Conspiration des Cellules de Feu ». D'autre part, à la continuité de la précarisation et de l'appauvrissement de la population par les politiques d'austérité, ainsi que celle des politiques gouvernementales et européennes jugées racistes telles que les camps de détention pour réfugié-e-s, se rajoutent la continuité des agressions et attaques de groupes nationalistes et xénophobes sur des individus et des squats.

Les efforts pour élaborer des actions collectives suscitant la passion auprès de potentiel-l-e-s recru-e-s et faire perdurer la motivation des membres est un travail continu dans un mouvement social (Polletta, 2002), surtout lorsque les adversaires politiques sont nombreux et font de la contre-mobilisation (Jasper et Poulsen, 1993).

Tel que ce mémoire visait à démontrer, la place de l'agentivité individuelle et collective à l'intérieur d'une organisation ou d'une structure militante est centrale dans la construction identitaire du mouvement autonome, qui, au-delà de la victoire ou non

de ses diverses mobilisations et des conflits identitaires entre les groupes militants, partage un projet politique de transformation culturelle globale. En ce sens, le mouvement anarchiste grec fait partie d'un réseau militant international, signifiant l'existence de relations interpersonnelles importantes à distance, mais aussi de proximité. Cela favorise le partage et l'échange de tactiques et d'expériences militantes comme ce fut le cas pour le « Mouvement des places » en 2011, ou dans la mobilisation contre le projet minier à Skouries en 2013 (Calvário et al. 2016). C'est un aspect qui mérite toutefois d'être étudié davantage, notamment en ce qui a trait à la spécificité de ces rapports et de leur influence sur les processus identitaires du mouvement anarchiste grec contemporain.

Cette recherche souhaite ainsi enrichir les travaux existants sur la transformation de l'identité collective d'un mouvement social, et notamment ceux qui s'intéressent plus spécifiquement aux mouvements sociaux antiautoritaires, dont l'étude reste marginale. Dans la continuité des études sur le changement de la culture politique d'un mouvement ou d'une organisation (Ancelovici, 2013 ; Sarrasin, 2014 ; Polletta et Jasper, 2001 ; Whittier, 1995), ce mémoire met en évidence le fait que l'identité collective d'un mouvement social et sa culture politique évoluent dans le temps et l'espace sous l'impulsion de facteurs endogènes, aux niveaux micro et meso. Les militant-e-s d'un mouvement social se mobilisent ainsi dans une dynamique continue de reproduction, mais aussi de renouvellement identitaire alimenté par des débats internes et l'intégration de nouveaux acteurs dans la communauté militante.

En ce qui concerne les mouvements antiautoritaires et anarchistes, les pratiques développées par la diversité d'acteurs qui composent le mouvement s'arriment à un travail de redéfinition des relations sociales, autant à l'interne qu'à l'externe, visant à

s'émanciper de l'ensemble des rapports sociaux oppressifs. Or comme le souligne Rachel Sarrasin (2014), la prise en compte de la diversité dans une communauté antiautoritaire suscite des tensions parfois très fortes, comme dans le cas du mouvement antiautoritaire grec. Bien que la conciliation des différentes identités militantes soit un défi constant, cette diversité se traduit par une richesse organisationnelle significative des mouvements antiautoritaires (Williams, 2017) et permet un développement et une expérimentation considérables d'espaces et de structures subversives. Cette recherche propose donc une piste de réflexion sur ces enjeux, ainsi que sur le caractère fédérateur de conjonctures critiques identifiées comme des menaces par les militant-e-s, telle qu'une crise économique ou l'augmentation de la répression.

BIBLIOGRAPHIE

- Agrikoliansky, E., et Dufour, P. (2009). Les frontières des mouvements sociaux/Les mouvements sociaux aux frontières. *Politique et sociétés*, 28(1), 3-11.
- AK (Courant Antiautoritaire). Site officiel : <https://www.antiauthoritarian.gr>
- Alexopoulos, C. (2011). Mouvements anarchistes et contestation La Grèce inconnue d'aujourd'hui, de l'autre côté du miroir. J. Dalègre. Paris, L'Harmattan: 82-91.
- Ancelovici, M. (2013). The Origins and Dynamics of Organizational Resilience: A Comparative Study of two French labor organizations. Dans *Social Resilience in the Neoliberal Era*. P. Hall and M. Lamont (eds). New York, Cambridge University Press: 346-375.
- Ancelovici, M. (2015). Crisis and Contention in Europe: A Political Process Account of Anti-Austerity Protests. *Europe's Prolonged Crisis. The Making or the Unmaking of a Political Union*. H.-J. Trenz, C. Ruzza and V. Guiraudon (eds). London, Palgrave Macmillan.
- Andronikidou, A. and I. Kovras (2012). Cultures of Rioting and Anti-Systemic Politics in Southern Europe. *West European Politics* 35(4): 707-725.
<https://doi.org/10.1080/01402382.2012.682342>
- Antonopoulos, 28-03-2013, <https://www.lifo.gr/mag/features/3714>
« Exárcheia : une histoire d'amour et de remise en question », (En Grec), *Lifo*.
- Armstrong, E. A., & Bernstein, M. (2008). Culture, power, and institutions: A multi-institutional politics approach to social movements. *Sociological theory*, 26(1), 74-99. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9558.2008.00319.x>

- Aslanidis, P. (2016). Populist social movements of the great recession. *Mobilization: An International Quarterly*, 21(3), 301-321. <https://doi.org/10.17813/1086-671X-20-3-301>
- Aslanidis, P. and N. Marantzidis (2016). The Impact of the Greek Indignados on Greek Politics. *Southeastern Europe*, 40(2): 125-157. <https://doi.org/10.1163/18763332-04002001>
- Benford, R. D., & Snow, D. A. (2000). Framing processes and social movements: An overview and assessment. *Annual review of sociology*, 26(1), 611-639. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.611>
- Bernstein, M. (2008). The analytic dimensions of identity: A political identity framework. *Identity Work in Social Movements*. J. Reger, D. J. Myers and R. L. Einwohner (eds). University of Minnesota Press: 277-301.
- Berstein, S. (1999). *Les cultures politiques en France*. Paris, Edition du Seuil.
- Blee, K. (2012), *Democracy in the Making: How Activist Groups Form*. Oxford University Press.
- Blee, M.K. et Taylor, V. (2002). Semi-structured interviewing in social movement research. Dans Staggenborg, S. et Klandermans, B. (dir.), *Methods of Social Movement Research* (p. 92-117). Minnesota: University of Minnesota Press.
- Boukalas, C. (2011). No one is revolutionary until the revolution! A long, hard reflection on Athenian anarchy through the prism of a burning bank. *Revolt and Crisis in Greece: Between a Present to Pass and a Future Still to Come*. A. Vradis and D. Dalakoglou (eds). Oakland, AK Press & Occupied London: 279 - 298
- Burgi, N. (2017). Le démantèlement méthodique et tragique des institutions grecques de santé publique. *La Revue de l'Ires*, (1), 77-110.
- Calvário, R., Velegrakis, G., et Kaika, M. (2017). The political ecology of austerity: An analysis of socio-environmental conflict under crisis in Greece. *Capitalism Nature Socialism*, 28(3),69-87. <https://doi.org/10.1080/10455752.2016.1260147>

- Cheliotis, L. K. and S. Xenakis (2016). Punishment and political systems: State punitiveness in post-dictatorial Greece. *Punishment & Society*, 18(3): 268-300. <https://doi.org/10.1177/1462474516645690>
- Clemens, E. S. (1993). Organizational Repertoires and Institutional Change: Women's Groups and the Transformation of U.S. Politics, 1890-1920. *American Journal of Sociology*, 98(4): 755-798.
- Croeser, S., et Highfield, T. (2015). Harboursing dissent: Greek independent and social media and the antifascist movement. *Fibreculture*, 26, 136-157.
- Dagkouli-Kyriakoglou, M. (2018). *The onslaught against the Greek squatting movement and the value that it produces*. Gentrification as a Global Strategy : Neil Smith and Beyond. A. Albet and N. Benach (eds.), Routledge: 259-268.
- Davis, J. E. (2002). Narrative and Social Movements: The power of stories. Dans *Stories of change*. J. E. Davis (ed.). Albany, State University of New York Press: 3-30.
- DIKTYO (2009). *20 ans de libertés et liberté. Historique du Réseau pour les droits politiques et sociaux*. (En grec).
- Dupuis-Déri, F. (2014). *Who's afraid of the black blocs? Anarchy in action around the world*, PM Press.
- Eleftheriadis, K. (2015). Queer Responses to Austerity: Insights from the Greece of Crisis. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 14(4).
- Flesher Fominaya, C. (2015). Debunking spontaneity: Spain's 15-M/Indignados as autonomous movement. *Social Movement Studies*, 14(2), 142-163. <https://doi.org/10.1080/14742837.2014.945075>
- Fominaya, C. F. (2010). Creating cohesion from diversity: The challenge of collective identity formation in the global justice movement. *Sociological Inquiry*, 80(3), 377 - 404. <https://doi.org/10.1111/j.1475-682X.2010.00339>

- Gamson, J. (1997). Messages of exclusion: Gender, movements, and symbolic boundaries. *Gender & Society* 11(2): 178-199.
<https://doi.org/10.1177/089124397011002003>
- Gerodimos, R. (2012). The ideology of far-left populism in Greece: Blame, victimhood and revenge in the discourse of Greek anarchists. *Political Studies*, 63(3), 608-625. <https://doi.org/10.1111/1467-9248.12079>
- Giannitsis, T., et Zografakis, S. (2015). *Greece: Solidarity and adjustment in times of crisis* (No. 38). IMK Study.
- Giovanopoulos, C. and D. Dalakoglou (2011). From ruptures to eruption: A genealogy of post-dictatorial revolts in Greece. Dans *Revolt and Crisis in Greece: Between a Present to Pass and a Future Still to Come*. A. Vradis and D. Dalakoglou (eds). Oakland, AK Press & Occupied London: 91-114.
- Goodwin, J. (2012). Conclusion: Are protestors Opportunists? Fifty Tests. Dans *Contention in context: political opportunities and the emergence of protest*. J. Goodwin et J.M Jasper (eds). California, Standford University Press : 277-300.
- Gordon, U. (2008). *Anarchy alive! anti-authoritarian politics from practice to theory*. London, Pluto Press.
- Hadjimichalis, C. (2013). From streets and squares to radical political emancipation? Resistance lessons from Athens during the crisis. *Human Geography*, 6(2), 116-136.
- Handcock, M. S. and K. J. Gile (2011). Comment: On the case of snowball sampling. *Sociological Methodology* 41(1): 367-371. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9531.2011.01243>
- Hunt, S. A., & Benford, R. D. (2004). Collective identity, solidarity, and commitment. *The Blackwell companion to social movements*. D.A. Snow et S.A. Soule (eds.): 433 - 457.
- Inglehart, R. (1990). *Cultural Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton University Press.

- Inglehart, R. (1997). *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*. Princeton.
- Jasper, J. M., et Poulsen, J. (1993). Fighting back: Vulnerabilities, blunders, and countermobilization by the targets in three animal rights campaigns. In *Sociological Forum*. Vol. 8, No. 4, pp. 639-657.
<https://doi.org/10.1007/BF01115215>
- Jasper, J. M., et Poulsen, J. D. (1995). Recruiting strangers and friends: Moral shocks and social networks in animal rights and anti-nuclear protests. *Social Problems*, 42(4), 493-512.
- Jeppesen, S. (2010). Creating guerilla texts in rhizomatic value-practices on the sliding scale of autonomy: toward an anti-authoritarian cultural logic. *New perspectives on Anarchism*. N. Jun and S. Wahl (eds.), Lexington Books, pp.473-496.
- Kaika, M., et Karaliotas, L. (2014). The spatialization of democratic politics: Insights from Indignant Squares. *European Urban and Regional Studies*, 23(4), 556-570
<https://doi.org/10.1177/0969776414528928>
- Kallianos, Y. (2013). Agency of the street: Crisis, radical politics and the production of public space in Athens 2008–12. *City*, 17(4), 548-557.
<https://doi.org/10.1080/13604813.2013.812368>
- Kalyvas, A. (2010). An anomaly? Some reflections on the Greek December 2008. *Constellations*, 17(2), 351-365. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8675.2010.00597>
- Kanellopoulos, K. (2012). The accidental eruption of an anarchist protest. Dans *Violent Protest, Contentious Politics, and the Neoliberal State*, S. Seferiades et H. Jonhston (eds.): 171-181
- Kanellopoulos, K., Kostopoulos, K., Papanikolopoulos, D., et Rongas, V. (2016). Competing modes of coordination in the Greek anti-austerity campaign, 2010 - 2012. *Social Movement Studies*, 16(1), 101-118.
<https://doi.org/10.1080/14742837.2016.1153464>

- Karakioulafis, C. (2013). Les syndicats dans la ligne de mire de la troïka. *Chronique internationale de l'IRES*, 143, 121-132.
- Kavada, A. and O. Dimitriou (2017). Protest Spaces Online and Offline: The Indignant Movement in Syntagma Square. Dans *Protest Camps in International Context: Spaces, Infrastructures and Media of Resistance*. G. F. Brown, Anna, F. Frenzel and P. McCurdy (eds.). University of Bristol, Policy Press: 71-90.
- Kentikelenis, A., M. Karanikolos, A. Reeves, M. McKee and D. Stuckler (2014). Greece's health crisis: from austerity to denialism. *The Lancet* 383(9918): 748-753. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)62291-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(13)62291-6)
- Khasnabish, A. (2014). Subterranean currents: Research and the radical imagination in the age of austerity. *Studies in Social Justice*, 8(1), 45-65. <https://doi.org/10.26522/ssj.v8i1.1038>
- Kitis, E. D. (2015). The Anti-Authoritarian Chóros: A Space for Youth Socialization and Radicalization in Greece (1974–2010). *Journal for the Study of Radicalism* 9(1): 1-36.
- Kokkinidis, G. (2015). Spaces of possibilities: workers' self-management in Greece. *Organization*, 22(6), 847-871. <https://doi.org/10.1177/1350508414521098>
- Kosadinos, M., et Martin, J. P. (2017). Lutter pour la santé en Grèce. *VST-Vie sociale et traitements*, (2), 73-80.
- Kostopoulos, T. 07-05-2017. <https://www.efsyn.gr/arthro/mia-vradia-sto-karavel>
« Le fantôme de l'histoire. Une nuit à Karavel », (En grec), *Efsyn*.
- Kostopoulos, T. 19-11-2017. <https://www.efsyn.gr/arthro/oi-nyhtes-toy-mihali>
« Les nuits de Michalis », (En grec), *Efsyn*.
- Kotronaki, L. (2014). Réappropriation de la contestation démocratique: la forme Occupy. Dans *La grande régression: la Grèce et l'avenir de l'Europe*, N. Burgi (ed.), Lormont : Le Bord de l'eau, 175-190.

- Kousis, M. (2016). The spatial dimensions of the Greek protest campaign against the troika's memoranda and austerity, 2010-2013. *Street Politics in the Age of Austerity: From the Indignados to Occupy*, Amsterdam University Press, 147-174.
- Kretsos, L., et Vogiatzoglou, M. (2015). Lost in the Ocean of Deregulation?: The Greek Labour Movement in a Time of Crisis. *Relations industrielles*, 70(2), 218- 239.
- Kriesi, H. (2014). The Political Consequences of the Economic Crisis in Europe : Electoral Punishment and Popular Protest. Dans *Mass Politics in Tough Times: Opinions, Votes and Protest in the Great Recession*. B. Larry and B. Nancy (eds.). Oxford University Press: 1-32.
- Kritidis, G. (2014). The Rise and Crisis of the Anarchist and Libertarian Movement in Greece, 1973–2012. Dans *The City Is Ours: Squatting and Autonomous Movements in Europe from the 1970s to the Present*, Oakland, CA: PM Press, 2014: 63-94.
- Leontidou, L. (2012). Athens in the Mediterranean 'movement of the piazzas' Spontaneity in material and virtual public spaces. *City*, 16(3), 299-312. <https://doi.org/10.1080/13604813.2012.687870>
- Manfredonia, G. (2007). Anarchisme et changement social: : insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur. Lyon, Atelier de création libertaire.
- Martin, A. W. (2010). Movement publications as data: An assessment of an underutilized resource, *Research in Social Movements, Conflicts and Change*. P.G. Coy (ed.), Volume 30: 271-299.
- Matsaganis, M. and C. Leventi (2014). Poverty and inequality during the Great Recession in Greece. *Political Studies Review*, 12(2), 209-223. <https://doi.org/10.1111/1478-9302.12050>
- Mavri, G. (2017). Analyse : Valeurs politiques et idéologie aujourd'hui en Grèce - 4. (En Grec). Rouge et Noir, La résonance idéologique du Communisme et de l'Anarchisme aujourd'hui en Grèce. *Public Issue*.

- McAdam, D. (1986). Recruitment to high-risk activism: The case of freedom summer. *American journal of sociology*, 92(1), 64-90.
- McAdam, D., et Rucht, D. (1993). The cross-national diffusion of movement ideas. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 528(1), 56-74.
- McAdam, D., S. G. Tarrow and C. Tilly (2001). *Dynamics of contention*. Cambridge Cambridge University Press.
- McDonough, P. and E. Tsourdi (2012). The “Other” Greek Crisis: Asylum and Eu Solidarity. *Refugee Survey Quarterly*, 31(4): 67-100.
<https://doi.org/10.1093/rsq/hds019>
- Melucci, A. (1985). The symbolic challenge of contemporary movements. *Social research*, 789-816.
- Morlino, L. and F. Raniolo (2017). *The Impact of the Economic Crisis on South European Democracies*. Springer
- Morris, A., & Braine, N. (2001). Social movements and oppositional consciousness. *Oppositional consciousness: The subjective roots of social protest*. J. Mansbridge et A.Morris (eds.): 20-37.
- OR.MA (Organisation d'Antifascisme Combatif). Site officiel :
<https://ormantifa.wordpress.com/>
- Panourgia, N. (2009). *Dangerous Citizens: The Greek left and the Terror of the State*. New York, Fordham University Press.
- Papanikolopoulos, D. (2016). Décembre 2008. (En grec). Athènes, Οι εκδοσεις των συναδελφων.
- Pautz, H. et M. Kominou (2013). Reacting to ‘Austerity Politics’: The Tactic of Collective Expropriation in Greece. *Social Movement Studies* 12(1): 103-110.
<https://doi.org/10.1080/14742837.2012.704180>
- Peppas, L. A (2015). *Les anarchistes grecs (1890 - 2015)*. (En grec). Ισηγορία.

- Petmesidou, M. (2013). Is social protection in Greece at a crossroads? *European Societies*, 15(4), 597-616. doi.org/10.1080/14616696.2013.836407
- Polletta, F. (2002). Plotting Protest: Mobilizing Stories in the 1960 Student Sit-Ins. *Stories of change. Narrative and Social Movements*. J. E. Davis (ed.). Albany State University of New York Press: 31-52.
- Polletta, F. and J. M. Jasper (2001). *Collective Identity and Social Movements. Annual Review of Sociology*, 27, pp.283-305. doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.611
- Psarras, D. (2014). L'Aube noire de la démocratie grecque. Dans *La Grande régression : la Grèce et l'avenir de l'Europe*. N. Burgi (ed.), Le Bord de l'eau : 105-128.
- Psimitis, M. (2011). Collective identities versus social exclusion: The December 2008 Greek youth movement. *Επιθεώρηση Κοινωνικών Ερευνών*, 136(136), 111-133. <http://dx.doi.org/10.12681/grsr.46>
- Roos, J. E., et Oikonomakis, L. (2014). They don't represent us! The global resonance of the real democracy movement from the indignados to occupy. *Spreading protest. Social movements in times of crisis*. D. della Porta et A. Mattoni (eds.): 117-136.
- Sakellaropoulos, S. (2012). On the causes and significance of the December 2008 social explosion in Greece. *Science & Society*, 76(3), 340-364. <https://doi.org/10.1521/isis.2012.76.3.340>
- Sarrasin, R. (2014). Dynamiques de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec, 2000-2010. Thèse de doctorat. Université de Montréal.
- Sarrasin, R., Kruzynski, A., Jeppesen, S., et Breton, É. (2012). Radicaliser l'action collective: portrait de l'option libertaire au Québec. *Lien social et Politiques*, (68), 141-166.
- Schwarz, A. G., T. Sagris and Void Network (2010). *We are an image from the future. The Greek Revolt of December 2008*. Oakland, AK Press.

- Schweisguth, E. (1999). Déclin et recomposition des cultures politiques. Dans *Les cultures politiques en France*. S. Bernstein (ed.), Paris, Edition du Seuil : 355 – 390.
- Sewell, W. (1996). Historical events as transformations of structures: Inventing revolution at the Bastille. *Theory and Society*, 25(6), 841-881.
- Sewell, W. H. (2001). Space in Contentious Politics. Dans *Silence and voice in the study of contentious politics*. R. Aminzade, J. Goldstone, D. McAdam, E. Perry, W. H. Sewell, S. Tarrow et C. Tilly (eds.), Cambridge University Press: 51-88.
- Shantz, J. and D. M. Williams (2013). *Anarchy and society: reflections on anarchist sociology*. Boston: Brill, Leiden.
- Siapera, E., et Theodosiadis, M. (2017). (Digital) Activism at the Interstices: Anarchist and Self-Organizing Movements in Greece. *Triple C: Communication, Capitalism & Critique. Open Access Journal for a Global sustainable Information Society*, 15(2), 505-523. <https://doi.org/10.31269/triplec.v15i2.768>
- Skaperdas, S. (2015). Myths and Self-Deceptions about the Greek Debt Crisis. *Revue d'économie politique*, 125(6), 755-785.
- Snow, D. A. and A. E. Tan (2015). Movements, Social. *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)*. J. D. Wright (ed). Oxford, Elsevier: 8-12.
- Sotiris, P. (2010). Rebels with a cause: the December 2008 Greek youth movement as the condensation of deeper social and political contradictions. *International Journal of Urban and Regional Research*, 34(1), 203-209. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2010.00949.x>
- Souzas, N. (2014). Dimensions politiques et culturelles des mouvements sociaux : le cas du mouvement antagoniste en Grèce (1974 – 1998). (En Grec). Thèse de doctorat. Université d'Athènes Capodistrienne (EKPA).
- Staggenborg, S. (1993). Critical events and the mobilization of the pro-choice movement. *Research in Political Sociology*, 6(1), 319–345.

- Staggenborg, S. (1998). Social movement communities and cycles of protest: The emergence and maintenance of a local women's movement. *Social Problems*, 45(2), 180-204. <https://doi.org/10.2307/3097243>
- Steinmetz, G. (1999). Introduction: Culture and the State. Dans Steinmetz, G. (Ed.), *State/Culture: State-Formation after the Cultural Turn* (pp. 1-50). Ithaca-Cornell University Press.
- Tarrow, S. (1992). Mentalities, political cultures, and collective action frames: Constructing meanings through action. Dans A.D. Morris et C. M. Mueller (éds), *Frontiers of Social Movement Theory*, New Haven et Londres, Yale University Press : 174-202.
- Tarrow, S. (1998). *Power in movement*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Tarrow, S., & Tilly, C. (2007). Contentious politics and social movements. In *The Oxford handbook of comparative politics*.
- Taylor, V. and N. Whittier (1992). Collective identity in social movement communities: Lesbian feminist mobilization. Dans *Frontiers in Social Movements*. A. D. Morris (ed.), M.C. New Haven, Yale University Press:104-132.
- Tilly, C. (1978). *From Mobilization to Revolution* New York, Random House.
- Tilly, C. (1995). Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1934. Repertoire and cycles of collective action. M. Traugott. Durham et Londres, Duke University Press: 15-42.
- Tilly, C. (2008). *Contentious performances*. New York, Cambridge University Press.
- Varkolis, O. (2012). *Résistances créatives et antiautorité*. (En Grec), Athenes, Το παγκάκι.
- Vasilopoulou, S., & Halikiopoulou, D. (2013). In the shadow of Grexit: the Greek election of 17 June 2012. *South European Society and Politics*, 18(4), 523-542. <https://doi.org/10.1080/13608746.2013.779784>

- Williams, D. M. (2009). Red vs. green: Regional variation of anarchist ideology in the United States. *Journal of Political Ideologies*, 14(2), 189-210.
<https://doi.org/10.1080/13569310902925816>
- Williams, D. M. (2017). *Black flags and social movements*. Manchester, England: Manchester University Press.
- Wood, L. J. (2012). *Direct action, deliberation, and diffusion: Collective action after the WTO protests in Seattle*. Cambridge University Press
- Xenakis, S. (2012). A new dawn? Change and continuity in political violence in Greece. *Terrorism and Political Violence*, 24(3), 437-464.
<https://doi.org/10.1080/09546553.2011.633133>
- Zaimakis, Y. (2015). 'Welcome to the civilization of fear': on political graffiti heterotopias in Greece in times of crisis. *Visual Communication*, 14(4), 373-396.
<https://doi.org/10.1177/1470357215593845>
- Zambarloukou, S. (2006). "Collective Bargaining and Social Pacts: Greece in Comparative Perspective." *European Journal of Industrial Relations* 12(2): 211-229.
- Zamponi, L., & Daphi, P. (2014). Breaks and continuities in and between cycles of protest. Memories and legacies of the global justice movement in the context of anti-austerity mobilisations. Dans *Spreading protest: Social movements in times of crisis*, Della Porta and A. Mattoni (eds.). Colchester, ECPR Press: 193-226